

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

visant les actions de la société



initiée par la société



présentée par



INFORMATIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES NOTAMMENT JURIDIQUES, FINANCIERES ET COMPTABLES DE BOUYGUES TELECOM



Le présent document relatif aux autres informations de la société Bouygues Telecom a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l' « **AMF** ») le 5 février 2019, conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF et à l'instruction de l'AMF n° 2006-07 du 25 juillet 2006 relative aux offres publiques d'acquisition. Ce document a été établi sous la responsabilité de Bouygues Telecom.

Le présent document complète la note d'information sur l'offre publique d'achat initiée par la société Bouygues Telecom visant les actions de la société Keyyo S.A., visée par l'AMF le 5 février 2019 sous le numéro 19-036, en application de la décision de conformité du même jour (la « **Note d'Information** »).

Le présent document relatif aux autres informations de la société Bouygues Telecom ainsi que la note d'information sont disponibles sur les sites Internet de Bouygues Telecom (www.corporate.bouyguetelecom.fr) et de l'AMF (www.amf-france.org) et peuvent être obtenus sans frais auprès de Bouygues Telecom (37-39, rue Boissière, 75116 Paris) et de Rothschild Martin Maurel (29, avenue de Messine, 75008 Paris).

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF, un communiqué sera diffusé, au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre publique d'achat, afin d'informer le public des modalités de mise à disposition du présent document.

Table des matières

| | | |
|------------|--|-----------|
| 1 | PRESENTATION DE L'OFFRE | 3 |
| 1.1 | Rappel des principales caractéristiques et contexte de l'Offre | 3 |
| 1.2 | Motifs de l'Offre | 4 |
| 2 | PRESENTATION DE L'INITIATEUR | 5 |
| 2.1 | Informations générales concernant Bouygues Telecom | 5 |
| 2.1.1 | Dénomination sociale | 5 |
| 2.1.2 | Forme et siège social | 5 |
| 2.1.3 | Registre du commerce et des sociétés | 5 |
| 2.1.4 | Durée | 5 |
| 2.1.5 | Objet social | 5 |
| 2.1.6 | Exercice social | 6 |
| 2.2 | Informations concernant le capital social de l'Initiateur | 6 |
| 2.2.1 | Capital social | 6 |
| 2.2.2 | Droits et obligations attachés aux actions | 6 |
| 2.2.3 | Cession des actions | 6 |
| 2.2.4 | Répartition du capital et contrôle de l'Initiateur | 6 |
| 2.2.5 | Autres titres donnant accès au capital | 6 |
| 2.3 | Informations générales relatives à la gouvernance de l'Initiateur | 6 |
| 2.3.1 | Conseil d'administration, Président du conseil d'administration et Direction générale | 6 |
| 2.3.2 | Les assemblées générales | 8 |
| 2.3.3 | Commissaires aux comptes | 8 |
| 2.4 | Informations concernant l'activité et les informations financières de l'Initiateur | 8 |
| 2.4.1 | Activités principales | 8 |
| 2.4.2 | Evénements marquants | 9 |
| 2.4.3 | Salariés | 9 |
| 2.4.4 | Patrimoine – situation financière - résultats | 9 |
| 2.5 | Financement de l'Offre | 10 |
| 2.5.1 | Frais liés à l'Offre | 10 |
| 2.5.2 | Modalités de financement de l'Offre | 10 |
| 3 | PRESENTATION GENERALE DE BOUYGUES, SOCIETE TETE DU GROUPE DONT FAIT PARTIE BOUYGUES TELECOM | 11 |
| 4 | PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU PRESENT DOCUMENT | 11 |

1 PRESENTATION DE L'OFFRE

1.1 Rappel des principales caractéristiques et contexte de l'Offre

En application du chapitre II du Titre III du Livre II, et plus particulièrement des articles 232-1 et suivants du règlement général de l'AMF, Bouygues Telecom, société anonyme dont le siège social est situé 37-39, rue Boissière, 75116 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 397 480 930 (« **Bouygues Telecom** » ou l'« **Initiateur** »), filiale de Bouygues, société anonyme dont le siège social est situé 32, avenue Hoche, 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 015 246, dont les actions sont admises aux négociations sur le compartiment A du marché réglementé d'Euronext à Paris sous le code ISIN FR0000120503 (« **Bouygues** »), s'est irrévocablement engagée à offrir aux actionnaires de Keyyo, société anonyme dont le siège social est situé 92-98, boulevard Victor Hugo, 92110 Clichy, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 390 081 156 (« **Keyyo** » ou la « **Société** ») d'acquérir la totalité de leurs actions Keyyo au prix unitaire de 34 euros (le « **Prix d'Offre par Action** ») dans les conditions décrites ci-après (l'« **Offre** »).

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur Euronext Growth sous le code ISIN FR0000185621 (code mnémorique : ALKEY).

Préalablement au dépôt de l'Offre, l'Initiateur, qui ne détenait directement et indirectement aucun titre de la Société, a réalisé le 18 janvier 2019, auprès de MM. Philippe Houdouin, Silvère Baudouin, Christophe Sollet, Michel Picot, Dominique Roche ainsi que les sociétés Magelio Capital¹, HIFIC², Tempo Development³, Advest⁴, Keller & Kohl⁵ et les organismes de placement collectif de valeurs mobilières⁶ représentés par Financière Arbevel, l'acquisition de 854.316 actions de la Société représentant à sa connaissance 43,6 % du capital et 42,1 % des droits de vote théoriques de la Société (la « **Cession de Blocs** »).

A l'issue de la Cession de Blocs, l'Initiateur détenait donc 854.316 actions de la Société, représentant à sa connaissance, 43,6 % du capital social et 42,1 % des droits de vote théoriques de la Société⁷.

Conformément aux dispositions de l'article 231-38 IV du règlement général de l'AMF, depuis le début de la période d'offre, l'Initiateur a procédé à l'acquisition sur le marché de 125.683 actions de la Société au prix unitaire de 34 euros. A la date du présent document, l'Initiateur détenait donc 979.999 actions de la Société représentant autant de droits de vote, soit à sa connaissance, 49,9 % du capital social et 48,3 % des droits de vote théoriques de la Société⁸.

¹ Société dont M. Philippe Houdouin détient 100 % de l'usufruit et 76 % de la nue-propriété des parts sociales.

² Société détenue à 99,89 % par MM. Philippe Houdouin, François Houdouin, Bruno Houdouin et Mme Laurence Houdouin, chacun à parts égales.

³ Société détenue à 100 % par M. Silvère Baudouin.

⁴ Société détenue à 100 % par M. Michel Picot.

⁵ Société détenue à 100 % par M. Eric Saiz.

⁶ Pluvalca Initiatives PME et Top MultiCaps.

⁷ Sur la base d'un nombre total de 1.960.000 actions Keyyo représentant 2.027.728 droits de vote théoriques au sens de l'article 223-11 alinéa 2 du règlement général de l'AMF (après retraitement pour tenir compte de l'annulation des droits de vote double des actions objets de la Cession de Blocs).

⁸ Sur la base d'un nombre total de 1.960.000 actions Keyyo représentant 2.027.728 droits de vote théoriques au 31 décembre 2018 au sens de l'article 223-11 I alinéa 2 du règlement général de l'AMF (après retraitement pour tenir compte de l'annulation des droits de vote double des actions objets de la Cession de Blocs).

L'Offre vise :

- l'intégralité des actions composant le capital social de la Société, à l'exclusion (i) des 979.999 actions détenues par l'Initiateur et (ii) des 168.415 actions auto-détenues⁹ par la Société que le conseil d'administration de la Société a décidé de ne pas apporter à l'Offre, soit à la connaissance de l'Initiateur 811.586 actions de la Société existantes à la date du présent document ;
- les actions nouvelles et/ou existantes de la Société susceptibles d'être émises et/ou remises à raison de l'acquisition anticipée d'actions gratuites de la Société avant la clôture de l'Offre ou de l'Offre Réouverte (tel que ce terme est défini à la section 2.10 de la Note d'Information), soit à la connaissance de l'Initiateur à la date du présent document, un maximum de 16.750 actions de la Société nouvelles et/ou existantes,

soit à la connaissance de l'Initiateur à la date du présent document, un nombre total maximum de 828.336 actions de la Société.

Il est toutefois précisé que, sous réserve des cas d'acquisition anticipée prévus par les dispositions législatives ou réglementaires applicables (tels que le décès ou l'invalidité de l'attributaire), les 16.750 actions gratuites en période d'acquisition du plan arrêté le 2 juillet 2018 ne pourront être apportées ni à l'Offre ni à l'Offre Réouverte dès lors que la période d'acquisition et de conservation de ces actions gratuites expirera après la date de clôture de l'Offre et, le cas échéant, de l'Offre Réouverte.

Les attributaires d'actions gratuites émises par la Société se verront proposer après la clôture de l'Offre (ou le cas échéant après la clôture de l'Offre Réouverte) l'engagement de liquidité décrit à la section 1.2.1 (b) de la Note d'Information.

A la connaissance de l'Initiateur, il n'existe, à la date du présent document, aucun autre titre de capital, ni aucun autre instrument financier ou droit pouvant donner accès au capital ou à des droits de vote de la Société, immédiatement ou à terme.

L'Offre est présentée par Rothschild Martin Maurel qui, conformément aux dispositions de l'article 231-13 du règlement général de l'AMF, garantit la teneur et le caractère irrévocable des engagements pris par l'Initiateur dans le cadre de l'Offre.

Elle sera réalisée selon la procédure normale conformément aux dispositions des articles 232-1 et suivants du règlement général de l'AMF.

L'Offre est soumise au seuil de caducité prévu par l'article 231-9 I du règlement général de l'AMF (voir section 2.7 de la Note d'Information).

1.2 Motifs de l'Offre

L'Initiateur est l'un des acteurs majeurs du marché français des communications électroniques.

L'Initiateur a développé plusieurs métiers complémentaires, tant auprès des entreprises que des particuliers :

- la téléphonie fixe et mobile ;
- l'internet haut et très haut débit fixe et mobile ; et
- l'internet des objets.

⁹ Nombre d'actions auto-détenues déterminé après suspension le 31 décembre 2018, par le conseil d'administration de la Société, du contrat de liquidité conclu entre la Société et Gilbert Dupont.

L'Initiateur a également développé des offres spécifiques de téléphonie et d'Internet fixe et mobile pour les entreprises. Dans un marché hautement compétitif où la concurrence provient d'acteurs majeurs, la direction de l'Initiateur estime qu'il est impératif de renforcer son offre de services télécoms auprès des professionnels, qui représentent un potentiel de croissance important.

Dans ce contexte, l'Offre permettrait à l'Initiateur de développer son offre de solutions numériques en matière de services de communication unifiée en bénéficiant tant de la plateforme technique de la Société que de ses équipes formées et fortement impliquées dans la satisfaction client.

2 PRESENTATION DE L'INITIATEUR

2.1 Informations générales concernant Bouygues Telecom

2.1.1 Dénomination sociale

La dénomination sociale de l'Initiateur est Bouygues Telecom.

2.1.2 Forme et siège social

L'Initiateur est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé 37 – 39, rue Boissière, 75116 Paris, France.

2.1.3 Registre du commerce et des sociétés

L'Initiateur est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 397 480 930.

2.1.4 Durée

L'Initiateur a été immatriculé le 1^{er} décembre 1995 pour une durée de 99 ans.

2.1.5 Objet social

Conformément à l'article 2 de ses statuts, l'Initiateur a pour objet, directement ou indirectement en France et à l'étranger :

- l'étude, le développement, l'exploitation et la commercialisation de tous produits et services de télécommunications mobiles, Internet, et fixes, ainsi que tous produits et services connexes (en ce compris ceux du multimédia, de la télévision, de l'Internet et de l'Intranet) ;
- l'étude, la création, le développement, l'exploitation et la commercialisation de tous réseaux et infrastructures de télécommunications mobiles, Internet, télévision et fixes (en particulier d'un réseau de radiotéléphonie conforme aux normes GSM 1800, GSM 900, UMTS...) locaux, nationaux et internationaux ainsi que tous les systèmes d'informations, plates-formes multimédias, logiciels et systèmes requis pour l'exploitation desdits réseaux et infrastructures ainsi que leur extension et la production de services ;
- le courtage en assurances ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise de bail, l'installation, l'exploitation de tous réseaux ou établissements se rapportant aux activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise de participation directe ou indirecte dans toutes opérations financières, commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandites, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou d'association ou participation ou autrement.

Et, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'un des objets spécifiés ou à tous autres objets similaires ou connexes de nature à favoriser son développement.

2.1.6 Exercice social

L'exercice social de l'Initiateur commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

2.2 Informations concernant le capital social de l'Initiateur

2.2.1 Capital social

Le capital social s'élève à 712.588.399,56 euros. Il est divisé en 46.757.769 actions de 15,24 euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie.

2.2.2 Droits et obligations attachés aux actions

Les actions sont obligatoirement nominatives et leur propriété résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par l'Initiateur ou pour son compte par un mandataire par elle désigné dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi et les règlements.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part égale à la quotité du capital social qu'elle représente compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, libéré et non libéré, du montant nominal des actions, des droits des actions de catégories différentes.

2.2.3 Cession des actions

Les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou un descendant, soit à un administrateur en vue de lui permettre de détenir le nombre d'actions fixé par les statuts, soit à une société du même groupe, interviennent librement.

Toutes autres cessions ou transmissions d'actions sont, sauf conventions particulières, le cas échéant, conclues avec l'accord de tous les actionnaires, soumises au droit de préemption et à l'agrément des autres actionnaires conformément à l'article 8 des statuts de l'Initiateur.

2.2.4 Répartition du capital et contrôle de l'Initiateur

L'Initiateur est une filiale de Bouygues, qui détient, directement et au travers de sa filiale Société Française de Participation & Gestion (SFPG), 90,5 % du capital et des droits de vote. JCDecaux Holding détient le solde du capital et des droits de vote de l'Initiateur, soit 9,5 % du capital et des droits de vote.

2.2.5 Autres titres donnant accès au capital

L'Initiateur n'a émis aucun titre donnant accès, immédiatement ou à une date future, à son capital, ni n'a émis d'actions avec des droits de vote doubles.

2.3 Informations générales relatives à la gouvernance de l'Initiateur

2.3.1 Conseil d'administration, Président du conseil d'administration et Direction générale

(a) Conseil d'administration

L'Initiateur est administré par un conseil d'administration composé de six à onze membres nommés pour une durée de trois ans, chaque année comprenant l'intervalle entre deux assemblées annuelles consécutives.

Le conseil d'administration en exercice est composé, à la date du présent document, de 7 membres :

- M. Olivier Roussat (Président du conseil d'administration) ;
- M. Olivier Bouygues ;
- la société JCDecaux Holding ;
- la société Bouygues ;
- M. Edward Bouygues ;
- Mme Valérie Agathon ; et
- Mme Charlotte Bouygues.

Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation de son Président ou, le cas échéant, de l'administrateur temporairement délégué dans les fonctions de Président ou de la moitié de ses membres aussi souvent que l'intérêt de l'Initiateur l'exige et au moins quatre fois par exercice.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés (la voix du Président du conseil d'administration étant prépondérante), sous réserve de certaines décisions qui font l'objet d'une majorité renforcée.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de l'Initiateur et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'Initiateur.

(b) Président du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un Président personne physique.

Le Président du conseil d'administration en exercice à la date des présentes est M. Olivier Roussat.

Le Président du conseil d'administration organise et dirige les travaux du conseil d'administration, dont il rend compte à l'assemblée générale des actionnaires. Il veille au bon fonctionnement des organes de l'Initiateur et s'assure, en particulier, que les administrateurs soient en mesure de remplir leur mission.

(c) Censeurs

L'assemblée générale ordinaire peut nommer un ou plusieurs censeurs qui sont convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration dans les mêmes conditions que les administrateurs et qui participent sans droit de vote aux délibérations du conseil d'administration.

A la date du présent document, M. Arnauld Van Eeckhout est censeur.

(d) Direction générale

En fonction du choix effectué par le conseil d'administration, la direction générale de l'Initiateur est assurée soit par le Président, soit par une personne physique, administrateur ou non, portant le titre de Directeur général nommé par le conseil d'administration.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'Initiateur et représente l'Initiateur dans ses rapports avec les tiers.

Sur proposition du Directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques, administrateurs ou non, chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.

Le nombre maximum des Directeurs généraux délégués est fixé à cinq.

A l'égard des tiers, le ou les Directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

A la date du présent document, M. Richard Viel-Gouarin est Directeur général.

2.3.2 Les assemblées générales

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale se compose de tous les titulaires d'actions quel que soit le nombre d'actions qu'ils détiennent et chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, le tout sauf application des dispositions législatives ou réglementaires affectant le droit de vote.

Les personnes morales participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne désignée à cet effet par ces derniers.

Les assemblées générales ont les pouvoirs définis par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué. Elle peut notamment modifier l'objet social, augmenter ou réduire le capital social, faire un apport partiel d'actif, proroger ou réduire la durée de l'Initiateur, décider sa fusion ou sa scission avec une autre ou d'autres sociétés, la dissoudre par anticipation, la transformer en société de toute autre forme, dans les conditions prévues par la loi.

2.3.3 Commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes de l'Initiateur ci-après mentionnés sont nommés jusqu'à la tenue de l'assemblée générale se prononçant sur l'approbation des comptes pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2018.

Les commissaires aux comptes titulaires sont Mazars, situé Tour Exaltis, 61 rue Henri Regnault, 92400 Courbevoie (784 824 153 R.C.S. Nanterre) et Ernst & Young, situé 1-2, place des Saisons, Paris la défense 1 – 92400 Courbevoie (438 476 913 R.C.S. Nanterre).

Les commissaires aux comptes suppléants sont Auditex, situé faubourg de l'Arche 11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie (377 652 938 R.C.S. Nanterre) et Senlis Gonzague, situé 61 rue Henri Regnault 92075 Paris la Défense Cedex.

2.4 Informations concernant l'activité et les informations financières de l'Initiateur

2.4.1 Activités principales

Bouygues Telecom est un acteur majeur du marché français des télécommunications dont l'ambition est de faire vivre au plus grand nombre la meilleure expérience numérique.

Face à l'utilisation exponentielle des usages internet et à l'importance de la qualité de l'expérience client dans le choix des consommateurs, Bouygues Telecom propose aux particuliers et aux entreprises des offres et des services simples, fluides et accessibles, et déploie les technologies numériques Très Haut Débit, 4G, Fibre et bientôt 5G, sur tout le territoire.

Sur le marché français du mobile en métropole (incluant M2M), qui compte 90 millions de SIM à la fin du troisième trimestre 2018, Bouygues Telecom arrive en troisième position avec 15,8 millions de clients, derrière Orange, SFR Group et devant Free Mobile et les MVNO (opérateurs de réseaux mobiles virtuels). Bouygues Telecom affiche une part de marché mobile de 17,5 % à la fin du troisième trimestre 2018, en hausse de 0,9 point par rapport à fin 2017.

Sur le marché français du Haut Débit Fixe, qui compte 28,9 millions de clients à la fin du troisième trimestre 2018, Bouygues Telecom se classe quatrième avec 3,6 millions de clients, derrière Orange, Iliad et SFR Group. Bouygues Telecom affiche une part de marché Haut Débit Fixe de 12,5 % à la fin du troisième trimestre 2018, en hausse de 0,4 point par rapport à fin 2017. Sa part de parc sur le marché du Très Haut Débit est de 10,8 % à la fin du troisième trimestre 2018, soit une hausse de 3,7 points sur un an¹⁰.

Bouygues Telecom exerce son activité exclusivement sur le territoire français métropolitain.

La description des activités de Bouygues Telecom telles qu'elles sont présentées à la section 2.3 du document de référence de Bouygues relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017 (<https://www.bouygues.com/wp-content/uploads/2018/03/document-de-reference-2017.pdf>) figure en **Annexe 1**.

2.4.2 Evénements marquants

Les principaux événements marquants concernant l'Initiateur intervenus au cours de l'année 2018 sont les suivants :

- Annonce de la nouvelle gamme Bbox centrée sur la qualité du service client et de l'accès internet avec lancement de la promesse "Internet garanti" pour l'Internet fixe ;
- Accord stratégique entre Bouygues Telecom et Fnac/Darty pour distribuer les offres fixes et mobiles de l'opérateur dans les magasins Fnac Connect ;
- Présentation à Bordeaux du premier pilote 5G réalisé en conditions réelles en France avec Huawei ;
- Bouygues Telecom n° 1 en qualité de service mobile dans les zones rurales et n° 2 en moyenne en France ;
- Partenariat entre Bouygues Telecom, Axione et Mirova pour déployer un réseau de fibre optique dans la zone très dense (ZTD).

2.4.3 Salariés

Au 31 décembre 2018, l'Initiateur employait 5 384 personnes.

2.4.4 Patrimoine – situation financière - résultats

Les comptes sociaux et les comptes consolidés de Bouygues Telecom pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 figurent respectivement en **Annexe 2** et en **Annexe 3** aux présentes. Ces états financiers sont les plus récents états financiers disponibles ayant fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes de Bouygues Telecom.

Les informations financières de Bouygues Telecom au 30 juin 2018 figurent en **Annexe 4** aux présentes.

Les informations financières sélectionnées de Bouygues Telecom au 31 décembre 2017, au 30 juin 2018 et au 30 septembre 2018 figurent dans le tableau ci-dessous :

| (en millions d'euros) | 31 décembre 2017 | 30 juin 2018 | 30 septembre 2018 |
|------------------------------|------------------|--------------|-------------------|
| Chiffre d'affaires consolidé | 5.060 | 2.563 | 3.934 |

¹⁰ Sources : publications trimestrielles de l'Arcep au troisième trimestre 2018 pour les données marché, et communications financières trimestrielles des opérateurs Orange, Altice, Iliad au troisième trimestre 2018 pour les calculs de parts de marché.

| (en millions d'euros) | 31 décembre 2017 | 30 juin 2018 | 30 septembre 2018 |
|---|------------------|--------------|-------------------|
| Résultat opérationnel courant consolidé | 319 | 148 | 314 |
| Résultat opérationnel consolidé | 460 | 239 | 528 |
| Résultat net part du groupe Bouygues | 260 | 156 | 344 |
| Endettement financier net ¹¹ | 976 | 1.201 | 1.173 |

Compte tenu des tailles respectives de Bouygues Telecom et de Keyyo, l'Offre ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes et sur les principaux indicateurs financiers de Bouygues Telecom.

Les résultats du groupe Bouygues seront publiés le 21 février 2019.

2.5 Financement de l'Offre

2.5.1 Frais liés à l'Offre

Les frais exposés par l'Initiateur dans le cadre de l'Offre (en ce compris l'Offre Réouverte), incluant en particulier les frais des intermédiaires, les frais et autres coûts liés aux conseils financiers, juridiques et comptables ainsi que tous autres experts ou consultants, les coûts de publicité et de communication et les coûts liés au financement de l'Offre (en ce compris l'Offre Réouverte) sont estimés à environ 800.000 euros, hors TVA.

2.5.2 Modalités de financement de l'Offre

Dans l'hypothèse où l'intégralité des actions de la Société serait apportée à l'Offre, le montant total de la contrepartie en numéraire devant être payé par l'Initiateur (hors commissions et frais annexes) aux investisseurs ayant apporté leurs actions à l'Offre s'élèverait à 32.436.646 euros.

Bouygues Telecom dispose de plus de 1 milliard d'euros de lignes de crédit non tirées et utilisera une partie de ces lignes pour financer l'acquisition des titres Keyyo.

Il est précisé que Bouygues Telecom a d'ores et déjà déposé la totalité des fonds nécessaires au règlement-livraison de l'Offre auprès de Rothschild Martin Maurel, en qualité d'établissement présentateur et garant.

¹¹ L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

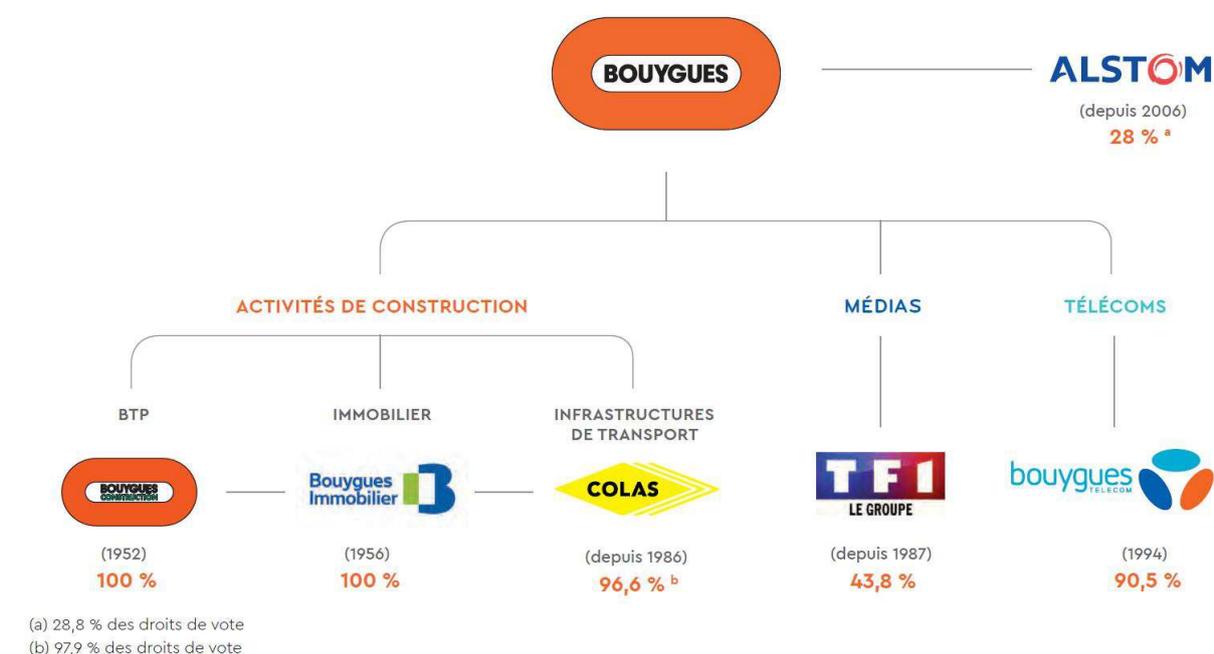
3 PRESENTATION GENERALE DE BOUYGUES, SOCIETE TETE DU GROUPE DONT FAIT PARTIE BOUYGUES TELECOM

L'Initiateur est une filiale de Bouygues, laquelle a déposé un document de référence 2017 auprès de l'AMF le 21 mars 2018 (le « **Document de Référence Bouygues** »), disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de Bouygues (<https://www.bouygues.com/wp-content/uploads/2018/03/document-de-reference-2017.pdf>).

Bouygues est la holding d'un groupe diversifié dans les activités de construction (BTP, immobilier et infrastructures de transport), les médias et les télécommunications, avec un chiffre d'affaires de 33 milliards d'euros en 2017 et 129.275 salariés au 31 décembre 2018.

Bouygues est cotée depuis 1970 à la Bourse de Paris. La capitalisation boursière de Bouygues s'élevait à 11,56 milliards d'euros au 30 janvier 2019¹².

Organigramme simplifié du groupe Bouygues au 31 décembre 2017¹³



4 PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU PRESENT DOCUMENT

« J'atteste que le présent document qui a été déposé à l'AMF le 5 février 2019 et sera diffusé au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'Offre, comporte l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du règlement général de l'AMF et par son instruction n° 2006-07 du 25 juillet 2006, dans le cadre de l'offre publique initiée par Bouygues Telecom et visant les actions Keyyo. Ces informations sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

M. Richard Viel-Gouarin
Directeur général de Bouygues Telecom

¹² Sur la base du dernier cours de bourse au 30 janvier 2019 de 30,98 euros.

¹³ Source : Document de référence 2017 de Bouygues, p. 7.

**Annexe 1 – Section 2.3 du Document de référence 2017 de Bouygues relatif à Bouygues
Telecom**

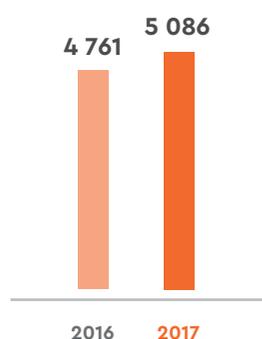
[voir page suivante]

2.3 BOUYGUES TELECOM, ENTREPRISE AU SERVICE DE LA VIE NUMÉRIQUE DE SES CLIENTS

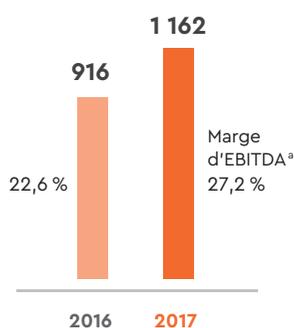
Bouygues Telecom propose des offres et des services qui rendent les usages de ses clients simples et accessibles. Il déploie les technologies numériques Très Haut Débit (4G, Fibre, bientôt 5G) sur tout le territoire.

Chiffres clés

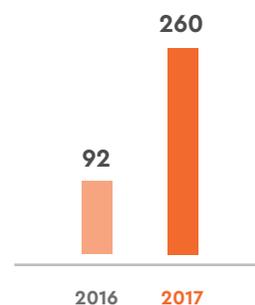
Chiffre d'affaires
en millions d'euros



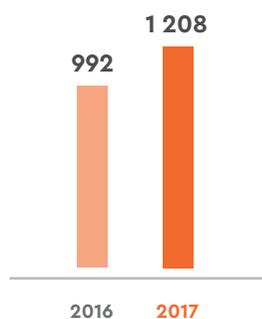
EBITDA
en millions d'euros



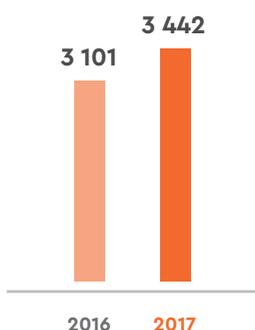
Résultat net part du Groupe
en millions d'euros



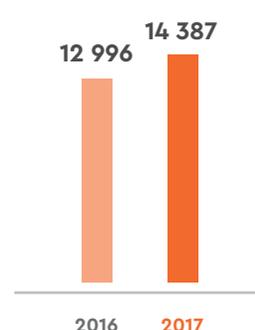
Investissements bruts d'exploitation
en millions d'euros



Clients Haut Débit Fixe
en milliers, à fin décembre



Clients Mobile
en milliers, à fin décembre



(a) ratio EBITDA sur chiffre d'affaires Réseau

Bilan résumé

Actif

| au 31 décembre, en millions d'euros | 2017 | 2016 |
|--|--------------|--------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 5 219 | 4 862 |
| Goodwill | 5 | 5 |
| Actifs financiers et impôts non courants | 10 | 10 |
| ACTIF NON COURANT | 5 234 | 4 877 |
| Actifs courants | 1 532 | 1 348 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 58 | 23 |
| Instruments financiers - Couverture des dettes financières | | |
| ACTIF COURANT | 1 590 | 1 371 |
| Actifs ou activités détenus en vue de la vente | 38 | 121 |
| TOTAL ACTIF | 6 862 | 6 369 |

Passif

| au 31 décembre, en millions d'euros | 2017 | 2016 |
|--|--------------|----------------|
| Capitaux propres (part du Groupe) | 3 110 | 2 851 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | |
| CAPITAUX PROPRES | 3 110 | 2 851 |
| Dettes financières non courantes | 993 | 995 |
| Provisions non courantes | 272 | 247 |
| Autres passifs et impôts non courants | 31 | 27 |
| PASSIF NON COURANT | 1 296 | 1 269 |
| Dettes financières courantes | 40 | 40 |
| Passifs courants | 2 415 | 2 209 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | | |
| Instruments financiers - Couverture des dettes financières | 1 | |
| PASSIF COURANT | 2 456 | 2 249 |
| Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 6 862 | 6 369 |
| ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/ EXCÉDENT FINANCIER NET (+) | (976) | (1 012) |

Compte de résultat résumé

| en millions d'euros | 2017 | 2016 |
|--|--------------|--------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 5 086 | 4 761 |
| Dotations nettes aux amortissements | (841) | (781) |
| Dotations nettes aux provisions et dépréciations | (13) | (1) |
| Autres produits et charges courants | (3 903) | (3 830) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 329 | 149 |
| Autres produits et charges opérationnels | 141 | 20 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 470 | 169 |
| Coût de l'endettement financier net | (8) | (8) |
| Autres produits et charges financiers | (9) | (9) |
| Impôt | (193) | (60) |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées | | |
| RÉSULTAT NET | 260 | 92 |
| Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle | | |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | 260 | 92 |

CHIFFRES CLÉS

au 31 décembre 2017

—
Collaborateurs

7 398

—
Chiffre d'affaires

5 086 M€ (+ 7 %)

—
EBITDA

1 162 M€ (+ 27 %)

—
Marge D'EBITDA^a

27,2 % (+ 4,6 points)

—
Résultat net part du Groupe

260 M€ (+ 183 %)

(a) ratio EBITDA sur chiffre d'affaires Réseau

FAITS MARQUANTS

JANVIER

- Commercialisation de la 4G Box dans les zones rurales

FÉVRIER

- Bouygues Telecom est certifié Top Employer 2017

MARS

- Expérimentation de la 5G avec Ericsson et réalisation d'un test de téléchargement à 25,2 Gbp

AVRIL

- Accord avec Altitude pour la venue de Bouygues Telecom sur leurs réseaux FTTH d'initiative publique. Deux autres accords signés avec Covage et TDF au second semestre

OCTOBRE

- Lancement d'une opération nationale de recyclage des téléphones portables en partenariat avec le WWF France

NOVEMBRE

- Lancement du Service après-vente connecté pour les entreprises

2.3.1 Profil

Bouygues Telecom innove depuis sa création pour faciliter la vie numérique de ses clients en proposant des offres adaptées à leurs nouveaux usages, tant sur le marché du Mobile que sur celui du Haut Débit Fixe :

- inventeur du forfait Mobile dès 1996, puis des premières offres illimitées voix avec Neo en 2006, Bouygues Telecom lance en 2011, avec B&YOU, la première offre *Sim-Only* sans engagement du marché, accessible sur le Web. Convaincu de l'explosion des usages de l'Internet en mobilité et de l'importance de la qualité de l'expérience client dans le choix des consommateurs, Bouygues Telecom modernise ses infrastructures dès 2011 et lance en 2013 le premier réseau national 4G de France ;
- afin de rendre accessible l'Internet Très Haut Débit Fixe aux populations situées dans les territoires mal desservis, Bouygues Telecom a lancé en janvier 2017 la commercialisation de la 4G Box disponible pour 10 millions de foyers éligibles dans les zones peu denses du territoire. Cette offre innovante s'appuie sur la qualité et la puissance du réseau 4G de l'opérateur, qui couvre aujourd'hui 95 % de la population ;
- désireux de devenir un opérateur convergent, Bouygues Telecom acquiert en 2008 son propre réseau fixe. En 2009, il invente le "Tout-en-un ideo", première offre *quadruple play* (téléphonie fixe et mobile, Internet, télévision) du marché. En 2010, il lance la Bbox Fibre, sa première offre Très Haut Débit Fixe. Pour accélérer sa croissance dans le Fixe, Bouygues Telecom crée une rupture tarifaire en 2014 en commercialisant une offre 3P ADSL à 19,99 euros par mois. En 2015, l'opérateur lance Bbox Miami, première box en partenariat avec Google, disponible aussi bien en Haut Débit DSL qu'en Très Haut Débit FTTH ;
- avec le lancement commercial de sa filiale Objenious en 2016, Bouygues Telecom développe son activité dans l'Internet des objets en s'appuyant sur son réseau LoRa (abréviation de *Long Range*, en français "longue portée") qui couvre l'ensemble du territoire national à fin 2017 grâce à ses 4 300 antennes.

2.3.1.1 Positionnement concurrentiel

Sur le marché français du Mobile^a, qui compte 87 millions de SIM fin 2017, Bouygues Telecom arrive en troisième position avec 14,4 millions de clients, derrière Orange, SFR Group et devant Free Mobile et les MVNO^b. Bouygues Telecom affiche une part de marché Mobile de 16,6 % fin 2017, en hausse de 0,7 point par rapport à fin 2016.

Sur le marché français du Haut Débit Fixe^a, qui compte 28,4 millions de clients fin 2017, Bouygues Telecom se classe quatrième avec 3,4 millions de clients, derrière Orange, Iliad et SFR Group. Bouygues Telecom affiche une part de marché Haut Débit Fixe de 12,1 % fin 2017, en hausse de 0,9 point par rapport à fin 2016. Sa part de parc sur le marché du Très Haut Débit est de 8,1 % à fin 2017, soit une hausse de 2,6 points sur un an.

Bouygues Telecom exerce son activité exclusivement sur le territoire français métropolitain.

2.3.1.2 Stratégie de développement et opportunités

Compte tenu du développement rapide des usages numériques, Bouygues Telecom se positionne comme un opérateur de confiance grâce à la qualité de son accompagnement client et de ses réseaux Mobile et Fixe.

En s'appuyant sur ses principaux atouts, son réseau 4G, le rapport qualité prix de ses offres et l'engagement de ses collaborateurs, Bouygues Telecom déploie sa stratégie autour de quatre axes.

Excellence de l'expérience client

La simplicité et la fluidité de l'expérience client sont un axe majeur de différenciation et une valeur essentielle de Bouygues Telecom depuis sa création. Cette expérience client passe par une digitalisation des services au travers de parcours simples et efficaces, ainsi que par l'engagement de ses 3 500 conseillers de clientèle et de vente.

Fiabilité et qualité de l'accès aux réseaux Mobile et Fixe

Bouygues Telecom couvrira 99 % de la population en 4G d'ici fin 2018 pour accompagner le développement de l'usage internet en mobilité. En zone dense, l'opérateur a prévu d'ajouter 50 % de sites supplémentaires d'ici quatre ans, lui permettant ainsi d'améliorer la capacité du réseau et de préparer l'arrivée de la 5G. En zone non dense, Bouygues Telecom poursuit le déploiement de nouveaux sites grâce à l'accord de partage d'antennes avec SFR. À fin décembre 2017, près de 9 000 sites ont été déployés conjointement, soit 73 % de l'objectif total. Depuis le début du contrat, le nombre de sites de Bouygues Telecom a augmenté de 45 % dans les zones mises en service.

Bouygues Telecom dispose également de fréquences disponibles dans les différentes bandes (700, 800, 900, 1 800, 2 100 et 2 600 MHz) grâce à des investissements cumulés d'environ 2 milliards d'euros afin d'accompagner ses clients dans l'explosion des usages internet mobiles. La grande diversité du portefeuille de fréquences, associée à la technologie de son infrastructure réseau, permet à Bouygues Telecom d'agréger des bandes de fréquences entre elles pour proposer de meilleurs débits et une qualité de service plus élevée.

Dans le but de poursuivre sa croissance dans le Fixe et d'étendre son positionnement dans les foyers, Bouygues Telecom commercialise des offres de qualité à un prix compétitif. Après avoir développé son réseau DSL en propre, accessible à plus de 17 millions de foyers éligibles, Bouygues Telecom déploie son réseau FTTH avec 4 millions de prises commercialisées et 20 millions de prises sécurisées fin 2017. L'objectif est d'atteindre 12 millions de prises commercialisées à fin 2019. En 2022, l'objectif est de commercialiser 20 millions de prises.

2

(a) dernières données publiées par l'Arcep. Périmètre "Métropole" pour le marché Mobile. Périmètre "Métropole et Dom" pour le Haut Débit Fixe (le marché Haut Débit Fixe inclut le Très Haut Débit). Le Très Haut Débit concerne les abonnements avec un "débit crête" descendant supérieur ou égal à 30 Mbit/s (définition de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes (Arcep))

(b) *Mobile Virtual Network Operators* (opérateurs de réseaux mobiles virtuels)

Renforcement de la proximité avec ses clients

Avec une couverture 4G et une empreinte FTTH accrues, Bouygues Telecom développe localement la commercialisation de ses offres auprès des foyers français, en particulier ceux situés dans les zones moins denses.

Développement des activités Entreprises et Internet des objets

Le marché Entreprises constitue une véritable opportunité de croissance pour Bouygues Telecom. Dans le Mobile, l'opérateur a renforcé sa position de numéro 3 avec un parc de clients Mobile de Bouygues Telecom Entreprises en forte hausse depuis 2014. Dans le Fixe, Bouygues Telecom Entreprises souhaite augmenter sa part de marché en développant des offres et services innovants et déploie la fibre sur ses propres infrastructures (FTTO – *Fibre To The Office*, fibre jusqu'au bureau).

Par ailleurs, Objenious, filiale de Bouygues Telecom, accompagne le développement de l'Internet des objets (IoT) en s'appuyant sur son réseau LoRa (premier réseau national dédié à l'IoT couvrant 93 % de la population française) pour commercialiser des offres à destination des entreprises.

2.3.1.3 Forces et atouts

Des collaborateurs engagés

Après deux plans de départs volontaires et une restructuration en profondeur de l'entreprise, Bouygues Telecom a su renouer avec une dynamique de croissance tout en maintenant la motivation de tous les collaborateurs. Celle-ci se reflète dans l'enquête de satisfaction annuelle réalisée auprès des employés puisque 95 % d'entre eux sont prêts à donner le meilleur d'eux-mêmes pour l'entreprise. Leur engagement constitue aujourd'hui

un atout important pour la poursuite de la croissance et la réalisation des objectifs de Bouygues Telecom.

Un service client de qualité

Bouygues Telecom accompagne ses 17,8 millions de clients au quotidien grâce à un service client performant réalisé par ses conseillers dans les 500 boutiques Bouygues Telecom et sur le Web à travers l'espace client, les réseaux sociaux et les e-conseillers.

Des offres Mobile et Fixe de qualité à des prix compétitifs

S'appuyant sur la qualité de son réseau 4G, Bouygues Telecom propose, d'une part, des offres B&You sur le segment de marché sans mobile et sans engagement et, d'autre part, des offres Sensation sur le segment de marché avec mobile et engagement.

Sur le Fixe, les offres de Bouygues Telecom représentent aujourd'hui le meilleur rapport qualité/prix du marché tant en ADSL qu'en FTTH.

Un excellent réseau 4G pour accompagner l'explosion des usages internet en mobilité

La couverture et la grande qualité du réseau national 4G de Bouygues Telecom constituent un avantage compétitif durable pour se différencier dans un marché à forte intensité concurrentielle.

Avec un parc de plus de 17 000 sites, Bouygues Telecom offre à ses clients une couverture Mobile en propre de 99 % de la population en 2G, 99 % de la population en 3G et 95 % de la population en 4G.

Par ailleurs, grâce à son large portefeuille de fréquences, Bouygues Telecom peut faire face à la croissance des usages internet mobiles de ses clients.

2.3.2 Rapport d'activité 2017

En 2017, Bouygues Telecom a poursuivi avec succès sa stratégie offensive dans le Mobile et dans le Fixe lui permettant de délivrer de très bonnes performances commerciales et d'obtenir des résultats financiers supérieurs aux objectifs fixés en 2015.

2.3.2.1 Activité commerciale

Le marché français du Mobile^a et du Haut Débit Fixe^b

Le marché français des télécommunications vit depuis plusieurs années une profonde mutation, animé par plusieurs tendances de fond. L'année 2017 a confirmé ces nouvelles évolutions, en particulier :

- une pression concurrentielle accrue tant dans le Mobile que dans le Fixe, avec notamment la multiplication des offres promotionnelles ;
- une attractivité croissante pour les offres Très Haut Débit, Fixe comme Mobile, caractérisée par un appétit grandissant des clients pour la consommation de vidéos et de contenus à la demande, chez soi comme en mobilité.

Au quatrième trimestre 2017, le marché français de la téléphonie mobile représente 72 millions de SIM hors MtoM. Il continue de croître (+ 2,3 % par rapport au quatrième trimestre 2016) grâce à l'augmentation du parc Post-payé de 4,4 %. Le parc Prépayé poursuit quant à lui sa décroissance avec un recul de 10,3 % par rapport au quatrième trimestre 2016.

Sur le parc métropolitain (y compris MtoM), les MVNO (opérateurs de réseau mobile virtuel) représentent une part de parc de 9 %, stable tout au long de l'année.

Au quatrième trimestre 2017, le nombre d'abonnements internet à Haut et Très Haut Débit atteint 28,4 millions, soit une croissance nette de 761 000 abonnements sur un an (+ 2,7 %), tirée par la forte croissance du nombre d'abonnements Très Haut Débit (+ 28 %).

(a) dernières données publiées par l'Arcep sur le périmètre métropolitain

(b) comprend les abonnements Haut Débit et Très Haut Débit Fixe. Dernières données publiées par l'Arcep

Activité commerciale de Bouygues Telecom sur le marché mobile

Offres Mobile

En 2017, Bouygues Telecom a rénové ses gammes Mobile et enrichi les offres de ses clients, particuliers ou entreprises. La voix est désormais illimitée sur tous les forfaits, y compris pour les entrées de gamme. De nombreuses enveloppes data ont été revues à la hausse et tous les forfaits comprenant de la donnée permettent désormais de bénéficier du *roaming* en Europe et dans les départements d'outre-mer. Bouygues Telecom a également permis à ses clients de bénéficier du service "Le Kiosk" qui leur donne accès à plus de mille titres de presse en illimité.

Déploiement du réseau 4G

Plus que jamais, Bouygues Telecom se positionne comme l'opérateur de celles et ceux qui veulent profiter pleinement du numérique, tout le temps et partout. Pour cela, Bouygues Telecom continue d'étendre sa couverture 4G sur le territoire. Ainsi, à fin décembre 2017, 95 % de la population française bénéficiait de son réseau 4G et, fin 2018, l'opérateur atteindra les 99 % de la population couverte en 4G.

Performances commerciales

CLIENTS MOBILE

Le parc de clients Mobile de Bouygues Telecom atteint 14,4 millions de clients^a à fin décembre 2017, soit une hausse de 1,4 million de clients sur l'année, comparée à une augmentation de 1,1 million en 2016. La base Forfait Mobile, hors MtoM, est en croissance de 500 000 clients sur un an et totalise 10,3 millions de clients à fin 2017. Avec un gain de 1,7 million de clients Forfait Mobile, hors MtoM, entre fin 2014 et fin 2017, Bouygues Telecom a largement dépassé l'objectif de croissance d'un million de clients qu'il s'était fixé lors du "Capital Markets Day" d'octobre 2015.

SUCCÈS DE LA 4G

Depuis le lancement de la 4G, les clients de Bouygues Telecom ont développé de nouvelles habitudes de consommation en mobilité. Fin 2017, Bouygues Telecom compte 7,9 millions de clients actifs 4G, soit 72 % de son parc Mobile hors MtoM, et gagne ainsi 1 million de clients 4G supplémentaires sur un an.

Activité commerciale de Bouygues Telecom sur le marché du Haut Débit Fixe

Offres Fixe

En 2017, Bouygues Telecom a enrichi sa gamme Fixe en proposant l'offre Miami+ qui comprend les appels illimités depuis la box vers les

mobiles européens, ainsi que de nouveaux contenus comme un bonus mensuel à choisir parmi un bouquet jeunesse, le service de clips musicaux Playzer en illimité, Start by Canal et une clé 4G avec 20 Go. Les clients des offres Bbox Miami et Miami+ bénéficient tous du service de presse numérique "Le Kiosk".

En janvier 2017, Bouygues Telecom a lancé une offre très innovante, la 4G Box, qui apporte le Très Haut Débit à la maison dans les zones où le débit ADSL est insuffisant. Grâce à la qualité de son réseau 4G, l'opérateur a ainsi permis à de très nombreux foyers français de bénéficier du Très Haut Débit pour 29,99 euros par mois (plus 3 euros par mois de frais de location).

Bouygues Telecom propose également des offres Fibre compétitives pour les particuliers et pour les entreprises.

Accélération du déploiement du réseau

Afin de faire profiter un maximum de foyers de ses offres aux tarifs très compétitifs et d'augmenter sa part de marché dans le Haut Débit et Très Haut Débit Fixe, Bouygues Telecom accélère le développement de ses infrastructures Fixe (ADSL et FTTH).

- Sur l'ADSL, le réseau déployé en propre par Bouygues Telecom couvre plus de dix-sept millions de foyers à fin décembre 2017, à travers plus de 2 000 NRA (nœuds de raccordement d'abonnés).
- Concernant le Très Haut Débit, Bouygues Telecom a accéléré le déploiement en propre de son réseau FTTH et a signé des accords de co-investissement et de partenariat, y compris sur les RIP, portant à 20 millions le nombre de prises sécurisées. À fin décembre 2017, quatre millions de prises sont commercialisées.

Depuis 2013, Bouygues Telecom propose le VDSL2 dans ses offres Fixe, sans surcoût, pour des débits théoriques allant jusqu'à 100 Mbit/s dans le sens descendant, lui permettant ainsi d'étendre sa couverture Très Haut Débit.

Performances commerciales

Depuis trois ans, Bouygues Telecom fait preuve d'une grande régularité dans ses performances commerciales Fixe, affichant une part de marché de 12,1 % à fin 2017. Sur l'année, Bouygues Telecom capte 46,3 % de la croissance nette globale du marché français du Haut Débit Fixe, soit 340 000 nouveaux clients. L'objectif de gagner un million de clients entre fin 2014 et fin 2017 a ainsi été atteint.

À fin décembre 2017, Bouygues Telecom compte 3,4 millions de clients^a Haut Débit Fixe, dont 661 000 clients Très Haut Débit Fixe qui représentent 19,2 % de sa base. Cette croissance est notamment portée par le FTTH qui représente un gain de 144 000 nouveaux clients sur l'année. Le FTTH représente 58 % de la croissance nette du quatrième trimestre. À fin 2017, Bouygues Telecom compte 265 000 clients FTTH.

2

(a) Le nombre de clients de Bouygues Telecom est communiqué en fin de période et net des résiliations, dans le Mobile comme dans le Fixe.

Développement de nouvelles opportunités de croissance

Internet des objets

Bouygues Telecom est membre fondateur de l'Alliance LoRa (abréviation de *Long Range* ou "longue portée") qui comprend plus de cent quarante acteurs mondiaux. Déjà adoptée dans de nombreux pays par les leaders du marché, la technologie longue distance et bas débit LoRa est reconnue mondialement comme étant la plus aboutie dans le domaine de l'Internet des objets (IoT). Bouygues Telecom a déployé, comme annoncé, un réseau LoRa qui couvre l'ensemble du territoire français à fin 2017. Sa filiale Objenious commercialise un catalogue d'offres destinées aux entreprises pour des cas d'usage tels que la localisation d'objets, la maintenance prédictive ou le suivi énergétique.

Le marché des entreprises et professionnels

L'activité Entreprises de Bouygues Telecom constitue un relais de croissance particulièrement dynamique.

Bouygues Telecom Entreprises est le troisième opérateur sur le marché des entreprises (PME, ETI & Grands Comptes) avec un parc de trois millions d'utilisateurs composé de plus de cinquante mille PME et d'un tiers des grands comptes du CAC 40. Depuis quatre ans, l'opérateur gagne des parts de marché dans le Mobile et dans le Fixe. En 2017, les parcs Mobile et Fixe présentent des croissances respectives de 11 % et de 16 %.

L'objectif de Bouygues Telecom est d'accélérer sa croissance sur ce marché. Pour y parvenir, il fonde sa stratégie sur deux axes :

- **l'amélioration de l'expérience client Mobile et Fixe** : avec notamment un portail clients performant, des innovations dans le service après-vente Fixe, le service de VoWifi comme solution alternative là où la 4G n'est pas déployée, et l'offre de cyber-diagnostic, Bouygues Telecom veut être toujours plus simple et réactif afin de répondre au mieux aux attentes de ses clients ;
- **l'évolution, la performance et la qualité des infrastructures Réseaux Très Haut Débit**, avec une couverture 4G de 99 % en 2018, le déploiement des réseaux fibre FTTH et l'accélération de la couverture FTO (*Fibre To The Office*) en propre.

2.3.3 Perspectives

Bouygues Telecom s'inscrit dans une dynamique de croissance rentable pour atteindre son objectif de 300 millions d'euros de cash-flow libre en 2019. En 2018, le chiffre d'affaires Services est attendu en croissance de plus de 3 % comparé à 2017 ; la marge d'EBITDA/chiffre d'affaires Services devrait être supérieure à celle de 2017 et les investissements bruts devraient s'élever à 1,2 milliard d'euros environ.

2.3.2.2 Résultats financiers

En 2017, Bouygues Telecom récolte les fruits de sa stratégie offensive dans le Mobile et dans le Fixe avec des résultats financiers en forte amélioration et supérieurs aux objectifs.

Le chiffre d'affaires atteint 5 086 millions d'euros, en croissance de 7 % par rapport à l'an dernier. Le chiffre d'affaires Réseau est en hausse de 5 % à 4 272 millions d'euros et de 6 %, hors entrant. Cette croissance bénéficie de l'augmentation des parcs de clients Mobile et Fixe et du plein effet de la hausse des prix sur les offres premium Mobile et sur toutes les offres Fixe réalisées fin mai 2017. Plus particulièrement, les chiffres d'affaires Réseau Mobile et Fixe sont en hausse respectivement de 4 % et 9 %.

Au quatrième trimestre 2017, l'Arpu Mobile ressort à 22,1 euros par mois et par client et l'Arpu Fixe à 27,3 euros par mois et par client.

L'EBITDA s'élève à 1 162 millions d'euros, en croissance de 27 % sur un an. La marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires Réseau atteint 27,2 % et dépasse l'objectif de 25 % fixé en 2015, revu à la hausse lors de la publication des résultats des neuf mois 2017 (entre 26 et 27 %).

Le résultat opérationnel est de 470 millions d'euros, en hausse de 301 millions d'euros sur un an. Il intègre principalement 223 millions d'euros de produits non courants liés à la plus-value de cession de 1 085 sites à Cellnex et 79 millions d'euros de charges non courantes essentiellement liées au partage de réseau.

Le résultat net s'établit à 260 millions d'euros, en forte hausse de 168 millions d'euros. Il intègre une contribution exceptionnelle d'impôt sur les sociétés de 33 millions d'euros. En revanche, il ne bénéficie pas du remboursement par l'État de la taxe de 3 % sur les dividendes versés depuis 2013. En effet, sur cette période, Bouygues Telecom n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Les investissements bruts s'élèvent à 1,2 milliard d'euros en 2017.

Enfin, le cash-flow libre ressort à 17 millions d'euros, en hausse de 14 millions d'euros par rapport à 2016. Hors contribution exceptionnelle d'impôt sur les sociétés, le cash-flow libre s'établit à 50 millions d'euros. Cette hausse s'explique par la progression de l'EBITDA sur un an.

L'endettement net atteint 976 millions d'euros à fin 2017 comparé à 1 012 millions d'euros en 2016.

Annexe 2 - Comptes sociaux de Bouygues Telecom au 31 décembre 2017 et rapport des commissaires aux comptes

[voir page suivante]

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Bouygues Telecom
Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense Cedex
S.A. à directoire et conseil de surveillance
au capital de € 8.320.000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Bouygues Telecom

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Bouygues Telecom,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bouygues Telecom relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note 2.2.1 de l'annexe aux comptes annuels décrit les principes et les modalités retenus pour l'évaluation des actifs immobilisés et leur durée d'utilité. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités retenues, nous avons vérifié que cette note de l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La note 2.3.1 de l'annexe aux comptes annuels décrit les principes et les modalités retenus en matière d'évaluation des provisions. Dans le cadre de l'appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels, nous avons procédé à l'appréciation des approches mises en œuvre par votre société et vérifié le caractère raisonnable des hypothèses retenues sur la base des éléments disponibles à ce jour.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 28 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

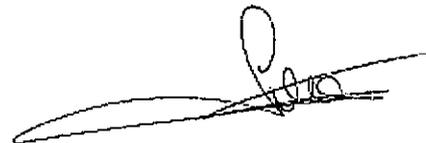


Julien Huvé



Gilles Rainaut

ERNST & YOUNG et Autres



Laurent Vitse

COMPTES INDIVIDUELS
au 31 décembre 2017

Bilan
Compte de résultat
Annexe

COMPTES INDIVIDUELS BOUYGUES TELECOM

BILAN

Au 31 décembre

en millions d'euros

| ACTIF | | Exercice 2017 Net | Exercice 2016 Net |
|--|---------|-------------------------|-------------------------|
| Immobilisations incorporelles | Note 3 | 2 199,2 | 2 115,5 |
| Immobilisations corporelles | Note 4 | 2 899,5 | 2 695,6 |
| Immobilisations financières | Note 5 | 176,8 | 144,4 |
| ACTIF IMMOBILISE | | 5 275,5 | 4 955,4 |
| Stocks | Note 6 | 55,6 | 53,1 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | 7,4 | 23,2 |
| Clients et comptes rattachés | Note 7 | 1 092,5 | 1 028,2 |
| Autres créances, comptes de régularisation et assimilés | Note 8 | 656,1 | 514,0 |
| Valeurs mobilières de placement | | 0,0 | 0,0 |
| Disponibilités | | 40,7 | 6,7 |
| ACTIF CIRCULANT | | 1 852,3 | 1 625,2 |
| TOTAL ACTIF | | 7 127,7 | 6 580,6 |
| <hr/> | | | |
| PASSIF | | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
| Capital social | | 712,6 | 712,6 |
| Primes, réserves et report à nouveau | | 1 888,2 | 1 723,3 |
| Résultat de l'exercice | | 380,6 | 164,9 |
| Provisions réglementées | | 47,0 | 126,6 |
| CAPITAUX PROPRES ET AUTRES FONDS PROPRES | Note 9 | 3 028,4 | 2 727,4 |
| PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES | Note 10 | 386,2 | 385,0 |
| DETTES FINANCIERES | Note 11 | 935,9 | 1 066,5 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes | | 4,0 | 4,7 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 1 358,3 | 1 162,2 |
| Autres dettes, comptes de régularisation et assimilés | Note 12 | 1 315,9 | 1 139,9 |
| DETTES NON FINANCIERES | | 2 678,3 | 2 306,7 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | Note 13 | 98,9 | 95,0 |
| TOTAL PASSIF | | 7 127,7 | 6 580,6 |

COMPTES INDIVIDUELS BOUYGUES TELECOM

COMPTE DE RESULTAT

Période du 1er janvier au 31 décembre

en millions d'euros

| | | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|---|----------------|------------------|------------------|
| Chiffre d'affaires | Note 14 | 5 234,1 | 4 848,7 |
| Autres produits d'exploitation | Note 14 | 1 411,8 | 1 178,1 |
| Achats et variations de stocks | | (945,3) | (863,3) |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | (151,7) | (129,9) |
| Charges de personnel | | (417,8) | (387,8) |
| Charges externes et autres charges d'exploitation | Note 15 | (3 705,1) | (3 460,3) |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | Note 16 | (1 048,4) | (1 004,0) |
| Quote-part de résultat sur opérations faites en commun | | 0,0 | (0,0) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 377,8 | 181,4 |
| Produits et charges financiers | Note 17 | (17,2) | (30,3) |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | 360,6 | 151,1 |
| Produits et charges exceptionnels | Note 18 | 229,5 | 26,3 |
| Participation / Intéressement des salariés | | (23,5) | (7,9) |
| Impôts sur les bénéfices | Note 20 | (185,9) | (4,6) |
| RESULTAT NET | | 380,6 | 164,9 |

**ANNEXE au bilan et au compte de résultat
au 31 décembre 2017**

| Notes | Pages |
|---|-------|
| 1 : Faits significatifs de l'exercice | 1 |
| 2 : Principes, règles et méthodes comptables | 1 |
| 3 : Immobilisations incorporelles | 6 |
| 4 : Immobilisations corporelles | 6 |
| 5 : Immobilisations financières | 6 |
| 6 : Stocks | 7 |
| 7 : Clients et comptes rattachés | 7 |
| 8 : Autres créances, comptes de régularisation et assimilés | 8 |
| 9 : Capitaux propres et autres fonds propres | 8 |
| 10 : Provisions pour risques et charges | 8 |
| 11 : Passifs financiers | 9 |
| 12 : Autres dettes, comptes de régularisation et assimilés | 9 |
| 13 : Concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 9 |
| 14 : Produits d'exploitation | 10 |
| 15 : Charges externes et autres charges d'exploitation | 10 |
| 16 : Dotations et reprises aux amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation | 11 |
| 17 : Résultat financier | 11 |
| 18 : Résultat exceptionnel | 11 |
| 19 : Informations concernant les entreprises liées | 12 |
| 20 : Situation fiscale | 12 |
| 21 : Effectifs | 13 |
| 22 : Instruments financiers | 13 |
| 23 : Engagements hors bilan | 14 |
| 24 : Actionnariat de la société | 17 |
| 25 : Consolidation des comptes | 17 |
| 26 : Tableau des filiales et des participations | 17 |

NOTE 1

FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

1.1 FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Le 31 janvier 2017, Bouygues Telecom a signé un accord avec Cellnex (groupe espagnol) portant sur 3.000 sites télécoms en France pour un montant total de 854 millions d'euros. L'opération se fera dans un premier temps via la cession sur deux ans par Bouygues Telecom d'un lot de 1.800 sites existants (509 millions d'euros), puis par la construction commune, de 1.200 nouveaux sites sur cinq ans (354 millions d'euros). Un contrat de prestations d'accueil et de service entre Bouygues Telecom et Cellnex sur 15 ans renouvelable a également été signé.

Le 25 juillet 2017, un élargissement de l'accord du 31 janvier 2017 a été signé entre Bouygues Telecom et Cellnex portant sur l'ajout d'un maximum de 600 sites télécoms, pour un prix de cession pouvant atteindre 170 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, 1085 sites ont été cédés pour 307 millions d'euros.

1.2 FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PERIMETRE POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 12 janvier dernier, le gouvernement et le régulateur d'une part, les quatre opérateurs mobiles d'autre part se sont mis d'accord pour augmenter la couverture mobile du territoire d'ici 2031 et notamment des voies ferrées et axes routiers, ainsi que celle des zones blanches et grises d'ici 2025.

Cet accord une fois finalisé devrait se traduire pour Bouygues Telecom par la mise en place de 5 000 sites supplémentaires dans les zones blanches et grises du territoire en mutualisation avec les autres opérateurs, ainsi que plusieurs milliers d'autres pour les principaux axes routiers et ferroviaires.

En contrepartie de ces investissements, Bouygues Telecom bénéficiera d'une prolongation de 10 ans des durées des licences actuelles, une exonération d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pendant 5 ans pour une partie des nouveaux sites installés ainsi que plusieurs mesures tendant à la simplification administrative des déploiements des réseaux.

De manière à mettre en œuvre cet accord, l'Arcep devra lancer au cours de l'année 2018 une consultation publique sur le processus de réattribution des fréquences 900, 1 800 et 2 100 MHz qui arrivent à échéance entre 2022 et 2024. Ce n'est qu'à l'issue de cette consultation que l'accord visant à augmenter la couverture mobile du territoire d'ici 2031 sera mis en œuvre.

NOTE 2

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1 REFERENTIEL

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les comptes sont présentés en millions d'euros.

2.2 ACTIF

2.2.1 IMMOBILISATIONS

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Elles sont amorties suivant le mode et les durées d'utilisation estimées suivants :

| <i>Nature des immobilisations</i> | <i>Mode d'amortissement</i> | <i>Durée</i> |
|--|-----------------------------|-------------------------|
| Activité FAI - IRU et Front Fees | Linéaire | 15 à 30 ans |
| Frais d'accès au service clients (FAS) | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Frais d'accès au service infrastructures mutualisées | Linéaire | 10 à 20 ans |
| Licence UMTS | Linéaire | 17,5 ans ⁽¹⁾ |
| Autorisations d'utilisation de fréquences 4G | Linéaire | 20 ans ⁽²⁾ |
| Autorisations d'utilisation de fréquences 700 Mhz | Linéaire | 20 ans ⁽³⁾ |
| Logiciels de réseau | Linéaire | 2 / 8 ans |
| Logiciels et développements informatiques | Linéaire | 3 / 5 / 8 ans |
| Logiciels de bureautique | Linéaire | 3 ans |

(1) Depuis l'ouverture du réseau haut débit le 26 mai 2005, Bouygues Telecom a commencé à amortir sa licence UMTS.

(2) Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800MHz et 2,6 Ghz sont amorties respectivement sur 18.3 ans et 18 ans à partir de la date de lancement des offres 4G, soit 20 ans à partir de la date d'attribution.

(3) La mise en service se fait en fonction des dates de transfert de la diffusion de la télévision numérique terrestre au secteur des télécommunications, des ouvertures commerciales et du taux de couverture de la population

Les IRU (Indefeasible Rights of Use - Droits d'usage irrévocable) sont amortis sur leurs durées contractuelles.

Les coûts de développement Informatique sont valorisés essentiellement par l'activation des charges de personnel qui contribuent à ces développements.

Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles.

Le montant amortissable est amorti sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser un actif. Elle est revue annuellement, pour chaque classe d'actif, et modifiée en cas de divergence avec les estimations précédentes.

Le coût estimé du démantèlement et de la remise en état des sites est compris dans la valorisation des immobilisations corporelles du réseau.

Conception / construction des réseaux

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant le mode et les durées d'utilisation estimées suivants :

| <i>Nature des composants</i> | <i>Mode d'amortissement</i> | <i>Durée</i> |
|----------------------------------|-----------------------------|--------------|
| Fibre optique (FTTH) | Linéaire | 25 ans |
| Aménagements | Linéaire | 10 à 30 ans |
| Pylônes / shelters | Linéaire | 30 ans |
| Fibre optique (hors réseau FTTH) | Linéaire | 15 à 25 ans |
| Commutation ancienne génération | Linéaire | 10 ans |
| Commutation NGN | Linéaire | 8 ans |
| Radio | Linéaire | 8 ans |
| Faisceaux hertziens | Linéaire | 8 ans |
| Liaisons louées | Linéaire | 6 ans |
| Equipements GPRS | Linéaire | 5 ans |
| VMS (serveurs messagerie) | Linéaire | 5 ans |
| DSLAM | Linéaire | 5 ans |
| Box ADSL | Linéaire | 3 à 4 ans |
| Décodeurs | Linéaire | 3 à 4 ans |

Autres immobilisations

| <i>Nature des immobilisations</i> | <i>Mode d'amortissement</i> | <i>Durée</i> |
|-----------------------------------|-----------------------------|--------------|
| Bâtiments techniques | Linéaire | 30 ans |
| Installations de bureau | Linéaire | 10 ans |
| Mobilier de bureau | Linéaire | 10 ans |
| Plateformes informatiques | Linéaire | 5-7 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 4 ans |
| Bureautique | Linéaire | 3 ans |

Les amortissements sont calculés dès la mise en service des immobilisations.

Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur valeur d'acquisition.

Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une dotation pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'usage est déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, celle-ci étant, le cas échéant, rectifiée pour tenir compte des perspectives de développement et de résultat de la filiale.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont enregistrées à leur valeur d'acquisition. En cas de risque de non-recouvrement, une dotation pour dépréciation est constituée.

2.2.2 STOCKS

Les stocks de terminaux sont évalués à leur coût de revient déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Des dépréciations peuvent être pratiquées si la valeur nette de réalisation est inférieure au coût de revient ou si les prévisions d'écoulement des stocks ne permettent pas d'envisager la vente des terminaux aux distributeurs. Dans ce cas, la provision pour dépréciation correspond à la différence entre le coût de revient et le prix de cession à des brokers.

2.2.3 CREANCES

Les créances sur les particuliers et les entreprises sont dépréciées sur la base d'une évaluation statistique du risque d'insolvabilité et d'irrécouvrabilité selon l'ancienneté de la créance.

Programme de titrisation

L'opération de titrisation se traduit par :

- la décomptabilisation des créances cédées ;
- la comptabilisation d'une créance sur l'acquéreur égale à la différence entre l'en cours valorisable du programme de titrisation et le montant financé ;
- la comptabilisation d'une dette envers l'acquéreur des créances à hauteur des créances futures cédées ;
- la comptabilisation d'une dette à court terme au titre des encaissements relatifs aux créances cédées à reverser à l'acquéreur.

La dépréciation constituée au titre des créances clients est maintenue au bilan au titre des créances titrisées.

2.2.4 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont estimées à leur valeur d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une dotation pour dépréciation est constituée pour la différence.

2.2.5 CREANCES ET DETTES EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du dernier cours de change officiel à la date d'arrêté de bilan.

Les pertes latentes sont enregistrées dans les charges financières de l'exercice.

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Les flux certains et significatifs ont été couverts par des options de change et par des achats à terme de devises.

2.3 PASSIF

2.3.1 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus, ou en cours, rendent probables.

Elles comprennent notamment :

- les provisions pour litiges, contentieux des activités commerciales, contractuelles et réglementaires ;
- les provisions constituées au titre des indemnités de fin de carrière et les médailles du travail ;
- la provision pour coût de fidélisation des clients ;
- la provision pour coût de démantèlement et de remise en état des sites et recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Médailles du travail

Bouygues Telecom provisionne les médailles du travail et les avantages sociaux associés depuis l'exercice 2003.

Indemnités de fin de carrière

Les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière sont à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision IFC est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte :

- du statut, de l'âge et de l'ancienneté dans le groupe Bouygues acquise par les différentes catégories de personnel ;
- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par tranches d'âge et catégories ;
- des salaires et appointements moyens incluant primes et gratifications, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite ;
- d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence à des tables de survie.

Les écarts actuariels sont traités selon la méthode du corridor : le solde d'écart actuariel non comptabilisé au 31 décembre 2017 représentait un gain de 86 875 euros.

Le coût des services rendus et la charge d'intérêt de l'année s'élèvent respectivement à 2,9 millions d'euros et 0.7 millions d'euros.

- Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes postérieurs à l'emploi sont les suivantes :

| | 2017 | 2016 | 2015 | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux actualisation (Iboxx € Corporate A10+) | 1,50% | 1,71% | 2,09% | 2,01% | 3,24% | 3,30% |
| Augmentation future des salaires | 2,00% | 2,00% | 2,00% | 2,50% | 2,50% | 3,50% |

Au 31 décembre 2017, les hypothèses actuarielles, utilisées pour apprécier la valeur actualisée de l'obligation au titre des provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail, ont fait l'objet d'une mise à jour, notamment le taux d'actualisation de l'engagement, déterminé par référence au taux de marché à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de 1ère catégorie.

Programme de fidélisation clients "Grand public"

Depuis novembre 2014, tous les clients Forfaits grand public cumulent un avantage, utilisable pour acquérir un nouveau mobile, calculé en fonction de l'ancienneté de leur mobile.

Ces clients pourront, par la suite, bénéficier de cet avantage ainsi acquis pour obtenir le renouvellement de leur terminal téléphonique dès 12 mois, à un tarif avantageux, à condition de se réengager pour une durée minimale de 12 mois.

Coûts de démantèlement et de remise en état des sites

Les coûts de démantèlement et de remise en état des sites, encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement, font l'objet d'une provision.

Cette provision est évaluée de façon statistique sur la base du nombre de sites concernés, d'un coût moyen unitaire de remise en état de sites, ainsi que de la prise en compte d'hypothèses sur la durée moyenne des baux, le nombre maximum de renouvellements des baux, un taux d'actualisation et un taux d'inflation.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux Iboxx € Corporate A10+ de 1.5035 % du 31 décembre 2017.

Le taux d'inflation utilisé est le taux attendu par le marché à 30 ans : 1762% du 31 décembre 2017

Lorsqu'un site fait l'objet d'un démantèlement, la provision correspondante est reprise.

Le calcul de la provision a été ajusté sur 2017 afin de différencier deux zones, avec des coûts unitaires moyens de démantèlement différents (plus élevés en zone très dense).

2.4 COMPTE DE RESULTAT

2.4.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de services et de ventes de terminaux et accessoires.

Prestations de services

La facturation des forfaits et des services commerciaux (mobile et fixe) est établie terme à échoir, soit avec un mois d'avance et est constatée en chiffre d'affaires au prorata temporis.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au roaming et à l'interconnexion, est enregistré sur la période de consommation, sur la base de la meilleure estimation de la consommation de la prestation.

Le chiffre d'affaires généré par les cartes prépayées est enregistré lors de la vente des cartes aux distributeurs et différé jusqu'à l'activation des cartes, puis corrigé des réserves non utilisées.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+ et numéros spéciaux ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice. Seule la marge, représentant les peines et soins, figure en chiffre d'affaires.

Ventes de terminaux et accessoires

Les ventes de terminaux et de cartes SIM sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs et la marge correspondante est neutralisée, jusqu'à l'activation de la ligne du client.

Depuis août 2013 les clients « Grand public » et « Pros » peuvent bénéficier d'un étalement de paiement pour acquérir leur téléphone ; l'intégralité de la vente du téléphone est constatée lors de la souscription.

2.4.2 COUTS D'ACQUISITION DES CLIENTS

Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.4.3 RESULTAT EXCEPTIONNEL

En 2017, ce poste regroupe des produits et charges inhabituels et significatifs que la société souhaite présenter de manière distincte afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle :

- des dotations d'accélération d'amortissements dotées dans le cadre de la signature avec Numéricable-SFR de l'accord de mutualisation de réseaux mobiles sur les zones moins denses.
- Redressement Taxe sur la Valeur Ajoutée sur la cession du bail de Sequana
- Cession de pylônes à Cellnex.

De plus, le résultat exceptionnel intègre les dotations et reprises relatives aux amortissements dérogatoires.

2.4.4 Utilisation du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la société a comptabilisé un C.I.C.E. de 5,4 millions d'euros, comptabilisé en réduction des charges de personnel.

Ce C.I.C.E. a permis de réaliser en 2017 des dépenses permettant d'améliorer sa compétitivité et de maintenir une structure financière robuste. En particulier, les efforts ont été réalisés au cours de l'année par la société dans le domaine des investissements corporels et incorporels pour un montant de 5.4 millions d'euros.

NOTE 3

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

en millions d'euros

| | 01-janv-17 | Reclassement ** | Acquisitions | Cessions et mises au rebut | Dotations | 31-déc-17 |
|---|------------|--------------------|--------------|-------------------------------|-----------|-----------|
| Licences, droits similaires et autres logiciels * | 2 278,4 | 161,2 | 38,5 | (1,4) | | 2 476,7 |
| Logiciels réseau | 1 117,1 | 3,8 | 284,6 | (82,4) | | 1 323,1 |
| Immobilisations en cours ** | 521,6 | (162,2) | 37,1 | | | 396,5 |
| Avances et acomptes | 1,2 | | | (0,7) | | 0,5 |
| Valeur brute | 3 918,3 | 2,8 | 360,2 | (84,5) | | 4 196,8 |
| Amortissements & Dépréciations | (1 802,8) | (2,6) | | 62,7 | (254,9) | (1 997,6) |
| Valeur nette | 2 115,5 | 0,2 | 360,2 | (21,8) | (254,9) | 2 199,2 |

* Dont licence UMTS 928,7 millions d'euros, dont réversion fréquence CDMA-42 719,6 millions d'euros et dont réversion fréquence 2GDD MHz 233 millions d'euros.

** Dont licence d'utilisation de fréquences de la bande TDD MHz pour 487 millions d'euros

*** Reclassement des immobilisations en cours vers les immobilisations en service.

NOTE 4

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en millions d'euros

| | 01-janv-17 | Reclassement ** | Démantèlement | Acquisitions | Cessions et mises au rebut | Dotations | 31-déc-17 |
|--------------------------------|------------|--------------------|---------------|--------------|----------------------------------|-----------|-----------|
| Terrains et constructions | 36,3 | | | 1,0 | | | 37,3 |
| Installations techniques * | 6 535,3 | 38,6 | 45,5 | 523,2 | (699,8) | | 6 440,8 |
| Autres immobilisations | 1 340,6 | 13,3 | | 186,3 | (66,4) | | 1 473,8 |
| Immobilisations en cours | 223,0 | (76,1) | | 147,1 | (5,8) | | 288,3 |
| Avances & acomptes | 2,6 | 26,2 | | | (3,5) | | 25,2 |
| Valeur brute | 8 137,7 | 0,0 | 45,5 | 857,6 | (775,5) | | 8 265,4 |
| Amortissements & Dépréciations | (5 442,1) | 2,6 | | | 683,8 | (610,2) | (5 385,9) |
| Valeur nette | 2 695,6 | 2,6 | 45,5 | 857,6 | (91,7) | (610,2) | 2 899,5 |

* Les installations techniques comprennent essentiellement les équipements du réseau (radio, commutateur et liaisons).

** Reclassement des immobilisations en cours vers les immobilisations en service.

Par ailleurs, le montant des engagements sur investissements futurs (équipements réseau) à fin 2017 est de 619,1 millions d'euros contre 427,9 millions d'euros à fin 2016.

NOTE 5

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

en millions d'euros

| | 01-janv-17 | Augmentations | Diminutions | Dotations et reprises | 31-déc-17 |
|--------------------------|------------|---------------|-------------|--------------------------|-----------|
| Titres de participation | 141,0 | 11,1 | | | 152,1 |
| Prêts | 42,6 | 27,6 | | | 70,2 |
| Dépôts et cautionnements | 2,0 | | | | 2,0 |
| Valeur brute | 185,6 | 38,7 | 0,0 | | 224,3 |
| Dépréciations | (41,2) | | | (6,3) | (47,5) |
| Valeur nette | 144,4 | 38,7 | 0,0 | (6,3) | 176,6 |

NOTE 6

STOCKS

en millions d'euros

| | 01-janv-17 | Augmentations | Diminutions | Dotations et reprises | 31-déc-17 |
|--|------------|---------------|-------------|-----------------------|-----------|
| Stocks de terminaux et accessoires | 53,9 | 3,4 | | | 57,3 |
| Dépréciations sur terminaux et accessoires | (0,8) | | (1,6) | 0,7 | (1,7) |
| Valeur nette | 53,1 | 3,4 | (1,6) | 0,7 | 55,6 |

Par ailleurs, au titre de la sécurisation de ses approvisionnements de terminaux, la société est engagée à hauteur de 261,5 millions d'euros à fin décembre 2017 contre 408,8 millions d'euros à fin 2016.

NOTE 7

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

7.1 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

en millions d'euros

| | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| Clients et Distributeurs * | 847,3 | 797,1 |
| Clients et Distributeurs douteux | 255,0 | 257,2 |
| Factures à établir | 203,1 | 166,9 |
| Effets à recevoir | 0,0 | 0,0 |
| Dépréciations | (212,9) | (215,1) |
| Total ** | 1 082,5 | 1 028,1 |

* Dont créances au titre du programme de fidélité pour un montant de 48,1 millions d'euros en 2017 contre 245,6 millions d'euros en 2016.

** Créances inférieures à 1 an

7.2 REPARTITION DES CREANCES CLIENTS ENTRE ENCOURS ECHUS ET ENCOURS NON ECHUS

en millions d'euros

| au 31 décembre 2017 | Encours non échus | Encours échus (retard de paiement) | | | Total |
|---|-------------------|------------------------------------|-------------|-------------|--------|
| | | 0 à 6 mois | 6 à 12 mois | > à 12 mois | |
| Créances clients et comptes rattachés * | 689,0 | 138,0 | 149,0 | 125,5 | 1101,5 |
| Dépréciations des créances clients et comptes rattachés | (169,0) | (3,0) | (1,0) | (39,0) | -212,0 |
| Total | 520,0 | 135,0 | 148,0 | 86,5 | 889,5 |

* Les factures à établir ne sont pas incluses

NOTE 8

AUTRES CREANCES, COMPTES DE REGULARISATION ET ASSIMILES

en millions d'euros

| | 01-janv-17 | Variations | 31-déc-17 |
|----------------------------------|------------|------------|-----------|
| Fournisseurs (remises accordées) | 178,7 | (23,9) | 154,8 |
| Personnel et comptes rattachés | 0,8 | (0,1) | 0,7 |
| Créances fiscales | 153,3 | (6,2) | 147,1 |
| Débiteurs divers nets | 6,5 | (5,0) | 1,5 |
| Total autres créances * | 339,3 | (35,2) | 304,1 |
| Créances diverses nettes | 0,7 | 0,7 | 1,4 |
| Charges constatées d'avance ** | 174,0 | 176,6 | 350,6 |
| Ecart de conversion actif | 0,0 | | 0,0 |
| Total | 514,0 | 142,1 | 656,1 |

* Créances inférieures à 1 an.

** Il s'agit essentiellement des loyers des sites réseau.

NOTE 9

CAPITAUX PROPRES ET AUTRES FONDS PROPRES

en millions d'euros

| | Capital | Primes et réserves réglementées | Distribution de dividendes | Report à nouveau | Résultat | Provisions réglementées | Total |
|-------------------------------|---------|---------------------------------|----------------------------|------------------|----------|-------------------------|---------|
| Situation au 01 janvier 2016 | 712,6 | 1 038,3 | 0,0 | 625,0 | 164,9 | 126,6 | 2 727,4 |
| Affectation du résultat | | 2,4 | | 162,5 | (164,9) | | 0,0 |
| Résultat de l'exercice | | | | | 380,7 | | 380,7 |
| Réserves légales | | | | | | | 0,0 |
| Augmentation du capital | | | | | | | 0,0 |
| Amortissements dérogatoires | | | | | | (79,7) | (79,7) |
| Situation au 31 décembre 2017 | 712,6 | 1 100,7 | 0,0 | 787,5 | 380,7 | 46,9 | 3 028,4 |

* Le capital social de Bouygues Telecom est composé de 46 757 769 actions d'une valeur nominale de 15,24 euros, soit 712 588 309,56 euros.

NOTE 10

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en millions d'euros

| | 01-janv-17 | Transfert * | Dotations | Reprises | | 31-déc-17 |
|---|------------|-------------|-----------|-------------------|-----------------------|-----------|
| | | | | Montants utilisés | Montants non utilisés | |
| Provisions pour risques | | | | | | |
| Provisions pour litiges | 55,7 | | 1,7 | (5,6) | (8,1) | 43,7 |
| Provisions pour garanties | 0,0 | | | | | 0,0 |
| Provisions pour amendes et pénalités | 0,0 | | 2,0 | | | 2,0 |
| Provisions pour pertes de change | 0,0 | | | | | 0,0 |
| Provisions pour risque filiales | 0,0 | | | | | 0,0 |
| Provisions pour autres risques | 0,9 | | | | (0,3) | 0,6 |
| Provisions pour charges | | | | | | |
| Indemnités de fin de carrière et médailles du travail | 52,7 | | 4,5 | (0,2) | | 57,0 |
| Autres provisions pour charges | 275,7 | 42,0 | 134,5 | (160,4) | (8,9) | 282,9 |
| Total | 385,0 | 42,0 | 142,7 | (166,2) | (17,3) | 386,2 |

NOTE 11

PASSIFS FINANCIERS

11.1 ECHEANCE DES DETTES FINANCIERES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

en millions d'euros

| | 31 décembre 2017 | De 1 à 3 mois | De 4 à 12 mois | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|------------------|---------------|----------------|--------------|---------------|
| Convention Bouygues Relais | 417,7 | | 417,7 | | |
| Convention Santander | 178,8 | 17,0 | 17,0 | 136,0 | 6,6 |
| Convention BPI | 10,0 | 1,2 | 1,2 | 7,6 | |
| Emprunt sur créances à émettre * | 298,8 | | | 298,9 | |
| Intérêts et commissions sur financement | 1,4 | 1,4 | | | |
| Dettes financières diverses ** | 28,1 | | 28,1 | | |
| Total | 935,7 | 19,6 | 464,0 | 443,5 | 6,6 |

* Cassation de deux mois de factures à émettre dans le cadre du programme de émission de créances

** Dont 25,4 millions d'euros auprès des clients

11.2 REPARTITION DES PASSIFS FINANCIERS SELON LA NATURE DE TAUX

Répartition des passifs financiers (dettes financières) après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice.

| En % | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Passifs financiers à taux fixe * | 100,0 | 84,4 |
| Passifs financiers à taux variable | 0,0 | 15,6 |

* Passifs financiers à taux fixe ou passifs financiers à taux variable couverts par des swaps payeurs à taux fixe.

NOTE 12

AUTRES DETTES, COMPTES DE REGULARISATION ET ASSIMILES

en millions d'euros

| | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|---|------------------|------------------|
| Dettes fiscales et sociales * | 264,8 | 238,3 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 506,8 | 507,8 |
| Autres dettes diverses | 206,3 | 200,7 |
| Total autres dettes ** | 977,9 | 946,8 |
| Produits constatés d'avance *** | 338,4 | 195,1 |
| Ecart de conversion passif | - | - |
| Total | 1 315,9 | 1 139,9 |

* Les dettes fiscales et sociales représentent pour l'essentiel les montants dus aux organismes sociaux et à l'Etat (TVA et IS)

** Dettes inférieures à un an.

*** Constatés essentiellement des Participations aux frais de la construction du réseau fibre

NOTE 13

CONCOURS BANCAIRES ET SOLDES CREDITEURS DE BANQUE

en millions d'euros

| | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|--|------------------|------------------|
| Comptes bancaires créditeurs | 0,2 | 0,3 |
| Dettes bancaires sur créances cédées * | 68,8 | 94,7 |
| Total | 69,0 | 95,0 |

* Encasements sur créances cédées à l'inverse du programme de cession de créances.

NOTE 14**PRODUITS D'EXPLOITATION**

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|---|----------------|----------------|
| Prestations de services | 4 604,4 | 4 235,1 |
| Ventes de terminaux et accessoires | 629,7 | 613,6 |
| Total chiffre d'affaires * | 5 234,1 | 4 848,7 |
| Production immobilisée ** | 1 030,8 | 791,0 |
| Reprises sur dépréciations des actifs circulants | 79,6 | 98,3 |
| Reprises sur provisions pour risques et charges | 162,3 | 162,4 |
| Transferts de charges | 0,7 | 0,7 |
| Produits de cessions, subventions et autres produits d'exploitation | 138,4 | 125,7 |
| Total autres produits d'exploitation | 1 411,8 | 1 178,1 |

* La totalité du chiffre d'affaires est réalisée en France.

** La production immobilisée représente les coûts de production du réseau y compris les frais de maîtrise d'œuvre encourus par la société.

NOTE 15**CHARGES EXTERNES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION**

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|--|------------------|------------------|
| Sous-traitance réseau | (747,4) | (585,3) |
| Sous-traitance générale | (561,2) | (473,4) |
| Personnel extérieur | (3,9) | (5,3) |
| Autres services extérieurs * | (2 074,2) | (2 036,3) |
| Autres charges d'exploitation | (288,2) | (335,8) |
| Valeur comptable des actifs d'exploitation cédés | (30,2) | (24,2) |
| Total | (3 705,1) | (3 460,3) |

* Dont honoraires des Commissaires aux Comptes au titre de leur mission légale pour un montant de 0,6 millions d'euros.

NOTE 16**DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS,
DEPRECIATIONS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION**

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|--|----------------|----------------|
| Dotations aux amortissements des immobilisations | (830,0) | (763,6) |
| sous-total | (830,0) | (763,6) |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | (77,9) | (79,2) |
| Reprises de provisions pour risques et charges | 162,3 | 162,3 |
| sous-total | 84,4 | 83,1 |
| Dotations aux dépréciations des actifs circulants | (140,5) | (161,3) |
| Reprises sur dépréciations des actifs circulants | 79,6 | 98,4 |
| sous-total | (60,9) | (62,9) |
| Total | (806,5) | (743,4) |

NOTE 17**RESULTAT FINANCIER**

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|---|---------------|---------------|
| Produits financiers | | |
| Produits financiers de participation | 0,6 | 0,3 |
| Intérêts et produits assimilés | 0,5 | 1,7 |
| Reprises sur dépréciations et provisions | 8,3 | 2,7 |
| Différences positives de change | 0,6 | 0,2 |
| Charges financières | | |
| Intérêts et charges assimilés | (9,7) | (16,1) |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | (18,7) | (18,4) |
| Différences négatives de change | (0,8) | (0,8) |
| Total | (17,2) | (30,2) |

NOTE 18**RESULTAT EXCEPTIONNEL**

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|--|--------------|-------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Opérations de gestion | | |
| Cessions d'éléments d'actif | 307,1 | 147,4 |
| Reprises sur dépréciations et provisions* | 154,9 | 57,1 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Opérations de gestion | (64,1) | (15,2) |
| Cessions d'éléments d'actif | (79,1) | (45,0) |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions ** | (89,3) | (117,9) |
| Total | 229,5 | 26,4 |

* dont 133,9 millions d'euros d'amortissement dérogatoire.

** dont 54,2 millions d'euros d'amortissement dérogatoire.

NOTE 19**INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES**

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|-----------------------------|-------|-------|
| Immobilisations financières | 212,5 | 151,9 |
| Créances : | | |
| Créances d'exploitation | 216,7 | 221,8 |
| Créances financières | - | - |
| Dettes : | | |
| Dettes d'exploitation | 204,8 | 162,8 |
| Dettes financières * | 417,7 | 530,4 |
| Produits et charges : | | |
| Produits opérationnels | 506,4 | 492,2 |
| Charges opérationnelles | 431,2 | 466,3 |
| Produits financiers | 1,0 | 0,2 |
| Charges financières | 3,6 | 5,2 |

* A fin 2017, le montant de l'emprunt à Bouygues Relais s'élève à 417,7 millions d'euros euros contre 530,4 millions d'euros à fin 2016.

NOTE 20**SITUATION FISCALE**

Bouygues Telecom a opté en 2003 pour le régime d'intégration fiscale (art. 223 A à U du CGI).

Le périmètre d'intégration fiscale inclut Réseau Clubs Bouygues Telecom, Bouygues Telecom Initiatives, Bouygues Telecom Projets, Darty Telecom, 1913, Amplitel, Objenious, BT Projets IV et BT Projets V.

Bouygues Telecom comptabilise sa charge d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale ; en tant que tête de groupe, elle appréhende l'économie d'impôt générée par les résultats déficitaires des filiales.

Le fait marquant de la période concerne l'alignement des durées fiscales et comptables d'amortissement des licences.

20.1 REPARTITION DU MONTANT GLOBAL DE L'IMPOT SUR LES RESULTATS

en millions d'euros

| | Résultat avant impôt | Impôt | Résultat net |
|--|----------------------|----------------|--------------|
| Résultat courant | 360,5 | (118,3) | 242,2 |
| Résultat exceptionnel | 229,5 | (75,3) | 154,2 |
| Participation / Intéressement des salariés | (23,5) | 7,7 | (15,8) |
| Total | 566,5 | (185,9) | 380,6 |

NOTE 21

EFFECTIFS

| | 2017 | 2016 |
|----------------------------|-------|-------|
| Cadres | 2 928 | 2 741 |
| Etam | 2 267 | 2 377 |
| Total collaborateurs | 5 195 | 5 118 |
| Effectif moyen sur 12 mois | 5 203 | 5 218 |

NOTE 22

INSTRUMENTS FINANCIERS

22.1 COUVERTURE DE TAUX D'INTERET

La politique de couverture du risque lié à une évolution défavorable des taux d'intérêt consiste essentiellement à couvrir, à moyen terme, tout ou partie de l'encours prévisionnel de la dette nette globale.

Les instruments sont utilisés à des fins de couverture. Les opérations initiées dans le cadre de cette politique sont des swaps de taux, traités dans le cadre de conventions FBF avec des contreparties bancaires de premier rang. Les swaps permettent de payer un taux fixe et de recevoir en contrepartie le taux flottant proche de celui servant au calcul des intérêts payables au titre de la dette. Les produits et les charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés en résultat de manière symétrique à l'enregistrement des charges et produits des opérations couvertes.

Le tableau ci-dessous détaille, échéance par échéance, le montant notionnel du portefeuille à fin de période.

en millions d'euros

| | De 1 à 3 mois | De 4 à 12 mois | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|---------------|----------------|--------------|---------------|
| Swaps de taux et FRA | - | - | - | - |
| Swaps de taux et FRA EONIA qualifiés de couverture | - | - | 1 050,0 | - |
| Options de taux (caps et tunnels) non exercées | - | - | - | - |
| Total | 0,0 | 0,0 | 1 050,0 | 0,0 |

Au 31 décembre 2017, la valeur de marché (Net Present Value : NPV) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de -1,0 millions d'euros. Ce montant est composé d'instruments de couverture de taux (swap) et d'achats de devises à terme destinés à couvrir la dette de Bouygues Telecom.

En cas de translation de la courbe des taux de plus de 1% (et respectivement de moins de 1%), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture de taux (hors l'one) s'apprécierait de 17,1 millions d'euros pour s'établir à 18,9 millions d'euros (et respectivement (19,6) millions d'euros pour s'établir à (17,8) millions d'euros).

22.2 COUVERTURE DE TAUX DE CHANGE

La politique de couverture du risque de taux lié à une évolution défavorable du cours de l'euro par rapport au dollar US consiste essentiellement à couvrir, à moyen terme, tout ou partie des règlements prévisionnels en dollars effectués dans le cadre du roaming et d'achat divers.

Les instruments sont utilisés à des fins de couverture. Les opérations initiées dans le cadre de cette politique sont des achats à terme et des opérations de change dites "flexi terme", traités dans le cadre de conventions FBF avec des contreparties bancaires de premier rang. Les achats à terme permettent de payer à une date donnée un montant fixé en euros et de recevoir en contrepartie la somme convenue en dollars. Les opérations de change dites "Flexi Terme" permettent d'acheter à tout moment sur une période donnée tout ou partie du montant en dollars convenue dans le cadre du contrat à un taux fixé, le reliquat non acheté étant automatiquement livré à l'échéance dudit contrat au taux préalablement convenue. Les produits et les charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés en résultat au fur et à mesure de leur utilisation.

Le tableau ci-dessous détaille, échéance par échéance, la contrevaieur en euros du notionnel (en devises) du portefeuille à fin de période au cours du 31 décembre 2017.

en millions d'euros

| | De 1 à 3 mois | De 4 à 12 mois | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|---------------|----------------|--------------|---------------|
| Achat à terme | - | - | - | - |
| Opérations de change dites "Flexi Terme" | - | 33,0 | - | - |
| Total | 0,0 | 33,0 | 0,0 | 0,0 |

Les instruments financiers s'inscrivant dans le cadre d'une couverture de change ont été mis en place en décembre 2017.

NOTE 23

ENGAGEMENTS HORS BILAN

23.1 ENGAGEMENTS LIES AUX DETTES FINANCIERES

23.1.1 Lignes de crédits autorisées

en millions d'euros

| | Total au 31 décembre 2017 | De 1 à 3 mois | De 4 à 12 mois | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---------------------------------|------------------------------|---------------|----------------|--------------|---------------|
| Dettes financières mobilisables | 1 055,0 | 0,0 | - | 1 055,0 | - |

23.2 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

23.2.1 Contrats de location

en millions d'euros

| | Total au 31 décembre 2017 | A moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---------------------------------------|------------------------------|-----------------|--------------|---------------|
| Loyers des sites techniques du réseau | 287,0 | 31,5 | 122,9 | 132,7 |
| Loyers des immeubles * | 114,4 | 17,8 | 67,6 | 29,0 |
| Autres locations ** | 398,1 | 43,7 | 167,9 | 186,5 |
| Total | 799,5 | 92,9 | 358,4 | 348,2 |

* Y compris engagements sur les locaux.

** Essentiellement les locations de fibres optiques.

23.2.2 Autres obligations contractuelles données

en millions d'euros

| | Total au 31 décembre 2017 | A moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|----------------------------|------------------------------|-----------------|--------------|---------------|
| Autres obligations données | 42,0 | - | 42,0 | 0 |

23.3 ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

23.3.1 Engagements commerciaux donnés

en millions d'euros

| | total au 31 décembre 2017 | A moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--------------------------------------|------------------------------|-----------------|--------------|---------------|
| Engagements contractuels réseau | 1 687,1 | 196,0 | 716,8 | 774,3 |
| Engagements contractuels hors réseau | 177,3 | 39,4 | 0,1 | 0,0 |
| Total | 1 864,4 | 235,4 | 717,0 | 774,3 |

23.3.2 Cautions, avais et garanties reçues

en millions d'euros

| | total au 31 décembre 2017 | A moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|------------------------------|------------------------------|-----------------|--------------|---------------|
| Cautions et garanties reçues | - | - | - | - |

23.3.3 Autres engagements commerciaux reçus

en millions d'euros

| | total au 31 décembre 2017 | A moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|--------------------------------------|------------------------------|-----------------|--------------|---------------|
| Engagements contractuels réseau | 1 687,1 | 196,0 | 716,8 | 774,3 |
| Engagements contractuels hors réseau | 39,5 | 39,4 | 0,1 | |
| Total | 1 726,6 | 235,4 | 717,0 | 774,3 |

23.4 AUTRES ENGAGEMENTS

| Engagements donnés | |
|--|--|
| Autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz et dans la bande 700 MHz | Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800 MHz et 700 MHz attribuées à Bouygues Telecom pour une durée de 20 ans (en 2012 pour la bande 800 MHz et en 2015 pour la bande 700 MHz) comportent une obligation d'accueillir des MVNO, une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (98% à 12 ans et 99,6% à 15 ans). Les obligations de couverture portent notamment sur une zone de déploiement prioritaire définie par l'ARCEP, qui devra être couverte simultanément par les fréquences 700 et les fréquences 800 (97,7% à 15 ans), ainsi qu'une obligation de couverture dans chaque département (90% à 12 ans et 95% à 15 ans). L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 700 MHz introduit une obligation nouvelle visant à couvrir (90% à 15 ans) les trains du quotidien. |
| Autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz | L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz attribuée à Bouygues Telecom pour une durée de 20 ans en 2011 comporte une obligation d'accueillir des MVNO ainsi qu'une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (25% à 4 ans, 60% à 8 ans et 75% à 12 ans). Cette obligation de couverture peut être remplie par toutes autres fréquences dont est titulaire Bouygues Telecom. Aujourd'hui en l'occurrence cette obligation est remplie pour l'essentiel au moyen des fréquences 1800 MHz de Bouygues Telecom réallouées à la 4G. |
| Autorisation de réutilisation des fréquences de la bande 1 800 MHz et 2100 MHz pour des technologies autres que le GSM et l'UMTS | Le 4 avril 2013, la décision n° 2013-0514 de l'ARCEP inscrit dans la licence de Bouygues Telecom la possibilité de réutiliser la bande 1800 MHz pour des technologies autres que le GSM, et notamment pour respecter les obligations de couverture 4G. Le 13 juin 2017, la décision n° 2017-0734 de l'ARCEP inscrit dans la licence de Bouygues Telecom la possibilité de réutiliser la bande 2100 MHz pour des technologies autres que l'UMTS, et notamment pour respecter les obligations de couverture 4G. Le 1er octobre 2013, Bouygues Telecom a ouvert son réseau national 4G : au 31 Décembre 2017, 95% de la population était couverte en 4G 2600, 1800 ou 800 MHz. |
| Autorisation d'émettre en 900 MHz et 1 800 MHz | L'autorisation d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 et 1 800 MHz, renouvelée le 9 décembre 2009 pour une durée de 15 ans, impose à Bouygues Telecom une obligation de couverture de 88% de la population au 31 décembre 2010. Bouygues Telecom respecte cette obligation de couverture. Celle-ci inclut notamment la couverture des zones blanches, ainsi que celle des axes routiers principaux de chaque département. |
| Zones blanches | La loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques prévoit une extension du programme zones blanches initié en 2004 à de nouvelles communes ne bénéficiant à ce jour d'aucune couverture sur leur centre-bourg et la résorption des zones blanches résiduelles identifiées par les lois de 2004 et 2008. D'autre part, la loi crée un nouveau dispositif ayant pour objectif de couvrir des zones d'activité économique, des zones touristiques ou des équipements publics ayant un intérêt économique et qui ne sont accessibles par aucun réseau aujourd'hui. Pour ces deux dispositifs, les collectivités territoriales mettent à disposition des opérateurs les points hauts supports d'antennes. Un contrat signé par les quatre opérateurs de réseaux mobiles en février 2016 prévoit la participation équitable de ces derniers à la résorption des zones blanches résiduelles et à l'extension du programme initial. Lors du troisième Comité interministériel aux ruralités de 2016 les opérateurs mobile se sont engagés à étendre à 1300 sites le dispositif de zones prioritaires précédemment défini. Une nouvelle convention a été signée en février 2017. L'avancement au 31 décembre 2017 de Bouygues Telecom pour la part lui incombant était conforme aux délais fixés par la loi et aux objectifs de calendrier rappelés par l'ARCEP |

23.5 ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

| | |
|----------------|--|
| Garantie reçue | Lors de la cession de la société Darty Telecom le 2 mai 2012, les Etablissements Darty et fils ont consenti à Bouygues Telecom une garantie d'actif et de passif. Cette garantie est plafonnée et pourra être mise en jeu pendant 18 mois à compter de la date de cession, sauf exceptions tenant à des délais légaux de prescription. |
|----------------|--|

NOTE 24

ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE

en %

| | au 31 décembre 2017 | au 31 décembre 2016 |
|--|---------------------------|---------------------------|
| Bouygues | 90,17 | 90,17 |
| JCDecaux Holding | 9,47 | 9,47 |
| Société Française de Participation et de Gestion | 0,36 | 0,36 |
| Total | 100,00 | 100,00 |

NOTE 25

CONSOLIDATION DES COMPTES

Bouygues Telecom établit des comptes consolidés.

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Telecom sont intégrés globalement dans les comptes du groupe Bouygues.

NOTE 26

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Les sociétés détenues directement sont les suivantes :

en millions d'euros

| | Capital | Autres capitaux propres | % de participation | Valeur comptable des titres | | Prêts et avances | Chiffre d'affaires HT | Résultat |
|-------------------------------|---------|-------------------------|--------------------|-----------------------------|-------|------------------|-----------------------|----------|
| | | | | Brute | Nette | | | |
| Réseau Clubs Bouygues Telecom | 58,0 | 3,0 | 100,0 | 93,9 | 93,9 | 34,8 | 693,2 | (4,8) |
| Bouygues Telecom Initiatives | 0,1 | 0,4 | 100,0 | 4,2 | 0,0 | 2,5 | - | (0,7) |
| Darty Telecom | 12,9 | (4,2) | 100,0 | 32,4 | 13,9 | - | 0,5 | 5,2 |
| 1913 | 0,3 | (0,4) | 100,0 | 3,2 | 3,2 | 1,3 | 5,8 | (0,7) |
| Buyster | 15,7 | (15,4) | 24,1 | 5,9 | 0,0 | - | - | - |
| Winnovation | 0,1 | 0,2 | 100,0 | 0,1 | 0,1 | - | - | - |
| Bouygues Telecom Projets | 0,1 | - | 100,0 | 0,1 | 0,1 | - | 0,9 | 0,0 |
| Infraco | 6,0 | (1,4) | 50,0 | 3,0 | 3,0 | - | 119,7 | (0,3) |
| Amplibel | 0,1 | 0,3 | 100,0 | 0,1 | 0,1 | - | 11,5 | (0,1) |
| Objenius | 1,0 | 0,0 | 100,0 | 9,0 | 0,0 | 31,8 | 1,4 | (10,7) |
| BT Projets IV | 0,0 | - | 100,0 | 0,0 | 0,1 | - | - | - |
| BT Projets V | 0,0 | - | 100,0 | 0,0 | 0,1 | - | - | - |
| Clé de l'objet connecté | 1,5 | - | 3,1 | 0,1 | 0,1 | - | - | - |
| JY Téléfonica | 0,1 | 0,1 | 30,0 | 0,1 | 0,1 | - | 6,5 | (0,1) |

Annexe 3 – Comptes consolidés de Bouygues Telecom au 31 décembre 2017 et rapport des commissaires aux comptes

[voir page suivante]

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Bouygues Telecom
Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense Cedex
S.A. à directoire et conseil de surveillance
au capital de € 8.320.000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Bouygues Telecom

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Bouygues Telecom,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bouygues Telecom relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Les notes 2.1 et 2.3.5 de l'annexe aux comptes consolidés décrivent les principes et les modalités retenus pour l'évaluation des actifs immobilisés et de leur durée d'utilité. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les modalités retenues, nous avons vérifié que ces notes de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- Les notes 2.1 et 2.3.6 de l'annexe aux comptes consolidés décrivent les principes et les modalités retenus en matière d'évaluation des provisions. Dans le cadre de l'appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes consolidés, nous avons procédé à l'appréciation des approches mises en œuvre par votre groupe et vérifié le caractère raisonnable des hypothèses retenues sur la base des éléments disponibles à ce jour.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 28 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

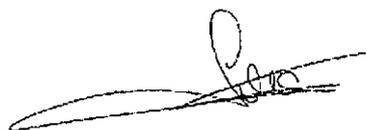
ERNST & YOUNG et Autres



Julien Huvé



Gilles Rainaut



Laurent Vitse

COMPTES CONSOLIDES
au 31 décembre 2017

Bilan
Compte de résultat
Etat des produits et charges comptabilisés
Tableau de financement
Variation des capitaux propres consolidés
Annexe

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

BILAN CONSOLIDÉ

| ACTIF en millions d'euros | Note Annexe | 31/12/2017 Net | 31/12/2016 Net |
|--|-------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations corporelles | 3.2.1 | 3 537,4 | 3 119,0 |
| Immobilisations incorporelles | 3.2.2 | 1 882,0 | 1 742,8 |
| Goodwill | 3.2.3 | 4,5 | 4,5 |
| Entités associées | 3.2.4 | 0,1 | 0,1 |
| Autres actifs financiers non courants | 3.2.5 | 9,8 | 10,2 |
| Impôts différés actif et créances fiscales non courantes | 7 | | |
| ACTIF NON COURANT | | 5 233,8 | 4 876,6 |
| Stocks | 4.1 | 114,0 | 109,2 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 4.2 | 8,5 | 25,0 |
| Clients et comptes rattachés | 4.3 | 943,6 | 763,3 |
| Actif d'impôt (exigible) | | | 28,9 |
| Autres créances courantes | 4.3 | 465,5 | 420,7 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4.5 | 57,7 | 23,2 |
| Instruments financiers | | 0,3 | 0,3 |
| Autres actifs financiers courants | | 0,6 | 1,0 |
| ACTIF COURANT | | 1 590,2 | 1 371,6 |
| Actifs ou activités détenus en vue de la vente | 3.2.1 | 38,1 | 121,2 |
| TOTAL ACTIF | | 6 862,1 | 6 369,4 |

| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF en millions d'euros | Note | 31/12/2017 Net | 31/12/2016 Net |
|--|------|-----------------------|-----------------------|
| Capital social | 5.1 | 712,6 | 712,6 |
| Primes et réserves | | 2 136,6 | 2 046,1 |
| Réserve de conversion | | | |
| Actions propres détenues | | | |
| Résultat consolidé | | 260,3 | 92,2 |
| CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE) | | 3 109,5 | 2 850,9 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | 3 109,5 | 2 850,9 |
| Dettes financières non courantes | 8 | 992,6 | 995,3 |
| Provisions non courantes | 6.1 | 272,4 | 247,4 |
| Impôts différés passif et dettes fiscales non courantes | 7 | 30,9 | 26,7 |
| PASSIF NON COURANT | | 1 295,9 | 1 269,4 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes | | 4,0 | 4,7 |
| Dettes financières courantes | 8 | 40,5 | 39,7 |
| Impôts courants | | 0,9 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 10 | 1 301,0 | 1 139,2 |
| Provisions courantes | 6.2 | 5,2 | 9,9 |
| Autres passifs courants | 10 | 1 103,1 | 1 055,1 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | 4.5 | 0,2 | 0,3 |
| Instruments financiers | | 0,5 | |
| Autres passifs financiers courants | | 1,3 | 0,2 |
| PASSIF COURANT | | 2 456,7 | 2 249,1 |
| Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente | | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | | 6 862,1 | 6 369,4 |
| ENDETTEMENT FINANCIER NET (PASSIF) | 9 | (975,8) | (1 011,8) |

COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| en millions d'euros | Note Annexe | Exercice | |
|---|-------------|----------------|----------------|
| | | 2017 | 2016 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 11 | 5 085,8 | 4 761,2 |
| Autres produits de l'activité | | | |
| Achats consommés | | (730,9) | (737,7) |
| Charges de personnel | | (552,9) | (507,6) |
| Charges externes | | (2 282,8) | (2 218,3) |
| Impôts et taxes | | (158,2) | (137,4) |
| Dotations nettes aux amortissements | | (841,0) | (781,2) |
| Dotations nettes aux provisions et dépréciations | | (13,0) | (1,2) |
| Autres produits d'exploitation (1) | | 138,6 | 120,9 |
| Autres charges d'exploitation | | (317,1) | (349,3) |
| RESULTAT OPERATIONNEL COURANT | | 328,5 | 149,4 |
| Autres produits opérationnels | | 233,5 | 112,9 |
| Autres charges opérationnelles | | (92,0) | (92,7) |
| RESULTAT OPERATIONNEL | 12.1 | 470,0 | 169,6 |
| Produits financiers | | | |
| Charges financières | | (7,6) | (8,4) |
| COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | 13.1 | (7,6) | (8,4) |
| Autres produits financiers | 13.2 | 0,2 | 0,1 |
| Autres charges financières | 13.2 | (9,3) | (8,8) |
| Impôt | 14 | (193,1) | (60,4) |
| Quote-part du résultat net des entités associées | | | 0,1 |
| RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES | | 260,2 | 92,2 |
| Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente | | | |
| RESULTAT NET | | 260,2 | 92,2 |
| RESULTAT NET PART DU GROUPE | | 260,2 | 92,2 |
| Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle | | | |
| RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION (en euros) | | 5,57 | 1,97 |
| RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES DILUE PAR ACTION (en euros) | | 5,57 | 1,97 |
| (1) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées | | 20,6 | 15,7 |

COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

| en millions d'euros | Exercice | |
|--|--------------|--------------|
| | 2017 | 2016 |
| RESULTAT NET | 260,2 | 92,2 |
| Eléments non recyclables en résultat net | | |
| Ecart actuariel au titre des avantages postérieurs à l'emploi | (0,9) | (2,3) |
| Impôts sur éléments non recyclables en résultat net | 0,3 | 0,8 |
| Quote-part des produits et charges non recyclables des entités associées | | |
| Eléments recyclables en résultat net | | |
| Variations des écarts de conversion | | |
| Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture et autres actifs financiers (AFS...) | (1,5) | 0,8 |
| Impôts nets sur les opérations en capitaux propres | 0,5 | (0,3) |
| Quote-part des produits et charges recyclables des entités associées | | |
| PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES | (1,6) | (0,9) |
| PRODUITS ET CHARGES NETS COMPTABILISES | 258,6 | 91,2 |
| <i>Dont part groupe</i> | 258,6 | 91,2 |
| <i>Dont part des participations ne donnant pas le contrôle</i> | | |

COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

| en millions d'euros | Capital Prime d'émission | Report à nouveau | Réserves et Résultat consolidés | Opérations affectées directement en capitaux propres | Total Groupe | Participations ne donnant pas le contrôle | Total |
|--|--------------------------------|---------------------|---------------------------------------|--|-----------------|---|---------|
| SITUATION AU 31 DECEMBRE 2015 | 1 741,8 | 713,3 | 302,8 | 1,8 | 2 759,7 | | 2 759,7 |
| Mouvements exercice 2016 | | | | | | | |
| Opérations nettes sur capital et réserves | | (88,3) | 88,3 | | | | |
| Acquisitions / Cessions d'actions propres | | | | | | | |
| Distribution | | | | | | | |
| Autres opérations avec les actionnaires | | | (0,1) | | (0,1) | | (0,1) |
| Résultat net | | | 92,2 | | 92,2 | | 92,2 |
| Autres produits et charges comptabilisés | | | | (0,9) | (0,9) | | (0,9) |
| RESULTAT NET ET PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS (a) | | | 92,2 | (0,9) | 91,3 | | 91,3 |
| Autres opérations (changement de périmètre et divers) | | | | | | | |
| SITUATION AU 31 DECEMBRE 2016 | 1 741,8 | 625,0 | 483,2 | 0,9 | 2 850,9 | | 2 850,9 |
| Mouvements exercice 2017 | | | | | | | |
| Opérations nettes sur capital et réserves | | 162,5 | (162,5) | | | | |
| Acquisitions / Cessions d'actions propres | | | | | | | |
| Distribution | | | | | | | |
| Autres opérations avec les actionnaires | | | | | | | |
| Résultat net | | | 260,2 | | 260,2 | | 260,2 |
| Autres produits et charges comptabilisés | | | | (1,6) | (1,6) | | (1,6) |
| RESULTAT NET ET PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS (a) | | | 260,2 | (1,6) | 258,6 | | 258,6 |
| Autres opérations (changement de périmètre et divers) | | | | | | | |
| SITUATION AU 31 DECEMBRE 2017 | 1 741,8 | 787,5 | 580,9 | (0,7) | 3 109,5 | | 3 109,5 |

(a) voir état des produits et charges comptabilisés

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

| en millions d'euros | Note Annexe | Exercice | |
|--|-------------|----------------|------------------|
| | | 2017 | 2016 |
| I - Flux de trésorerie des activités poursuivies | | | |
| A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ | | | |
| Résultat net des activités poursuivies | | 260,2 | 92,2 |
| Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus | | | (0,1) |
| Annulation des dividendes (sociétés non consolidées) | | | |
| Dotations (reprises) aux amortissements, ainsi qu'aux dépréciations et provisions non courantes | | 856,2 | 844,9 |
| Plus et moins values de cessions d'actifs | | (269,2) | (132,0) |
| Charges calculées diverses | | | |
| Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt | | 847,2 | 805,0 |
| Coût de l'endettement financier net | | 7,6 | 8,4 |
| Impôt | | 193,1 | 60,4 |
| Capacité d'autofinancement | | 1 047,9 | 873,8 |
| Impôts décaissés | | (147,8) | (0,6) |
| Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (y compris dépréciations et provisions courantes) ^(a) | | (17,4) | 32,1 |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | | 882,7 | 905,3 |
| B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles | 3 | (1 208,3) | (991,8) |
| Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles | 3 | 377,9 | 190,3 |
| Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles | | (8,4) | (216,8) |
| Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés | | (0,2) | (0,5) |
| Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés | | | |
| Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés | | | |
| Incidence des variations de périmètre | | | |
| Prix d'acquisition des activités consolidées | | | |
| Prix de cession des activités consolidées | | | |
| Dettes nettes sur activités consolidées | | | |
| Autres variations de périmètre (trésorerie des sociétés acquises ou cédées) | | | |
| Autres flux liés aux opérations d'investissements (var. prêts, dividendes reçus des sociétés non consolidées) | | (0,1) | 0,2 |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | (839,1) | (1 018,6) |
| C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires | | | |
| Dividendes mis en paiement | | | |
| Dividendes versés aux actionnaires de la société mère | | | |
| Dividendes versés par les sociétés consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle | | | |
| Variation des dettes financières courantes et non courantes | 7 | (1,9) | 125,8 |
| Coût de l'endettement financier net | | (7,6) | (8,4) |
| Autres flux liés aux opérations de financement | | 0,5 | (0,5) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | (9,0) | 116,9 |
| D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES | | | |
| VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D) | | | |
| | 9 | 34,6 | 3,6 |
| TRESORERIE NETTE A L'OUVERTURE | | | |
| | 9 | 22,9 | 19,3 |
| Flux nets | 9 | 34,6 | 3,6 |
| Flux non monétaires | | | |
| TRESORERIE NETTE DE CLOTURE | 9 | 57,5 | 22,9 |
| II - Flux de trésorerie des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente | | | |
| Trésorerie nette à l'ouverture | | | |
| Flux nets | | | |
| Trésorerie nette de clôture | | | |

(a) définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts décaissés présentés séparément et hors dettes financières courantes et instruments financiers sur couverture de dettes classés en financement

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

| Notes | | Pages |
|-------|---|-------|
| 1 | FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE..... | 1 |
| 2 | PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES..... | 2 |
| 3 | ACTIF NON COURANT..... | 12 |
| 4 | ACTIF COURANT..... | 17 |
| 5 | INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES..... | 20 |
| 6 | PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES..... | 22 |
| 7 | ACTIF ET PASSIF D'IMPÔT DIFFERE..... | 24 |
| 8 | DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES..... | 26 |
| 9 | PRINCIPAUX ELEMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET..... | 28 |
| 10 | PASSIF COURANT..... | 29 |
| 11 | CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE..... | 30 |
| 12 | RESULTAT OPERATIONNEL ET EBITDA..... | 31 |
| 13 | COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS..... | 32 |
| 14 | IMPÔT..... | 33 |
| 15 | RESULTAT NET ET RESULTAT DILUE PAR ACTION..... | 34 |
| 16 | INSTRUMENTS FINANCIERS..... | 35 |
| 17 | ENGAGEMENTS HORS BILAN..... | 36 |
| 18 | EFFECTIF MOYEN..... | 39 |
| 19 | ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL..... | 40 |
| 20 | INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION..... | 41 |
| 21 | INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE..... | 42 |
| 22 | HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES..... | 43 |
| 23 | IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DES normes IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers »..... | 44 |
| 24 | LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES..... | 49 |

1.1 Faits significatifs de l'exercice 2017

Les principales opérations et acquisitions de l'exercice 2017 sont présentées ci-après :

Le 31 janvier 2017, Bouygues Telecom a signé un accord avec Cellnex portant sur 3.000 sites télécoms en France pour un montant total de 854 millions d'euros. L'opération se fera dans un premier temps via la cession sur deux ans par Bouygues Telecom d'un lot de 1.800 sites existants (500 millions d'euros), puis par la construction, de 1.200 nouveaux sites sur cinq ans (354 millions d'euros). Un contrat de prestations d'accueil et de service entre Bouygues Telecom et Cellnex sur 15 ans renouvelable a également été signé. Pour rappel, au 31 décembre 2016, les 1.800 sites étaient présentés au bilan en « Actifs détenus en vue de la vente » pour 121 millions d'euros.

Le 25 juillet 2017, un élargissement de l'accord du 31 janvier dernier a été signé entre Bouygues Telecom et Cellnex portant sur l'ajout d'un maximum de 600 sites télécoms, pour un prix de cession pouvant atteindre 170 millions d'euros. Au 31 décembre 2017, ces sites ne répondent pas à la définition des « Actifs détenus en vue de la vente », le volume de sites qui sera effectivement cédé étant incertain à date.

Au 31 décembre 2017, 1085 sites ont été cédés pour 307 millions d'euros ramenant les « Actifs détenus en vue de la vente » à 38 millions d'euros, après ajustement du périmètre des sites concernés. La plus-value s'élève à 223 millions d'euros et est présentée en autres produits opérationnels (note 12).

1.2 Rappel des faits significatifs de l'exercice 2016

Les principales opérations et acquisitions de l'exercice 2016 sont présentées ci-après :

Le 5 janvier 2016, Bouygues a annoncé que des discussions préliminaires ont été engagées avec Orange pour explorer toute éventuelle opportunité et qu'un accord de confidentialité a été signé par Bouygues et Orange. Après trois mois de discussions, un accord n'a pu être trouvé. En conséquence, le conseil d'administration de Bouygues réuni le 1er avril 2016 a décidé à l'unanimité de mettre fin aux négociations en cours.

Le 11 juillet 2016, un accord définitif de cession de pylônes a été signé par Bouygues Telecom avec Cellnex. Cet accord porte sur 500 pylônes pour un montant de 147 millions d'euros.

Cette cession s'accompagne d'un accord d'hébergement et de service sur une durée de 20 ans entre les partenaires.

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2017

Le 12 janvier dernier, le gouvernement et le régulateur d'une part, les quatre opérateurs mobiles d'autre part se sont mis d'accord pour augmenter la couverture mobile du territoire d'ici 2031 et notamment des voies ferrées et axes routiers, ainsi que celle des zones blanches et grises d'ici 2025.

Cet accord une fois finalisé devrait se traduire pour Bouygues Telecom par la mise en place de 5 000 sites supplémentaires dans les zones blanches et grises du territoire en mutualisation avec les autres opérateurs, ainsi que plusieurs milliers d'autres pour les principaux axes routiers et ferroviaires.

En contrepartie de ces investissements, Bouygues Telecom bénéficiera d'une prolongation de 10 ans des durées des licences actuelles, une exonération d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pendant 5 ans pour une partie des nouveaux sites installés ainsi que plusieurs mesures tendant à la simplification administrative des déploiements des réseaux.

De manière à mettre en œuvre cet accord, l'Arcep devra lancer au cours de l'année 2018 une consultation publique sur le processus de réattribution des fréquences 900, 1 800 et 2 100 MHz qui arrivent à échéance entre 2022 et 2024. Ce n'est qu'à l'issue de cette consultation que l'accord visant à augmenter la couverture mobile du territoire d'ici 2031 sera mis en œuvre.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2017 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2017, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2016 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1er janvier 2017.

Principales normes IFRS, amendements et Interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicables par anticipation au 1^{er} janvier 2017 :

Néant.

Principales autres normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB :

| Normes et amendements | | Date d'application IASB * | Incidences |
|-----------------------|--|---------------------------|--|
| IFRS 16 | Contrats de location Texte remplacé ou amendé : IAS 17 Comptabilisation d'un actif et d'un passif même pour les locations simples | 01/01/2019 | L'impact d'IFRS 16 est en cours d'évaluation. Compte tenu des changements normatifs attendus, les éléments détaillés dans les annexes au 31 décembre 2017 au titre des locations ne représentent pas une indication de ce que pourrait être l'impact de l'application d'IFRS 16 sur les comptes du Groupe. |
| IFRS 15 | Produits provenant de contrats avec des clients (Revenue recognition) Texte remplacé ou amendé : IAS 11 et IAS 18. La comptabilisation doit refléter le moment où les biens ou les services sont fournis. Lorsque des biens ou services sont fournis en continu (transfert continu du contrôle), l'obligation de prestation correspondante est comptabilisée progressivement. | 01/01/2018 | L'impact de cette nouvelle norme est présenté en note 23 |
| IFRS 9 | Instruments financiers Texte remplacé ou amendé : IAS 32 et IAS 39. Les améliorations apportées par IFRS 9 incluent : -une approche logique et unique pour la classification et l'évaluation des actifs financiers qui reflète le modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés ainsi que leurs flux de trésorerie contractuels, -un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues », -une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture. | 01/01/2018 | Pas d'effet significatif attendu |

* sauf précision contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée dans cette colonne

Bouygues Telecom a un seul secteur d'activité et un seul secteur géographique.

Les états financiers sont préparés selon la convention du coût historique à l'exception de certains éléments notamment des actifs et passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations et des hypothèses ont été faites ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Principales estimations :

- Evaluation des provisions pour indemnités de fin de carrière : le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite est effectué par Bouygues Telecom selon la méthode des unités de crédit projetées. Ce calcul est notamment sensible aux hypothèses de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires et au taux de rotation.
- Provisions : elles sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour Bouygues Telecom. Elles comprennent notamment des provisions pour litiges de toute nature dont le montant est estimé en tenant compte des hypothèses de dénouement les plus probables. Pour déterminer ces hypothèses, la direction de Bouygues Telecom s'appuie, si nécessaire, sur des évaluations réalisées par des conseils externes.
- Juste valeur des instruments financiers : la juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché. Pour les instruments financiers dérivés, cette valeur est déterminée et transmise à Bouygues Telecom par ses contreparties bancaires. Pour les instruments de couverture traités sur des marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée à l'aide d'un outil interne et corroborée par un relevé d'information de la contrepartie bancaire.
- Durée d'utilité des actifs : la durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser un actif. Elle est revue annuellement, pour chaque classe d'actifs, et modifiée en cas de divergence avec les estimations précédentes.
- Ventes : le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au roaming et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation. Le chiffre d'affaires non facturé à la clôture est estimé sur la base des consommations réelles des prestations et de l'application des conditions de remises contractuelles.

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, afin que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.2 CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables, en dehors des obligations IFRS indiquées en introduction de cette note.

2.3 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.3.1 Méthode de consolidation et comptabilisation des titres de participation

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Telecom exerce en droit le contrôle exclusif, juridique et/ou effectif sont consolidées par intégration globale. Les participations non consolidées sont enregistrées conformément à IAS 39, à leur juste valeur.

| Sociétés | Pourcentage d'intérêt | Mode d'intégration |
|------------------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Réseau Clubs Bouygues Telecom | 100,00% | Intégration globale |
| Bouygues Telecom Initiatives | 100,00% | Intégration globale |
| Darty Telecom | 100,00% | Intégration globale |
| 1913 | 100,00% | Intégration globale |
| Winnovation | 100,00% | Intégration globale |
| Amplitel | 100,00% | Intégration globale |
| Objenious | 100,00% | Intégration globale |
| Infracos | 50,00% | Intégration proportionnelle |
| Buyster (2) | 24,06% | Mise en équivalence |
| Telefonica Global Solutions France | 30,00% | Mise en équivalence |
| Agorize | 12,50% | Non consolidée |
| Bouygues Telecom Projets (1) | 100,00% | Non consolidée |
| BT Projets IV (1) | 100,00% | Non consolidée |
| BT Projets V (1) | 100,00% | Non consolidée |
| Cité de l'objet connecté | 3,13% | Non consolidée |
| Eeple | 8,33% | Non consolidée |
| I Feel Smart | 13,75% | Non consolidée |
| Ijenko (2) | 5,47% | Non consolidée |
| Joul | 3,19% | Non consolidée |
| Recommerce Solutions | 8,82% | Non consolidée |
| Visibrain | 12,16% | Non consolidée |

(1) Société n'ayant pas d'activité sur l'exercice

(2) Société en cours de liquidation

2.3.2 Traduction des opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction.
Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture.
Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges.

2.3.3 Impositions différées

Les impositions différées sont constatées, en utilisant l'approche bilan du report variable, sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif.

Elles résultent des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale et lors des reports fiscaux déficitaires (Impôts différés actifs - IDA - pour leur valeur de réalisation estimée).

Les différences sont :

- des sources d'impositions futures (impôts différés passif - IDP) ; il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée ;
- ou des sources de déductions futures (impôts différés actif - IDA) ; sont concernées principalement les dotations de provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sur les différences temporelles déductibles et sur les déficits fiscaux reportables sont comptabilisés dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices imposables futurs est probable.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt connus à la date d'arrêté des comptes.

Les impôts différés ne sont pas actualisés.

2.3.4 Compte de résultat

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Produits d'exploitation :

Les produits d'exploitation comprennent le chiffre d'affaires, les autres produits opérationnels et les produits financiers liés au cycle d'exploitation. Ils sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés profiteront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de manière fiable.

Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Telecom est constitué de prestations de services et de ventes de terminaux et accessoires.

Prestations de services

La facturation des forfaits et des services commerciaux (mobile et fixe) est établie terme à échoir, soit avec un mois d'avance, et est constatée en chiffre d'affaires au prorata temporis.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au roaming et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation, sur la base de la meilleure estimation de la consommation de la prestation ».

Le chiffre d'affaires généré par les cartes prépayées est enregistré lors de la vente des cartes aux distributeurs et différé jusqu'à l'activation des cartes, puis corrigé des réserves non utilisées.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+ et les numéros spéciaux, ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice. Seule la marge, représentant les peines et soins, figure en chiffre d'affaires.

Ventes de terminaux et accessoires

Les ventes de terminaux et de cartes SIM sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation de la ligne du client.

Depuis août 2013 les clients « Grand public » et « Pros » peuvent bénéficier d'un étalement de paiement pour acquérir leur téléphone ; l'intégralité de la vente du téléphone est alors constatée lors de la souscription.

Rémunération des distributeurs

L'ensemble des rémunérations des distributeurs est comptabilisé en charges, et évalué sur la base de la meilleure estimation du nombre d'actes à rémunérer.

Programme de fidélisation clients "Grand public"

Depuis novembre 2014, tous les clients Forfaits grand public cumulent un avantage, utilisable pour acquérir un nouveau mobile, calculé en fonction de l'ancienneté de leur mobile.

Ces clients pourront, par la suite, bénéficier de cet avantage ainsi acquis pour obtenir le renouvellement de leur terminal téléphonique dès 12 mois, à un tarif avantageux, à condition de se réengager pour une durée minimale de 12 mois.

En vertu de l'interprétation IFRIC 13 (§ AG1 à AG3), la société a procédé à l'évaluation de la juste valeur de l'avantage attribué dans le cadre des programmes de fidélisation, et n'a différé aucun chiffre d'affaires à ce titre.

Les autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent en redevances, droits des licences et brevets, autres produits et charges d'exploitation.

Autres produits et charges opérationnels

Ce poste regroupe des produits et charges inhabituels et significatifs que le Groupe souhaite présenter de manière distincte afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle.

Au 31 décembre 2017, ce poste comprend principalement :

- des dotations d'accélération d'amortissements inscrites dans le cadre de la signature avec Altice de l'accord de mutualisation de réseaux mobiles sur les zones moins denses.
- La cession à Cellnex de 1085 sites.

Subventions publiques

Le Groupe reçoit des organismes publics :

- des subventions d'exploitation comptabilisées dans le compte de résultat ;
- des subventions d'investissement et d'équipement comptabilisées au bilan en minoration des valeurs d'actifs concernées qui sont reprises dans le résultat au niveau des dotations nettes aux amortissements selon le rythme d'amortissement des biens subventionnés.

Coûts d'acquisition des clients

Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est celui provenant des activités principales génératrices de produits de l'entreprise et de toutes les autres activités qui ne sont pas d'investissement ou de financement.

Les dépréciations éventuelles de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

La Contribution Economique Territoriale (CET), l'Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseau (IFER), et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui se substituent à la Taxe Professionnelle (TP) pour les exercices fiscaux ouverts à compter de 2010, sont comptabilisées à l'identique de la taxe qu'elles remplacent, c'est-à-dire en résultat opérationnel.

Sont exclues du résultat opérationnel, les charges financières nettes de produits financiers qui se décomposent comme suit :

- le coût de l'endettement financier net qui comprend les produits d'intérêt, les charges d'intérêt sur dettes financières, l'incidence des instruments financiers de couverture de taux et les intérêts sur location-financement ;
- les autres produits et charges financiers qui comprennent l'effet de désactualisation de la provision pour démantèlement ainsi que les commissions d'engagement ou de montage.

2.3.5 Actif

Actif non courant

L'actif non courant est valorisé selon la méthode du « coût historique amorti », diminué des pertes de valeur le cas échéant pour les immobilisations corporelles et incorporelles.

Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément (approche par composants).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et les taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et tous les rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation, augmentent sa durée de vie ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Le coût estimé du démantèlement et de la remise en état des sites est compris dans la valorisation des immobilisations corporelles du réseau, ainsi que le coût du recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le groupe Bouygues Telecom adopte le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

Le montant amortissable est amorti sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser un actif. Elle est revue annuellement, pour chaque classe d'actifs, et modifiée en cas de divergence avec les estimations précédentes.

La valeur amortissable est réduite de la valeur résiduelle finale estimée, diminuée des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet de l'inflation).

Conception / construction des réseaux

Les immobilisations sont amorties suivant le mode et les durées d'utilisation estimées suivants :

| <i>Nature des composants</i> | <i>Mode d'amortissement</i> | <i>Durée</i> |
|----------------------------------|-----------------------------|--------------|
| Fibre optique (FTTH) | Linéaire | 25 ans |
| Aménagements | Linéaire | 10 à 30 ans |
| Pylônes / shelters | Linéaire | 30 ans |
| Fibre optique (hors réseau FTTH) | Linéaire | 15 à 25 ans |
| Infrastructures mutualisées | Linéaire | 10 ans |
| Commutation ancienne génération | Linéaire | 2 à 10 ans |
| Commutation NGN | Linéaire | 2 à 8 ans |
| Radio | Linéaire | 2 à 8 ans |
| Faisceaux hertziens | Linéaire | 8 ans |
| Liaisons louées | Linéaire | 6 ans |
| Equipements GPRS | Linéaire | 5 ans |
| VMS (serveurs messagerie) | Linéaire | 5 ans |
| DSLAM | Linéaire | 5 ans |
| Logiciels réseau | Linéaire | 2 à 8 ans |
| Box ADSL | Linéaire | 3 à 4 ans |
| Décodeurs | Linéaire | 3 à 4 ans |

Autres immobilisations

| <i>Nature des immobilisations</i> | <i>Mode d'amortissement</i> | <i>Durée</i> |
|-----------------------------------|-----------------------------|--------------|
| Bâtiments techniques | Linéaire | 30 ans |
| Installations de bureau | Linéaire | 10 ans |
| Mobilier de bureau | Linéaire | 10 ans |
| Plateformes informatiques | Linéaire | 5-7 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 4 ans |
| Bureautique | Linéaire | 3 ans |

Les amortissements sont calculés dès la mise en service des immobilisations.

Contrats de location-financement

Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels le Groupe supporte substantiellement la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17 et l'interprétation IFRIC 4.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles, au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figure en dettes financières).

Contrats de location simple

Les locations simples sont comptabilisées en charges de l'exercice et les loyers restant à courir sont présentés dans les engagements hors bilan dès lors qu'ils sont significatifs.

Coûts d'emprunt

Conformément à la norme IAS 23, les coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition ou à la production d'un actif éligible sont incorporés au coût de revient de celui-ci.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique.

La norme IAS 38 relative aux actifs incorporels requiert que l'actif soit identifiable et contrôlé.

Un actif est identifiable:

- s'il est séparable, c'est-à-dire susceptible d'être loué, vendu, échangé de manière indépendante,
- ou s'il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Un actif est contrôlé si l'entité a le pouvoir d'en retirer les bénéfices économiques futurs et d'en restreindre l'accès aux tiers.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable.

Les écarts d'acquisition (goodwill) et les droits au bail ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amortis.

Un test de dépréciation est effectué pour les actifs à durée de vie indéfinie et le caractère indéfini est revu à chaque clôture.

Frais de développement

Conformément aux principes des IAS/IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

Les frais de développement générés en interne sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation d'IAS 38.

Les frais de développement acquis séparément ou lors d'un regroupement d'entreprise sont valorisés, respectivement, à leur prix d'acquisition, ou à leur juste valeur.

Concessions, brevets et droits assimilés

Ils incluent notamment la redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de 20 ans, comportant :

- une part fixe de 619,2 millions d'euros qui, dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002, a été inscrite en immobilisation incorporelle ;
- une part variable de 1% calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération, et comptabilisée en charges de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS, soit depuis novembre 2007.

Ils incluent également les autorisations d'utilisation de fréquences suivantes délivrées pour une durée de 20 ans :

- l'autorisation dans la bande 2,6 GHz pour 228,0 M€
- l'autorisation dans la bande 800 MHz pour 683,1 M€
- l'autorisation dans la bande 700 MHz pour 467,2 M€

Au 31 décembre 2017, les autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 700 MHz sont classées en immobilisation en cours pour 340,3 M€.

Conformément à la norme IAS 23, la quote-part des frais financiers de la société attribuable à ces immobilisations a été immobilisée, pour un montant total de 27.6 M€. Le taux de capitalisation utilisé correspond au taux journalier moyen calculé sur les différentes lignes de financement utilisées par Bouygues Telecom. Ces autorisations, les frais de libération de fréquences associés, ainsi que la quote-part de frais financiers associée sont comptabilisés en immobilisations en service depuis le 1^{er} octobre 2013.

Autres immobilisations incorporelles

Les IRU (*Indefeasible Rights of Use* - Droits d'usage irrévocable) hors réseau FTTH, comptabilisés en immobilisations incorporelles, sont amortis sur leurs durées contractuelles.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe consistent en des droits au bail (baux des boutiques de la société Réseau Club Bouygues Telecom) et autres immobilisations incorporelles diverses.

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode et les durées d'utilisation estimées suivants :

| Nature des immobilisations | Mode d'amortissement | Durée |
|--|----------------------|-------------------------|
| Licence UMTS | Linéaire | 17,5 ans ⁽¹⁾ |
| Autorisations d'utilisation de fréquences 4G | Linéaire | 20 ans ⁽²⁾ |
| Autorisations d'utilisation de fréquences 700Mhz | Linéaire | 20 ans ⁽³⁾ |
| Activité FAI - IRU et Front Fees | Linéaire | 25 ans |
| Logiciels et développements informatiques | Linéaire | 5 / 8 ans |
| Logiciels de bureautique | Linéaire | 3 ans |
| Frais d'accès au service clients (FAS) | Linéaire | 3-5 ans |
| Droits au bail | Non amorti | - |

(1) Depuis l'ouverture du réseau haut débit le 26 mai 2005, Bouygues Telecom a commencé à amortir sa licence UMTS.

(2) Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800MHz et 2,6 GHz sont amorties respectivement sur 18.3 ans et 18 ans à partir de la date de lancement des offres 4G, soit 20 ans à partir de la date d'attribution.

(3) La mise en service se fait en fonction des dates de transfert de la diffusion de la télévision numérique terrestre au secteur des télécommunications, des ouvertures commerciales et du taux de couverture de la population.

Depuis le 1er janvier 2004, dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, le coût d'acquisition (incluant les coûts de transaction) est affecté aux actifs et passifs identifiables acquis à leur juste valeur à la date d'acquisition. Ces actifs et passifs sont présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale conformément à IFRS 3 révisé. Cette méthode consiste à réestimer en totalité les actifs et passifs acquis à leur juste valeur et non pas à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise.

La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Le *goodwill* représente l'excédent résiduel du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition. Il est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Les principales affectations du coût d'acquisition aux actifs et passifs identifiables ne deviennent définitives qu'à l'issue d'un délai d'un an.

Les droits des minoritaires sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise.

Actifs financiers non courants

Titres de participations et autres titres : estimation à la juste valeur des titres de participations et des autres titres non consolidés.

Actif courant

Stocks

Les stocks de terminaux sont évalués à leur coût de revient déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Des dépréciations peuvent être pratiquées si la valeur nette de réalisation est inférieure au coût de revient ou si les prévisions d'écoulement pour les stocks ne permettent pas d'envisager la vente des terminaux aux distributeurs. Dans ce cas, la provision pour dépréciation correspond à la différence entre le coût de revient et le prix de cession à des brokers.

Clients et autres créances

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement. Ces créances, le plus souvent à court terme sans taux d'intérêt déclaré, sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif.

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations, tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

Les créances sur les particuliers et les entreprises sont dépréciées sur la base d'une évaluation statistique du risque d'insolvabilité et d'irrécouvrabilité selon l'ancienneté de la créance.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les disponibilités et équivalents de trésorerie comprennent principalement des soldes bancaires et de caisse, qui ne présentent pas de risques significatifs de perte de valeur.

2.3.6 Passif

Passif non courant

Provisions non courantes

Ce sont les provisions non liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise. Elles comprennent pour l'essentiel :

. Les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux des activités du Groupe Bouygues Telecom.

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation.

. **Les avantages au personnel : provisions créées au titre des Indemnités de Fin de Carrière (IFC), à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, et provisions pour les médailles du travail.**

Le calcul de la provision pour IFC est établi selon la "méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière".

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte :

- . du statut, de l'âge et de l'ancienneté dans le groupe Bouygues acquis par les différentes catégories de personnel ;
- . du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par tranche d'âge et catégorie ;
- . des salaires et appointements moyens incluant primes et gratifications, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- . d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière ;
- . d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite (Iboxx € Corporate A10+ : 1.5035% au 31 décembre 2017).
- . d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence à des tables de survie.

Une hausse de 70 points de base du taux d'actualisation entraînerait une diminution des engagements de 5.4 M€, alors qu'une baisse de 70 points de base de ce taux conduirait à une augmentation des engagements de 6.3 M€ (ces révisions des engagements seraient comptabilisées en capitaux propres).

Depuis l'exercice 2007, le Groupe prend en compte en capitaux propres consolidés la variation des droits résultant des modifications sur hypothèses actuarielles.

. **Les provisions pour coût de démantèlement et de remise en état des sites.**

Les coûts de démantèlement et de remise en état des sites, encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement, font l'objet d'une provision.

Cette provision est évaluée de façon statistique sur la base du nombre de sites concernés, d'un coût moyen unitaire de remise en état de sites, ainsi que de la prise en compte d'hypothèses sur la durée moyenne des baux, le nombre maximum de renouvellements des baux, un taux d'actualisation et un taux d'inflation.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux Iboxx € Corporate A10+ de 1.5035 % du 31 décembre 2017.

Le taux d'inflation utilisé est le taux attendu par le marché à 30 ans : 1762% du 31 décembre 2017

Lorsqu'un site fait l'objet d'un démantèlement, la provision correspondante est reprise.

Le calcul de la provision a été ajusté sur 2017 afin de différencier deux zones, avec des coûts unitaires moyens de démantèlement différents (plus élevés en zone très dense).

Dettes financières non courantes

En référentiel IFRS, l'ensemble des risques inhérents aux créances cédées dans le cadre de l'opération de titrisation continue d'être supporté par Bouygues Télécom. En conséquence, en application de la norme IAS 39, l'opération de titrisation, initiée en 2010, ne permet pas la décomptabilisation des créances cédées. Le montant de trésorerie reçu s'analyse comme un financement et a donc été comptabilisé en dette financière.

Passif courant

Fournisseurs et autres passifs courants

En raison de leur caractère court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

Les avances et acomptes reçus sur commandes comprennent les avances et acomptes reçus des clients.

Les dettes fournisseurs ainsi que les autres créiteurs ne supportent pas d'intérêts.

Provisions courantes

Ce sont les provisions liées au cycle d'exploitation de l'entreprise. Les charges rattachées sont réglées dans les 12 mois, elles ne sont pas actualisées.

Programme de fidélisation Entreprises

Bouygues Telecom a mis en place un programme de fidélisation pour ses clients Entreprises, les droits acquis donnent droit à un terminal gratuit.

Une provision est comptabilisée au fur et à mesure de l'attribution des droits en tenant compte de la probabilité d'utilisation de ceux-ci ; elle est décrétement à hauteur de l'utilisation de ces droits.

2.3.7 Instruments financiers

Bouygues Telecom est amené à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence, sur le compte de résultat, des variations des taux de change et des taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes.

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Les flux certains et significatifs ont été couverts par des options de change et par des achats à terme de devises.

Risque de taux

Le résultat financier du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt. L'essentiel de son endettement bancaire est à taux fixe grâce à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe : par des *swaps*, des *future rate agreements*, des *caps*, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Principes et règles des opérations de couverture utilisées par le Groupe

Les instruments utilisés aujourd'hui sont limités aux produits suivants :

- achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- *swaps* de taux d'intérêt dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture ;
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Couverture des flux de trésorerie (cash flow hedge)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'actif ou du passif d'une opération future.

Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture sont différées en capitaux propres pour leur part efficace et immédiatement passées en résultat pour leur part inefficace.

En cas de sortie du bilan de l'instrument de couverture, la partie différée reste en capitaux propres jusqu'à l'échéance du sous-jacent.

Lorsque la transaction se produit, la part différée en capitaux propres passe en résultat.

Couverture de juste valeur (fair value hedge)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan. Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net.

Le profit ou la perte sur l'élément couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Méthodes comptables appliquées en matière d'instruments financiers

Le Groupe utilise les principes et méthodes comptables définis par la norme IAS 39.

Critères pour comptabiliser un actif et un passif financier

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers, au moins tous les trimestres.

Lorsque la transaction prévue se produit ou bien est annulée, l'instrument financier dérivé doit être décomptabilisé et la partie éventuellement différée en capitaux propres doit être passée en résultat.

Base d'évaluation des actifs et passifs financiers

Les instruments financiers et les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur.

Comptabilisation des instruments évalués à la juste valeur

La juste valeur des instruments de couverture traités sur des marchés de gré à gré est déterminée à l'aide d'un outil interne et corroborée par un relevé d'information de la contrepartie bancaire.

Comptabilisation des produits et charges générés par les actifs et passifs financiers

Les Instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur.

Les profits et pertes latents qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert (soit en capitaux propres, soit en résultat).

A la date de clôture, la juste valeur des instruments financiers de couverture de taux ou de change est égale au montant que le Groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêt et des taux de change constatés depuis la mise en place des instruments financiers de couverture et de ceux anticipés jusqu'à la fin de la période de couverture. La juste valeur des contrats de change à terme est égale à la valeur de marché à la date de clôture, c'est-à-dire la valeur actualisée du cours à terme.

2.3.8 Tableau de financement en flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon IAS 7.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

La capacité d'autofinancement prend en compte les dotations et reprises sur provisions d'actif circulant. Elle inclut le résultat net des sociétés intégrées.

La méthode retenue pour les intérêts et les dividendes a été de positionner ces derniers dans les flux de trésorerie de financement. Il est à noter que les intérêts décaissés au cours de l'exercice correspondent aux intérêts constatés dans le résultat de l'exercice.

2.3.9 Indicateurs financiers

EBITDA

L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

CASH FLOW LIBRE

Le cash-flow est égal à la capacité d'autofinancement (déterminée après coût de l'endettement financier et charge nette d'impôt de l'exercice, et avant variation du besoin en fonds de roulement) diminuée des acquisitions d'exploitation nettes de cession de la période.

Endettement financier net

L'endettement financier net résulte de l'addition des rubriques suivantes :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- Instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

3.1. SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS NETS DE L'EXERCICE

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|--|---------|---------|
| Immobilisations corporelles | 1 125,0 | 924,8 |
| Immobilisations incorporelles | 83,3 | 67,0 |
| Investissements opérationnels | 1 208,3 | 991,8 |
| Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés) | 0,3 | 0,2 |
| Investissements consolidés | 1 208,6 | 992,0 |
| Cessions d'actifs non courants | (377,9) | (190,3) |
| Investissements nets | 830,7 | 801,7 |

Par ailleurs, le montant des engagements sur investissements futurs (équipements réseau) à fin décembre 2017 est de 489,6 M€ contre 395,3 M€ à fin décembre 2016.

3.2 ANALYSE DES VARIATIONS NETTES DE L'EXERCICE

3.2.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en millions d'euros

| BRUT | Terrains et constructions | Installations, matériels et outillages | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et avances versées sur commandes | TOTAL |
|---|---------------------------|--|------------------------------------|---|---------|
| 31/12/2015 | 36,4 | 7 225,3 | 1 330,1 | 204,1 | 8 796,0 |
| <i>Dont locations financements</i> | | | 1,6 | | 1,6 |
| Flux 2016 | | | | | |
| Ecart de conversion | | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | (153,2) | 6,2 | (109,7) | (256,7) |
| Changements de périmètre | | | | | |
| Investissements et autres augmentations | 0,5 | 625,2 | 178,8 | 120,3 | 924,8 |
| Cessions et réductions diverses | | (329,3) | (45,9) | | (375,1) |
| 31/12/2016 | 36,9 | 7 368,0 | 1 469,3 | 214,7 | 9 089,0 |
| <i>Dont locations financements</i> | | | 2,8 | | 2,8 |
| Flux 2017 | | | | | |
| Ecart de conversion | | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | 253,4 | 18,1 | (45,7) | 225,8 |
| Changements de périmètre | | | | | |
| Investissements et autres augmentations | 1,0 | 774,0 | 199,8 | 150,1 | 1 125,0 |
| Cessions et réductions diverses | (0,6) | (777,4) | (98,0) | | (875,9) |
| 31/12/2017 | 37,3 | 7 818,0 | 1 589,3 | 319,2 | 9 563,7 |
| <i>Dont locations financements</i> | | | 3,3 | | 3,3 |

en millions d'euros

| AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PERTES DE VALEUR | Terrains et constructions | Installations, matériels et outillages | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et avances versées sur commandes | TOTAL |
|---|---------------------------|--|------------------------------------|---|-----------|
| 31/12/2015 | (15,0) | (4 725,8) | (972,6) | - | (5 713,5) |
| | | | (0,1) | | (0,1) |
| Flux 2016 | | | | | |
| Ecart de conversion | | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | 150,3 | | | 150,3 |
| Changements de périmètre | | | | | |
| Cessions et réductions diverses | | 273,7 | 45,7 | | 319,4 |
| Dotations et reprises | (0,7) | (557,4) | (168,1) | | (726,2) |
| 31/12/2016 | (15,7) | (4 859,3) | (1 095,0) | - | (5 970,0) |
| <i>Dont locations financements</i> | | | (1,8) | | (1,8) |
| Flux 2017 | | | | | |
| Ecart de conversion | | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | (96,9) | (0,4) | | (97,3) |
| Changements de périmètre | | | | | |
| Cessions et réductions diverses | 0,6 | 675,2 | 97,2 | | 773,0 |
| Dotations et reprises | (0,7) | (544,3) | (187,1) | | (732,1) |
| 31/12/2017 | (15,8) | (4 825,2) | (1 185,2) | - | (6 026,3) |
| <i>Dont locations financements</i> | | | (2,8) | | (2,8) |

en millions d'euros

| NET | Terrains et constructions | Installations, matériels et outillages | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et avances versées sur commandes | TOTAL |
|-----------------------|---------------------------|--|------------------------------------|---|---------|
| 31/12/2015 | 21,4 | 2 499,5 | 357,5 | 204,1 | 3 082,5 |
| <i>Dont locations</i> | | | 1,6 | | 1,6 |
| 31/12/2016 | 21,1 | 2 508,8 | 374,3 | 214,7 | 3 119,0 |
| <i>Dont locations</i> | | | 1,0 | | 1,0 |
| 31/12/2017 | 21,5 | 2 792,7 | 404,0 | 319,2 | 3 537,4 |
| <i>Dont locations</i> | | | 0,5 | | 0,5 |

ACTIFS EN COURS DE CESSION

Le 31 janvier 2017, Bouygues Telecom et Cellnex ont signé un accord portant sur l'exploitation de 3 000 sites télécom, dont 1 200 à construire d'ici 2022.

Au 31 décembre 2017, sur les 1800 sites à céder, 1085 cessions ont été réalisées.

Au titre de l'IFRS 5 la valeur nette comptable des 715 sites restants à céder, a été comptabilisée à hauteur de 38 M€ en «Actifs en cours de cession». Ce contrat générera un engagement hors bilan du même ordre que le montant de la transaction.

Informations sur les contrats de location financement

en millions d'euros

| Nature du bien | Durée (en mois) | Valeur brute | Loyers conditionnels | Option d'achat |
|-----------------------|-----------------|--------------|----------------------|----------------|
| Matériel Informatique | 18,0 | 3,3 | non | non |

3.2.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

en millions d'euros

| BRUT | Frais de développement (1) | Concessions, brevets et droits assimilés | Autres immobilisations incorporelles | TOTAL |
|---|----------------------------|--|--------------------------------------|---------|
| 31/12/2015 | 198,0 | 2 161,2 | 580,7 | 2 939,8 |
| Flux 2016 | | | | |
| Ecarts de conversion | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | 1,2 | (3,5) | (2,3) |
| Changements de périmètre | | | | |
| Investissements et autres augmentations | 40,7 | 22,6 | 3,7 | 67,0 |
| Cessions et réductions diverses | | (0,2) | (5,0) | (5,3) |
| 31/12/2016 | 238,7 | 2 184,7 | 575,8 | 2 999,2 |
| Flux 2017 | | | | |
| Ecarts de conversion | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | 130,4 | (127,1) | 3,2 |
| Changements de périmètre | | | | |
| Investissements et autres augmentations | 58,5 | 23,3 | 1,5 | 83,3 |
| Cessions et réductions diverses | | (1,7) | (5,7) | (7,3) |
| 31/12/2017 | 297,2 | 2 336,7 (2) | 444,5 (3) | 3 078,4 |

(1) Frais de développement et de recherche

- Frais de développement

Les frais de développement sur logiciels sont généralement activés.

- Frais de recherche

Conformément aux IFRS, les frais de recherche sont pris en charge au moment de leur engagement.

- Le coût de recherche et développement pris en charge s'élève à 5,8 M€ en 2017 et à 5,4 M€ en 2016.

(2) Dont licence UMTS 628,7 M€

dont autorisation d'utilisation de fréquences 4G 800 MHz 719,6 M€

dont autorisation d'utilisation de fréquences 4G 2600 MHz 233 M€

dont fréquences bande 700MHz mises en service 126,8 M€

(3) Dont droits au bail 80,4 M€ et fréquences bande 700MHz 340,3 M€

en millions d'euros

| AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PERTES DE VALEUR | Frais de développement | Concessions, brevets et droits assimilés | Autres immobilisations incorporelles | TOTAL |
|---|------------------------|--|--------------------------------------|-----------|
| 31/12/2015 | (152,9) | (941,1) | (25,6) | (1 119,5) |
| Flux 2016 | | | | |
| Ecarts de conversion | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | | | |
| Changements de périmètre | | | | |
| Cessions et réductions diverses | | 0,1 | 3,0 | 3,1 |
| Dotations et reprises | (11,8) | (123,6) | (4,7) | (140,1) |
| 31/12/2016 | (164,7) | (1 064,5) | (27,3) | (1 256,5) |
| Flux 2017 | | | | |
| Ecarts de conversion | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | (0,2) | | (0,2) |
| Changements de périmètre | | | | |
| Cessions et réductions diverses | | 1,6 | | 1,6 |
| Dotations et reprises | (16,8) | (127,9) | 3,3 | (141,4) |
| 31/12/2017 | (181,5) | (1 190,9) | (24,0) | (1 396,5) |

en millions d'euros

| NET | Frais de développement | Concessions, brevets et droits assimilés | Autres immobilisations incorporelles | TOTAL |
|------------|------------------------|--|--------------------------------------|---------|
| 31/12/2015 | 45,1 | 1 220,1 | 555,1 | 1 820,3 |
| 31/12/2016 | 74,0 | 1 120,2 | 548,5 | 1 742,7 |
| 31/12/2017 | 115,7 | 1 145,8 | 420,5 | 1 682,0 |

3.2.3. GOODWILL

Evolution de la valeur nette de la rubrique au 31 décembre 2017 :

en millions d'euros

| | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|
| 31/12/2015 | 5,1 | (0,6) | 4,5 |
| Changement de périmètre | | | |
| Dotations | | | |
| Reprises | (0,6) | 0,6 | |
| Autres mouvements | | | |
| 31/12/2016 | 4,5 | | 4,5 |
| Changement de périmètre | | | |
| Dotations | | | |
| Reprises | | | |
| Autres mouvements | | | |
| 31/12/2017 | 4,5 | | 4,5 |

3.2.4. PARTICIPATIONS DANS LES ENTITES ASSOCIEES

en millions d'euros

| | 31/12/2016 | Flux net 2017 | 31/12/2017 | dont quote-part de résultat 2017 |
|------------------------------------|------------|------------------|------------|-------------------------------------|
| Buyster | 0,1 | | 0,1 | |
| Telefonica Global Solutions France | | | | 0,0 |
| Total | 0,1 | | 0,1 | 0,0 |

3.2.5. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

en millions d'euros

| | Valeur Brute | | | Amortissements et provisions | Valeur nette |
|---|--------------------------------|----------------------------|--------------------|------------------------------|--------------|
| | Participations non consolidées | Autres actifs non courants | Total valeur brute | | |
| 31/12/2015 | 5,2 | 7,6 | 12,8 | (1,9) | 10,9 |
| Flux 2016 | | | | | |
| Ecarts de conversion | | | | | |
| Virements de rubriques et autres | 0,4 | (0,1) | 0,2 | | 0,2 |
| Investissements et autres augmentations | 0,1 | 0,3 | 0,4 | | 0,4 |
| Cessions et réductions diverses | (0,2) | (0,5) | (0,8) | | (0,8) |
| Dotations et reprises | | | | (0,6) | (0,6) |
| 31/12/2016 | 5,4 | 7,2 | 12,7 | (2,5) | 10,2 |
| Flux 2017 | | | | | |
| Ecarts de conversion | | | | | |
| Virements de rubriques et autres | | | | | |
| Investissements et autres augmentations | 0,1 | 0,2 | 0,3 | | 0,3 |
| Cessions et réductions diverses | (0,2) | | (0,2) | | (0,2) |
| Dotations et reprises | | | | (0,5) | (0,5) |
| 31/12/2017 | 5,3 | 7,4 | 12,7 | (3,0) | 9,8 |

3.2.6. ACTIFS D'IMPÔTS NON COURANTS

en millions d'euros

| | 31/12/2016 | 31/12/2017 |
|--------------------------------------|------------|------------|
| Impôts différés actif ⁽¹⁾ | | - |
| Autres impôts long terme | - | - |
| Total impôts non courants | - | - |

(1) voir détail des IDP en note 7.

3.2.7. JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS

en millions d'euros

| | Niveau 1 cours cotés | Niveau 2 données observables | Niveau 3 données non observables | 31/12/2017 |
|--|----------------------------|------------------------------------|---|------------|
| Titres non consolidés | | | 2,2 | 2,2 |
| Autres actifs financiers à la JV par le compte de résultat | | | | |
| Trésorerie | 57,6 | | | 57,6 |
| Equivalents de trésorerie | | | | |
| Instruments financiers actif passif | (0,2) | | | (0,2) |
| | Niveau 1 cours cotés | Niveau 2 données observables | Niveau 3 données non observables | 31/12/2016 |
| Titres non consolidés | | | 2,8 | 2,8 |
| Autres actifs financiers à la JV par le compte de résultat | | | | |
| Trésorerie | 22,9 | | | 22,9 |
| Equivalents de trésorerie | | | | |
| Instruments financiers actif passif | 0,3 | | | 0,3 |

NOTE 4

ACTIF COURANT

4.1 STOCKS

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | | | 31/12/2016 | | |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net |
| Stocks de terminaux | 103,2 | (2,9) | 100,3 | 103,6 | (3,7) | 99,9 |
| Accessoires et autres stocks | 14,2 | (0,6) | 13,7 | 10,8 | (1,5) | 9,3 |
| Total | 117,4 | (3,5) | 114,0 | 114,4 | (5,2) | 109,2 |

en millions d'euros

| DEPRECIATION DE STOCKS | Dotations de l'exercice | | Reprises de l'exercice | |
|------------------------------------|-------------------------|--------------|------------------------|------------|
| | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Stocks de terminaux et accessoires | (2,9) | (3,8) | 4,6 | 2,5 |
| Total | (2,9) | (3,8) | 4,6 | 2,5 |

Par ailleurs, au titre de la sécurisation de ses approvisionnements de terminaux, le Groupe Bouygues Telecom est engagé à hauteur d'un montant de 281,5 ME à fin 2017, contre 408,8 ME à fin 2016.

4.2 AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | | | 31/12/2016 | | |
|--|------------|--------------|------------|-------------|--------------|-------------|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net |
| Total avances et acomptes versés sur commande | 8,5 | | 8,5 | 25,0 | | 25,0 |

4.3 CLIENTS / ACTIFS D'IMPÔTS / AUTRES CRÉANCES COURANTES

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | | | 31/12/2016 | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net |
| <u>Créances clients et comptes rattachés</u> (clients / factures à établir) | 1 157,3 | (213,7) | 943,6 | 981,6 | (218,3) | 763,3 |
| <u>Actifs d'impôts courants</u> (créances fiscales) | | | | 28,9 | | 28,9 |
| <u>Autres créances et comptes de régularisation</u> | 465,8 | (0,3) | 465,5 | 421,5 | (0,8) | 420,7 |
| Total clients, actifs d'impôts, autres créances et comptes de régularisation | 1 623,1 | (214,0) | 1 409,1 | 1 432,0 | (219,1) | 1 212,9 |

4.4 REPARTITION DES CRÉANCES CLIENTS NETTES ENTRE ENCOURS NON ÉCHUS ET ENCOURS ÉCHUS

en millions d'euros

| 31/12/2017 | Encours non échus | Encours échus (retard de paiement) | | | Total |
|---|----------------------|---------------------------------------|-------------|-------------|--------------|
| | | 0 à 6 mois | 6 à 12 mois | > à 12 mois | |
| Créances clients et comptes rattachés (hors FAE) | 552,5 | 100,8 | 150,1 | 125,8 | 929,2 |
| Dépréciations des créances clients et comptes rattachés | | (40,9) | (69,8) | (103,0) | (213,7) |
| Total créances clients et comptes rattachés | 552,5 | 59,9 | 80,3 | 22,8 | 715,5 |

en millions d'euros

| 31/12/2016 | Encours non échus | Encours échus (retard de paiement) | | | Total |
|---|----------------------|---------------------------------------|-------------|-------------|--------------|
| | | 0 à 6 mois | 6 à 12 mois | > à 12 mois | |
| Créances clients et comptes rattachés (hors FAE) | 469,1 | 90,5 | 46,8 | 174,3 | 780,7 |
| Dépréciations des créances clients et comptes rattachés | | (34,4) | (37,9) | (145,9) | (218,2) |
| Total créances clients et comptes rattachés | 469,1 | 56,1 | 8,9 | 28,4 | 562,5 |

Les encours échus non provisionnés correspondent principalement :

- à l'impact de la TVA récupérable,
- aux créances sur l'Etat.

4.5 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

en millions d'euros

| TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 31/12/2017 | | | 31/12/2016 | | |
|--|-------------|--------------|-------------|-------------|------------|-------------|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Provisions | Net |
| Disponibilités | 57,7 | | 57,7 | 23,2 | | 23,2 |
| Placement excédent de trésorerie Bouygues Relais | | | | | | |
| Total | 57,7 | - | 57,7 | 23,2 | - | 23,2 |

en millions d'euros

| REPARTITION PAR DEVISE A FIN 2017 | EUR | USD | GBP | JPY | Autres | TOTAL |
|--|-------------|------------|----------|----------|----------|-------------|
| Disponibilités | 57,2 | 0,3 | | | | 57,5 |
| Placement excédent de trésorerie Bouygues Relais | | | | | | |
| Total | 57,2 | 0,3 | - | - | - | 57,5 |

en millions d'euros

| REPARTITION PAR DEVISE A FIN 2016 | EUR | USD | GBP | JPY | Autres | TOTAL |
|--|-------------|------------|----------|----------|----------|-------------|
| Disponibilités | 22,9 | 0,3 | | | | 23,2 |
| Placement excédent de trésorerie Bouygues Relais | | | | | | |
| Total | 22,9 | 0,3 | - | - | - | 23,2 |

Les disponibilités et équivalents de trésorerie ont une échéance inférieure à 3 mois, ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de financement en flux de trésorerie comprend les éléments suivants au 31 décembre :

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|--------------|--------------|
| Liquidités | 57,7 | 23,2 |
| Placements | | |
| Sous-total trésorerie active | 57,7 | 23,2 |
| Concours bancaires courants et soldes crédoeurs de banque | (0,2) | (0,3) |
| Sous-total trésorerie passive | (0,2) | (0,3) |
| Total | 57,5 | 22,9 |

4.6 AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---|------------|------------|
| Instruments financiers de couverture des dettes financières | 0,6 | 0,2 |
| Autres actifs financiers courants | | 0,8 |
| Total | 0,6 | 1,0 |

NOTE 5**INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES**

Au 31 décembre 2017, le capital social de Bouygues Telecom est constitué de 46 757 769 actions de 15,24 euros de nominal.

5.1 CAPITAL DE BOUYGUES TELECOM

en euros

| | 31/12/2016 | Variations 2017 | | 31/12/2017 |
|------------------------------|--------------------|-----------------|-----------|--------------------|
| | | Augmentation | Réduction | |
| Actions | 46 757 769 | | | 46 757 769 |
| Certificats d'investissement | | | | |
| Nombre de titres | 46 757 769 | - | - | 46 757 769 |
| Nominal | 15,24 | | | 15,24 |
| Capital en euros | 712 588 400 | - | - | 712 588 400 |

5.2 ACTIONNARIAT DE BOUYGUES TELECOM

| Actionnaires | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|----------------|----------------|
| Bouygues SA | 90,17% | 90,17% |
| Société Française de Participation et de Gestion | 0,36% | 0,36% |
| Sous-total groupe Bouygues | 90,53% | 90,53% |
| JC Decaux Holding | 9,47% | 9,47% |
| Total | 100,00% | 100,00% |

5.3 ANALYSE DE LA RUBRIQUE DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros

| | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|--|------------------|------------------|
| Total part du Groupe | (1,6) | (0,9) |
| Autres produits et charges sur intérêts minoritaires | - | - |
| Total part groupe + intérêts minoritaires | (1,6) | (0,9) |

5.3.1 RESERVE DE JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

en millions d'euros

| | 31/12/2016 | Flux 2017 | 31/12/2017 |
|-----------------|------------|-----------|------------|
| Variation brute | 0,8 | (1,5) | (0,7) |

5.3.2 RESERVE D'EGARTS ACTUARIELS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL (IAS 19)

en millions d'euros

| | 31/12/2016 | Flux 2017 | 31/12/2017 |
|-----------------|------------|-----------|------------|
| Variation brute | 0,5 | (0,9) | (0,4) |

NOTE 6**PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES****6.1 PROVISIONS NON COURANTES**

en millions d'euros

| | Avantages au personnel | Litiges, contentieux et réclamations | Risques filiales | Autres provisions non courantes | TOTAL |
|--------------------------------------|------------------------|--------------------------------------|------------------|---------------------------------|--------------|
| | (1) | (2) | (3) | (4) | |
| 31/12/2015 | 49,2 | 52,4 | 0,1 | 156,1 | 257,8 |
| Flux 2016 | | | | | |
| Ecarts de conversion | | | | | |
| Virements de rubriques | 2,3 | | | 9,4 | 11,7 |
| Changements de méthodes et périmètre | | | | | |
| Dotations | 4,9 | 10,2 | | 7,9 | 23,0 |
| Reprises utilisées | | (2,8) | | (15,5) | (18,3) |
| Reprises non utilisées | | (2,3) | | (24,4) | (26,7) |
| 31/12/2016 | 56,4 | 57,5 | 0,1 | 133,5 | 247,5 |
| Flux 2017 | | | | | |
| Ecarts de conversion | | | | | |
| Virements de rubriques | 0,9 | | | 14,2 | 15,1 |
| Changements de méthodes et périmètre | | | | | |
| Changements d'estimation comptables | | | | 27,8 | 27,8 |
| Dotations | 4,8 | 7,9 | | 4,1 | 16,8 |
| Reprises utilisées | (0,3) | (8,1) | | (11,1) | (19,5) |
| Reprises non utilisées | | (4,5) | (0,1) | (10,8) | (15,3) |
| 31/12/2017 | 61,8 | 52,9 | | 157,7 | 272,4 |

(1) **Avantages au personnel :** 61,8
- Indemnités de fin de carrière 47,6
- Médailles du travail 14,2

(2) **Litiges et contentieux :** 52,9
- Réclamations sous-traitants 29,1
- Autres litiges avec le personnel 4,1
- Autres litiges 19,7

(3) **Risques filiales :**
- Provisions pour risques filiales

(4) **Autres provisions non courantes :** 157,7
- Provisions pour démantèlement et remise en état des sites 142,0
- Autres provisions pour risques non courantes 15,7

6.2 PROVISIONS COURANTES

Il s'agit des provisions liées au cycle d'exploitation.

en millions d'euros

| | Provision fidélisation des clients | Autres provisions courantes | Total |
|--------------------------------------|--|-----------------------------------|------------|
| 31/12/2015 | 3,8 | 1,8 | 5,6 |
| Flux 2016 | | | |
| Ecart de conversion | | | |
| Virements de rubriques | | | |
| Changements de méthodes et périmètre | | | |
| Dotations | 4,6 | | 4,6 |
| Reprises utilisées | | (0,2) | (0,2) |
| Reprises non utilisées | | (0,1) | (0,1) |
| 31/12/2016 | 8,4 | 1,5 | 9,9 |
| Flux 2017 | | | |
| Ecart de conversion | | | |
| Virements de rubriques | | | |
| Changements de méthodes et périmètre | | | |
| Dotations | | 0,3 | 0,3 |
| Reprises utilisées | | (0,3) | (0,3) |
| Reprises non utilisées | (3,3) | (1,4) | (4,7) |
| 31/12/2017 | 5,1 | 0,1 | 5,2 |

NOTE 7**ACTIF ET PASSIF D'IMPÔT DIFFERE****7.1 ACTIF / PASSIF D'IMPÔT NON COURANT**

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|----------------------------------|---------------|---------------|
| Impôts différés | (30,9) | (26,7) |
| Autres impôts non courants | | |
| Total impôts non courants | (30,9) | (26,7) |

7.2 PRINCIPALES SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR NATURE

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---|---------------|---------------|
| IDA sur avantages au personnel | 12,3 | 12,3 |
| IDA sur provisions fiscalement non déductibles temporairement | 13,2 | 13,4 |
| Provisions réglementées (a) | (14,0) | (43,6) |
| Déficits fiscaux | 0,3 | 40,1 |
| Autres | (42,7) | (48,9) |
| Total | (30,9) | (26,7) |

(a) La consommation des IDP sur provisions réglementées est liée à l'alignement comptable et fiscal de la durée d'amortissement des fréquences 4G.

7.3 RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF ET PASSIF NETS

en millions d'euros

| Nature des impôts différés | Actif / passif d'impôts différés net au 31/12/2016 | Variation périmètre | Variation change | Mouvements 2017 | | Autres (a) | Actif / passif d'impôts différés net au 31/12/2017 |
|----------------------------|---|------------------------|---------------------|--------------------|---------------|------------|---|
| | | | | produits | charges | | |
| Déficits fiscaux | 40,1 | | | | (39,8) | | 0,3 |
| Différences temporaires | (66,8) | | | 48,9 | (14,1) | 0,8 | (31,2) |
| Total | (26,7) | - | - | 48,9 | (53,9) | 0,8 | (30,9) |

(a) essentiellement impôts différés comptabilisés en capitaux propres (variation de juste valeur sur Instruments financiers / gains et pertes actuariels sur avantages au personnel, ...)

7.4 DÉLAI DE RÉCUPÉRATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS

en millions d'euros

| 31/12/2017 | Moins de 2 ans | 2 à 5 ans | plus de 5 ans | Total |
|------------------------------|-------------------|-----------|---------------------|--------|
| Délai de récupération des ID | (38,0) | (7,3) | 14,4 ^(a) | (30,9) |

(a) principalement impôts différés actif sur avantages au personnel

7.5 IMPÔTS EXIGIBLES ET DIFFÉRÉS COMPTABILISÉS DANS LES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|------------------|------------|------------|
| Impôts exigibles | 0,4 | - |
| Impôts différés | | 0,4 |

NOTE 8

DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES

8.1 RÉPARTITION DES EMPRUNTS "PORTANT INTÉRÊTS" PAR ÉCHÉANCE

en millions d'euros

| Dettes financières | courantes | | | non courantes | | | | | | | Total 12/2017 | Total 2016 |
|---|---------------|----------------|--------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|--|--------------------|---------------|
| | 0 à 3 mois | 3 à 12 mois | Moins d'un an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | 5 à 6 ans | Plus de 6 ans | | | |
| Emprunts obligataires | | | - | | | | | | | | - | - |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit | 18,2 | 18,3 | 36,5 | 36,5 | 459,2 | 36,5 | 34,0 | 8,6 | | | 574,8 | 464,8 |
| Emprunts issus de location-financement | | 0,4 | 0,4 | 0,1 | | | | | | | 0,1 | 0,1 |
| Emprunt Bouygues Relais | | | 0,0 | | | 167,7 | 250,0 | | | | 417,7 | 530,4 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 0,8 | 2,8 | 3,6 ⁽¹⁾ | | | | | | | | 0,0 ⁽²⁾ | 0,0 |
| Total emprunts portant intérêts | 19,0 | 21,5 | 40,5 | 36,6 | 459,2 | 204,2 | 284,0 | 8,6 | 0,0 | | 992,6 | |
| Rappel au 31 décembre 2016 | 18,9 | 20,8 | 39,7 | 34,1 | 59,4 | 595,0 | 264,0 | 34,0 | 8,8 | | | 995,3 |

(1) Montants ne portant pas intérêts (cautions et charges à payer de frais bancaires)

(2) Montants ne portant pas intérêts

en millions d'euros

| Répartition de la dette sur location-financement | Total |
|---|-------|
| Long terme au 31/12/2017 | 0,1 |
| Court terme au 31/12/2017 | 0,4 |
| Long terme au 31/12/2016 | 0,1 |
| Court terme au 31/12/2016 | 1,0 |

8.2 LIGNES DE CRÉDIT CONFIRMÉES, UTILISÉES

en millions d'euros

| Description | Lignes confirmées - Échéances 2017 | | | | Lignes utilisées - Échéances 2017 | | | |
|---|---------------------------------------|----------------|------------------|----------------|--------------------------------------|----------------------|------------------|--------------|
| | moins d'1 an | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total | moins d'1 an | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
| Emprunts obligataires | | | | | | | | |
| Titrisation | | 475,0 | | 475,0 | | 422,7 ^(a) | | 422,7 |
| Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit | | 1 055,0 | | 1 055,0 | | | | |
| Emprunt Bouygues Relais | | 835,0 | | 835,0 | | 417,7 | | 417,7 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | | | | | | |
| Total | | 2 365,0 | 0,0 | 2 365,0 | | 840,4 | 0,0 | 840,4 |

Les crédits bancaires ne comportent aucun *covenant* ou *trigger event*.

(a) Signature en mars 2017 d'une extension du programme de titrisation sur les créances « Etalement de paiement »

8.3 RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE SELON NATURE DE TAUX

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

| | 2017 | 2016 |
|------------------------|------|------|
| Dettes à taux fixé (1) | 100% | 84% |
| Dettes à taux variable | | 16% |

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an ou ne portant pas intérêt.

en millions d'euros

| | Dettes à taux variable | Dettes à taux fixé |
|---------------------------------------|------------------------|--|
| Bouygues Relais (partie non couverte) | | Bouygues Relais (partie couverte) 417,7 Titrisation (partie couverte) 0,0 Dépôts de garantie reçus 2,8 |
| Titrisation (partie non couverte) | | Interets courus 0,0 Frais bancaires 0,8 |
| | | Emprunt Santander & BPI 611,3 Dette sur location-financement 0,5 |
| Total | 0,0 | 1 033,2 |

8.4 RISQUE DE TAUX

Au 31 décembre 2017, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

en millions d'euros

| | Taux variable | Taux fixe | Total |
|---|---------------|-----------|---------|
| Passifs financiers (dettes financières) | | 1 033,2 | 1 033,2 |
| Actifs financiers (trésorerie nette) | | | |
| Position nette avant gestion | 0,0 | 1 033,2 | 1 033,2 |
| Couverture de taux (1) | - | - | - |
| Position nette après gestion | 0,0 | 1 033,2 | 1 033,2 |
| Correctif lié à la cyclicité de certaines activités | | | |
| Position nette après gestion et correctif | 0,0 | | |

(1) Chez Bouygues Telecom, les couvertures en place concernent une dette future.

8.5 RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE PAR DEVISE

en millions

| | Euro |
|---------------------------|-------|
| Long terme au 31/12/2017 | 992,6 |
| Court terme au 31/12/2017 | 40,5 |
| Long terme au 31/12/2016 | 995,3 |
| Court terme au 31/12/2016 | 39,7 |

9.1 VARIATIONS DE L'ENDETTEMENT NET

en millions d'euros

| | 31/12/2016 | Flux de trésorerie | Changement de périmètre | Ecart de conversion | Variations des justes valeurs | Autres impacts | 31/12/2017 |
|--|------------------|----------------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------------|----------------|----------------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 23,2 | 34,5 | | | | | 57,7 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | (0,3) | 0,1 | | | | | (0,2) |
| Trésorerie nette | 22,9 | 34,6 ^(a) | | | | | 57,5 ^(a) |
| Dettes financières non courantes | (995,3) | 2,7 ^(b) | | | | | (992,6) |
| Dettes financières courantes | (39,7) | (0,8) ^(b) | | | | | (40,5) |
| Instruments financiers nets | 0,3 | (0,5) ^(b) | | | | | (0,2) |
| Endettement brut | (1 034,7) | 1,4 ^(b) | | | | | (1 033,3) |
| Endettement net | (1 011,8) | 36,0 | | | | | (975,8) |

(a) Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie 2017 (flux nets + flux non monétaires)

(b) Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

9.2 PRINCIPALES OPÉRATIONS DE LA PÉRIODE

en millions d'euros

| | |
|--|-----------|
| • Endettement net au 31 décembre 2016 | (1 011,8) |
| • Trésorerie provenant de la capacité d'autofinancement | 1 047,9 |
| • Décassements d'impôts | (147,8) |
| • Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité | (17,4) |
| • Trésorerie affectée aux investissements | (839,1) |
| • Coût de l'endettement financier net | (7,8) |
| • Dividendes versés aux actionnaires de la société mère | |
| • Effet de périmètre et autres | |
| • Endettement net au 31 décembre 2017 | (975,8) |

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---|----------------|----------------|
| <u>Avances et acomptes reçus</u> | 4,0 | 4,7 |
| <u>Dettes financières courantes</u> (1) | 40,5 | 39,7 |
| <u>Impôts courants</u> | 0,9 | 0,0 |
| <u>Fournisseurs et comptes rattachés</u> (fournisseurs / effets à payer) | 1 301,0 | 1 139,2 |
| <u>Provisions courantes</u> (2) | 5,2 | 9,9 |
| <u>Autres passifs courants, comptes de régularisations et assimilés</u> | | |
| Autres dettes opérationnelles (personnel / organismes sociaux / Etat) | 310,4 | 280,2 |
| Produits différés (3) | 119,6 | 93,2 |
| Ecarts de conversion passifs | | |
| Dettes sur Immobilisations corporelles et incorporelles (4) | 505,8 | 514,2 |
| Autres dettes non financières | 167,3 | 167,5 |
| <u>Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque</u> | 0,2 | 0,3 |
| <u>Instruments financiers</u> (couverture de dettes financières en juste valeur) | 0,5 | |
| <u>Autres passifs financiers courants</u> | 1,3 | 0,2 |
| Total | 2 456,7 | 2 249,1 |

(1) voir analyse en notes 8 et 9

(2) voir analyse en note 6.2

(3) constitués essentiellement des forfaits et réserves non consommés et des cartes non activées

(4) dont fréquences bande 700 MHz 116,8 M€

NOTE 11

CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

11.1. ANALYSE PAR RUBRIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 | % Variation |
|------------------------------------|---------|---------|-------------|
| Ventes de terminaux et accessoires | 533,9 | 539,5 | (1,0%) |
| Prestations de services | 4 551,9 | 4 221,7 | 7,8% |
| Chiffre d'affaires | 5 085,8 | 4 761,2 | 6,8% |
| Redevances | | | - |
| Autres produits de l'activité | | | - |
| Autres produits de l'activité | 0,0 | 0,0 | - |
| Total | 5 085,8 | 4 761,2 | 6,8% |

L'ensemble des rémunérations versées aux distributeurs est comptabilisé dans la rubrique "charges externes".

11.2. ANALYSE PAR ACTIVITE DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

en millions d'euros

| Activité | 2017 | | | | 2016 | | | |
|------------------------------|---------|---------------|---------|----------------|---------|---------------|---------|----------------|
| | France | International | Total | % du C.A Total | France | International | Total | % du C.A Total |
| Telecoms | 5 085,8 | | 5 085,8 | 100% | 4 761,2 | | 4 761,2 | 100% |
| Chiffre d'affaires consolidé | 5 085,8 | - | 5 085,8 | 100% | 4 761,2 | - | 4 761,2 | 100% |

11.3. ANALYSE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

en millions d'euros

| Chiffre d'affaires | 2017 | | 2016 | |
|---------------------------------|---------|----------|---------|----------|
| | Montant | % du C.A | Montant | % du C.A |
| Analyse par zone géographique : | | | | |
| France | 5 085,8 | 100,0% | 4 761,2 | 100,0% |
| Europe de l'Ouest | | | | |
| Europe de l'Est | | | | |
| Afrique | | | | |
| Moyen Orient | | | | |
| Etats-Unis / Canada | | | | |
| Amérique Centrale et Sud | | | | |
| Asie / Pacifique | | | | |
| Total | 5 085,8 | 100,0% | 4 761,2 | 100,0% |

11.4. RÉPARTITION SELON LES TYPES DE MARCHÉS EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL (EN %)

| | 2017 | | | 2016 | | |
|---------------------|--------|---------------|-------|--------|---------------|-------|
| | France | International | Total | France | International | Total |
| Marchés publics (1) | 1,8% | - | 1,8% | 1,8% | - | 1,8% |
| Marchés privés | 98,2% | - | 98,2% | 98,2% | - | 98,2% |

(1) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'Etat et aux collectivités locales.

NOTE 12**RESULTAT OPERATIONNEL ET EBITDA****12.1 RESULTAT OPERATIONNEL**

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|---|--------------|--------------|
| Résultat opérationnel courant | 328,5 | 149,4 |
| Autres produits opérationnels ⁽¹⁾ | 233,5 | 112,9 |
| Autres charges opérationnelles ⁽¹⁾ | (92,0) | (92,7) |
| Résultat opérationnel ⁽²⁾ | 470,0 | 169,6 |

(1) 2016 et 2017, concerne principalement des charges pour le déploiement du partage de réseau avec Altice, et à des produits liés à la cession de sites à Cellnex

(2) dont charge de loyers 187,1 millions d'euros y compris des charges liées à des contrats de prestation, à des contrats de courte durée et à des contrats portant sur des biens de faible valeur à neuf.

12.2 EBITDA

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|---|----------------|--------------|
| Résultat opérationnel courant | 328,5 | 149,4 |
| Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations : | | |
| - Dotations nettes aux amortissements | 841,0 | 781,2 |
| - Dotations nettes aux provisions et dépréciations | 13,0 | 1,2 |
| Retraitement des autres produits d'exploitation : | | |
| - Reprises de provisions non utilisées | (20,6) | (15,7) |
| EBITDA | 1 161,9 | 916,1 |

13.1 ANALYSE DU COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|---|--------------|--------------|
| Charges financières | (7,8) | (8,7) |
| Dont | | |
| - Impacts négatifs des instruments financiers | (0,5) | (0,3) |
| - Charges d'intérêt liées à la trésorerie | (0,1) | (0,3) |
| - Charges d'intérêt sur endettement | (7,2) | (8,1) |
| Produits financiers | 0,2 | 0,3 |
| Dont | | |
| - Produits d'intérêts sur trésorerie et équivalents de trésorerie | 0,2 | 0,3 |
| Total coût de l'endettement financier net | (7,6) | (8,4) |

Les gains et pertes de change ne sont pas inclus dans les charges financières nettes, mais en résultat opérationnel.

13.2 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|---|--------------|--------------|
| Dividendes sur titres non consolidés | | |
| Dotations financières nettes | (2,6) | (2,5) |
| Charges d'actualisation nettes | | |
| Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers | | |
| Commissions d'engagements ou de montages de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement, commissions d'engagement ou de montage, pré-loyer immobilier et divers | (6,3) | (6,1) |
| Valeur nette comptable des titres non consolidés | (0,2) | (0,2) |
| Prix de cession des titres non consolidés | | |
| Total | (9,1) | (8,7) |

14.1 DÉCOMPOSITION DE LA CHARGE NETTE D'IMPÔTS

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|--|----------------|-----------------------|
| | France | France |
| . Impositions exigibles par les administrations fiscales | (188,0) | (6,3) |
| . Impositions différées passif | (5,1) | (54,1) ^(a) |
| . Impositions différées actif | | |
| . Impôts sur distributions | | |
| Total | (193,1) | (60,4) |

(a) La charge 2016 est principalement liée pour 37,1 M€ au changement de traitement fiscal des dotations pour accélération d'amortissement enregistrées dans le cadre de l'accord de mutualisation du réseau.

14.2 RAPPROCHEMENT ENTRE TAUX D'IMPÔT THÉORIQUE ET RÉEL AU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France, et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|--|-----------------|-----------------|
| Résultat net | 260,2 | 92,2 |
| Neutralisation : | | |
| Charge d'impôt | 193,1 | 60,4 |
| Résultat des activités abandonnées | | |
| Résultat des entités associées | - | (0,1) |
| Résultat des activités intégrées poursuivies avant impôts | 453,3 | 152,5 |
| Taux d'imposition théorique en France | 34,43% | 34,43% |
| Charge d'impôt théorique | (156,1) | (52,5) |
| Variation de taux | (5,8) | (6,9) |
| Contribution exceptionnelle additionnelle de 2017 | (33,3) | |
| Création / utilisation de reports fiscaux déficitaires | | |
| Effets des différences permanentes | (1,4) | (4,4) |
| Crédits d'impôts | 3,5 | 3,4 |
| Impôt effectif | (193,1) | (60,4) |
| Taux effectif d'imposition | (42,59%) | (39,61%) |

NOTE 15**RESULTAT NET ET RESULTAT DILUE PAR ACTION**

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2017, soit 46 757 769 actions.

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|---|------------|------------|
| Résultat net des activités poursuivies part du Groupe | 260,2 | 92,2 |
| Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation | 46 757 769 | 46 757 769 |
| Résultat en euros par action | 5,56 | 1,97 |

NOTE 16**INSTRUMENTS FINANCIERS**

A titre indicatif, les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2017, de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

16.1 SOCIÉTÉS INTÉGRÉES**16.1.1 COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX****Analyse par échéance**

en millions d'euros

| Date de l'échéance | En-cours au 31/12/2017 | | | Total | Total encours 31/12/2016 |
|-------------------------------|------------------------|-------------|---------|---------|-----------------------------|
| | 2018 | 2019 à 2022 | Au-delà | | |
| Swaps de taux | | | | | |
| Sur actifs financiers | 250,0 | 800,0 | | 1 050,0 | 650,0 |
| Sur passifs financiers | | | | | |
| Future Rate Agreements | | | | | |
| Sur actifs financiers | | | | | |
| Sur passifs financiers | | | | | |
| Caps / Floors | | | | | |
| Sur actifs financiers | | | | | |
| Sur passifs financiers | | | | | |

16.1.2 COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE**Analyse par devise**

en millions d'euros

| Devise | 31/12/2017 (contre-valeur présentée en millions d'euros) | | | | | Total | Total 31/12/2016 |
|---------------------------------|---|-----|-----|-----|--------|-------|---------------------|
| | USD | GBP | CHF | HKD | Autres | | |
| Achats et ventes à terme | | | | | | | |
| - Achats à terme | 33,0 | | | | | 33,0 | 22,3 |
| - Ventes à terme | | | | | | | |
| Swaps de devises | | | | | | | |
| Options de change | | | | | | | |

16.2 VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Au 31 décembre 2017, la valeur de marché (Net Present Value : NPV) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de -1,0 millions d'euros. Ce montant est composé d'instruments de couverture de taux (swap) et d'achats de devises à terme destinés à couvrir la dette de Bouygues Telecom.

Les instruments financiers s'inscrivant dans le cadre d'une couverture de change ont été mis en place en décembre 2017.

En cas de translation de la courbe des taux de plus de 1% (et respectivement de moins de 1%), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture de taux (hors icne) s'apprécierait de 17,1 millions d'euros pour s'établir à 18,9 millions d'euros (et respectivement (19,6) millions d'euros pour s'établir à (17,8) millions d'euros).

17.1 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | Échéances | | | 31/12/2016 |
|--|------------|----------------|--------------|---------------|------------|
| | | A moins d'1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Nantissement, hypothèques et sûretés réelles | | | | | |
| Avals, cautions et garanties données | | | | | |
| Total donnés | - | | | | - |
| Avals, cautions et garanties reçus | | | | | |
| Total reçus | - | | | | - |
| Solde net | - | | | | - |

A noter que les cautions de banque en faveur de tiers ne sont plus considérés comme des engagements hors bilan à compter de l'exercice 2010.

17.2 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS

La présentation des engagements ci-après n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | Échéances | | | 31/12/2016 |
|---|----------------|----------------|--------------|---------------|----------------|
| | | A moins d'1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Réseau | 1 687,1 | 191,5 | 705,9 | 789,7 | 987,3 |
| Autres | 177,6 | 177,3 | 0,3 | | 293,5 |
| Obligations contractuelles données | 1 864,7 | 368,8 | 706,2 | 789,7 | 1 280,8 |
| Réseau | 1 687,1 | 191,5 | 705,9 | 789,7 | 987,3 |
| Autres | 177,6 | 177,3 | 0,3 | | 293,5 |
| Obligations contractuelles reçues | 1 864,7 | 368,8 | 706,2 | 789,7 | 1 280,8 |
| Solde net | | | | | |

Les engagements contractuels donnés (1864,7 millions d'euros) sont en hausse de 583,9 millions d'euros principalement sur les contrats de prestations de services suite notamment aux cessions à Cellnex intervenues en 2017.

17.3. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

en millions d'euros

| | 31/12/2017 | Échéances | | | 31/12/2016 |
|-----------------|------------|----------------|--------------|---------------|------------|
| | | A moins d'1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Location simple | 829,1 (1) | 108,8 | 372,6 | 347,7 | 829,9 |

(1) Le montant de l'engagement relatif aux loyers futurs des sites à fin 2017 tient compte d'une inflation (augmentation prévisionnelle des loyers), et d'un taux d'actualisation de 1,51035% (Iboxx € Corporate A10+).

17.4. ENGAGEMENTS SUR CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT (déjà comptabilisés au bilan)

en millions d'euros

| Synthèse des paiements minimaux futurs | A moins d'1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|--|----------------|--------------|---------------|-------|
| Contrats de location-financement | 0,4 | 0,1 | | 0,5 |
| Rappel 31/12/2016 | 1,0 | 0,1 | | 1,1 |

en millions d'euros

| Valeur actualisée des paiements minimaux | A moins d'1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|---|----------------|--------------|---------------|-------|
| Montant des paiements minimaux | 0,4 | 0,1 | | 0,5 |
| Montant représentant les charges de financement | | | | |
| Valeur actualisée des paiements minimaux | 0,4 | 0,1 | | 0,5 |
| Rappel 31/12/2016 | 1,0 | 0,1 | | 1,1 |

17.5 AUTRES ENGAGEMENTS

| Engagements donnés | |
|---|--|
| Autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz et dans la bande 700 MHz | Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800 MHz et 700 MHz attribuées à Bouygues Telecom pour une durée de 20 ans (en 2012 pour la bande 800 MHz et en 2015 pour la bande 700 MHz) comportent une obligation d'accueillir des MVNO, une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (98% à 12 ans et 99,8% à 15 ans). Les obligations de couverture portent notamment sur une zone de déploiement prioritaire définie par l'ARCEP, qui devra être couverte simultanément par les fréquences 700 et les fréquences 800 (97,7% à 15 ans), ainsi qu'une obligation de couverture dans chaque département (90% à 12 ans et 95% à 15 ans). L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 700 MHz introduit une obligation nouvelle visant à couvrir (90% à 15 ans) les trains du quotidien. |
| Autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz | L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz attribuée à Bouygues Telecom pour une durée de 20 ans en 2011 comporte une obligation d'accueillir des MVNO ainsi qu'une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (25% à 4 ans, 60% à 8 ans et 75% à 12 ans). Cette obligation de couverture peut être remplie par toutes autres fréquences dont est titulaire Bouygues Telecom. Aujourd'hui en l'occurrence cette obligation est remplie pour l'essentiel au moyen des fréquences 1800 MHz de Bouygues Telecom réallouées à la 4G. |
| Autorisation de réutilisation des fréquences de la bande 1 800 MHz et 2100 MHz pour des technologies autres que le GSM et l'UMTS | Le 4 avril 2013, la décision n° 2013-0514 de l'ARCEP inscrit dans la licence de Bouygues Telecom la possibilité de réutiliser la bande 1800 MHz pour des technologies autres que le GSM, et notamment pour respecter les obligations de couverture 4G. Le 13 juin 2017, la décision n° 2017-0734 de l'ARCEP inscrit dans la licence de Bouygues Telecom la possibilité de réutiliser la bande 2100 MHz pour des technologies autres que l'UMTS, et notamment pour respecter les obligations de couverture 4G. Le 1er octobre 2013, Bouygues Telecom a ouvert son réseau national 4G : au 31 décembre 2017, 95% de la population était couverte en 4G 2600, 1800 ou 800 MHz. |
| Autorisation d'émettre en 900 MHz et 1 800 MHz | L'autorisation d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 et 1 800 MHz, renouvelée le 9 décembre 2009 pour une durée de 15 ans, impose à Bouygues Telecom une obligation de couverture de 99% de la population au 31 décembre 2010. Bouygues Telecom respecte cette obligation de couverture. Celle-ci inclut notamment la couverture des zones blanches, ainsi que celle des axes routiers principaux de chaque département. |
| Zones blanches | <p>La loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques prévoit une extension du programme zones blanches initié en 2004 à de nouvelles communes ne bénéficiant à ce jour d'aucune couverture sur leur centre-bourg et la résorption des zones blanches résiduelles identifiées par les lois de 2004 et 2008. D'autre part, la loi crée un nouveau dispositif ayant pour objectif de couvrir des zones d'activité économique, des zones touristiques ou des équipements publics ayant un intérêt économique et qui ne sont accessibles par aucun réseau aujourd'hui. Pour ces deux dispositifs, les collectivités territoriales mettent à disposition des opérateurs les points hauts supports d'antennes.</p> <p>Un contrat signé par les quatre opérateurs de réseaux mobiles en février 2016 prévoit la participation équitable de ces derniers à la résorption des zones blanches résiduelles et à l'extension du programme Initial. Lors du troisième Comité interministériel aux ruralités de 2016 les opérateurs mobile se sont engagés à étendre à 1300 sites le dispositif de zones prioritaires précédemment défini. Une nouvelle convention a été signée en février 2017.</p> <p>L'avancement au 31 décembre 2017 de Bouygues Telecom pour la part lui incombant était conforme aux délais fixés par la loi et aux objectifs de calendrier rappelés par l'ARCEP.</p> |

17.6 ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

| | |
|-------------------------|--|
| Garantie reçue : | Lors de la cession de la société Darty Telecom le 2 mai 2012, les Etablissements Darty et fils ont consenti à Bouygues Telecom une garantie d'actif et de passif. Cette garantie est plafonnée et pourra être mise en jeu pendant 18 mois à compter de la date de cession, sauf exceptions tenant à des délais légaux de prescription. |
|-------------------------|--|

NOTE 18**EFFECTIF MOYEN**

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---------------------------------------|--------------|--------------|
| Effectifs France : | | |
| - Cadres | 3 341 | 3 228 |
| - Agents de maîtrise et employés | 4 024 | 4 225 |
| Sous-total effectifs France | 7 365 | 7 453 |
| Contrats expatriés et contrats locaux | | |
| Total effectif | 7 365 | 7 453 |

19.1 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

en millions d'euros

| | 31/12/2016 | Flux 2016 | 31/12/2017 |
|-------------------------------------|------------|-----------|------------|
| Indemnités de fin de carrière (IFC) | 42,7 | 4,9 | 47,6 |
| Médailles du travail | 13,6 | 0,6 | 14,2 |
| Total | 56,3 | 5,5 | 61,8 |

Ces engagements font l'objet de provisions, enregistrées en passif non courant.

19.2 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL - ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI) HORS MEDAILLES DU TRAVAIL

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les engagements en matière de retraite.

19.2.1 REGIMES A COTISATIONS DEFINIES

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|-----------------------------------|---------|---------|
| Montants comptabilisés en charges | (168,6) | (158,4) |

Les cotisations définies présentées ci-dessus comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles ;
- aux caisses de retraites ;
- aux caisses d'assurance chômage.

19.2.2 REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES**19.2.2.1 Montants comptabilisés au bilan**

en millions d'euros

| | Indemnités fin de carrière | |
|---|----------------------------|-------------|
| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
| Valeur actualisée des obligations | 47,6 | 42,7 |
| Juste valeur des actifs du régime | | |
| Passif net comptabilisé en provision | 47,6 | 42,7 |

19.2.2.2 Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

en millions d'euros

| | Indemnités fin de carrière | |
|---|----------------------------|-------------|
| | 2017 | 2016 |
| Ouverture | 42,7 | 36,8 |
| Coûts des services rendus | 3,3 | 2,9 |
| Charges d'intérêts | 0,7 | 0,8 |
| Impact au compte de résultat | 4,0 | 3,7 |
| Dont reprises utilisées (*) | (0,3) | |
| Variations de périmètre et change | | |
| Ecart actuariel comptabilisé dans la capitaux propres | 0,9 | 2,3 |
| Virements de rubriques et autres | | |
| Cloûture | 47,6 | 42,7 |

(*) la charge correspondant aux reprises utilisées est comptabilisée en charges de personnel au compte de résultat

19.2.2.3 Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

| | 2017 | 2016 |
|-----------------------------------|--------|--------|
| Taux d'actualisation (iboxx A10+) | 1,50% | 1,71% |
| Table de survie | INSEE | INSEE |
| Age de départ en retraite | 65 ans | 65 ans |
| Augmentation future des salaires | 2,00% | 2,00% |

20.1 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

en millions d'euros

| | Charges | | Produits | | Créances | | Dettes | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------|------------|-------------|-------------|
| | Exercice 2017 | Exercice 2016 | Exercice 2017 | Exercice 2016 | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Bouygues SA (1) SFPG JC Decaux BNP Paribas Société Centrale d'Investissements Société Béarnaise de Participations Alstom | (13,4) | (12,3) | 0,1 | 0,1 | | 0,1 | 4,3 | 4,5 |
| Parties liées en amont | (13,4) | (12,3) | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 4,3 | 4,5 |
| Buyster France Pylônes Services Telefonica Global Solutions France | (2,1) | (1,9) | | | | | | |
| Entités associées | (2,1) | (1,9) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Bouygues Construction Bouygues Immobilier | (12,0) | (57,9) | 9,9 | 9,7 | 1,3 | 1,7 | 16,5 | 10,6 |
| Airby | (0,1) | (0,2) | 0,9 | 1,7 | 0,2 | 0,4 | | |
| C2S | (4,9) | (5,5) | 0,4 | 0,4 | 0,1 | 1,1 | 0,3 | 1,6 |
| Colas | (0,7) | | 11,1 | 10,7 | 1,3 | 1,3 | | |
| GIE 32 Hoche | (0,1) | | | | | | | |
| TF1 | (46,0) | (41,3) | 3,1 | 2,8 | 0,6 | 2,2 | 8,3 | 12,1 |
| Autres parties liées | (63,8) | (104,9) | 25,4 | 25,3 | 3,5 | 6,7 | 25,1 | 24,3 |
| Total | (79,3) | (119,1) | 25,5 | 25,4 | 3,5 | 6,8 | 29,4 | 28,8 |
| Échéances à moins d'1 an | | | | | 3,5 | 6,8 | 29,4 | 28,8 |
| Échéances de 1 an à 5 ans | | | | | | | | |
| Échéances plus de 5 ans | | | | | | | | |

(1) Bouygues est la société mère du groupe dont fait partie Bouygues Telecom.

20.2 INFORMATIONS SUR LES REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les rémunérations directes s'élèvent à 7 828 674 euros (incluant rémunération de base et rémunération variable payée en 2017 et liée aux performances), ainsi que 17 708 euros de jetons de présence.

Les jetons de présence alloués aux administrateurs et aux censeurs non dirigeants sont de 118 333 euros.

. Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale du groupe Bouygues bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances

La contribution versée en 2017 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevé à 440 149 euros.

. Indemnités de fin de contrat : concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 2 054 065 euros.

. Paiement en actions : le nombre de titres Bouygues attribués le 1er juin 2017 (*stock-options*) est de 150 000 au prix d'exercice de 37,99€.

NOTE 21**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE****21.1. DETERMINATION DU CASH-FLOW LIBRE**

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|--|----------------|----------------|
| Capacité d'autofinancement | 1 047,9 | 873,8 |
| Coût de l'endettement financier net | (7,6) | (8,4) |
| Impôt | (193,1) | (60,4) |
| CAF après coût de l'endettement et impôts | 847,2 | 805,0 |
| Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles | (1 208,3) | (991,8) |
| Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles (1) | 377,9 | 190,3 |
| Investissements d'exploitation nets | (830,4) | (801,5) |
| Cash Flow Libre | 16,8 | 3,5 |

(1) dont cession de sites à Cellnex

21.2. DETERMINATION DE LA VARIATION EN BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE

en millions d'euros

| | 2017 | 2016 |
|---|----------------|----------------|
| ACTIF | | |
| Stocks | (4,8) | 6,5 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 16,5 | (5,6) |
| Clients et comptes rattachés | (180,3) | (39,2) |
| Autres créances courantes et actifs financiers courants | (61,6) | (66,9) |
| S/total ACTIF (1) | (230,2) | (105,2) |
| PASSIF | | |
| Avances et acomptes reçues sur commandes | (0,7) | 0,7 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 161,8 | 161,1 |
| Provisions courantes | (4,7) | 4,3 |
| Autres dettes courantes et passifs financiers courants | 56,4 | (28,8) |
| S/total PASSIF (2) | 212,8 | 137,3 |
| Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité | (17,4) | 32,1 |

(1) Actif = Diminution (Augmentation)

(2) Passif = (Diminution) Augmentation

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Telecom et sociétés faisant l'objet d'une intégration globale, figurant au compte de résultat consolidé au 31 décembre 2017.

en millions d'euros

| Missions | Réseau Mazars | | Réseau Ernst & Young | | Autres Réseaux | | Total Charges | |
|---|-----------------|-----------------|----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------|---------------|
| | Exercice 2017 | Exercice 2016 | Exercice 2017 | Exercice 2016 | Exercice 2017 | Exercice 2016 | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
| Audit | | | | | | | | |
| Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés | 0,3 87% | 0,3 95% | 0,4 90% | 0,5 98% | 0,0 100% | 0,0 100% | 0,7 | 0,8 |
| Missions accessoires | 0,1 13% | 0,0 5% | 0,0 10% | 0,0 2% | | | 0,1 | 0,0 |
| Sous-total | 0,4 100% | 0,3 100% | 0,4 100% | 0,5 100% | 0,0 100% | 0,0 100% | 0,8 | 0,8 |
| Autres prestations | | | | | | | | |
| Juridique, fiscal, social | | | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | | | |
| Total | 0,4 100% | 0,3 100% | 0,4 100% | 0,5 100% | 0,0 100% | 0,0 100% | 0,8 | 0,8 |

NOTE 23**IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DES NORMES IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers »**

La norme IFRS 15 sera appliquée par Bouygues Telecom au 1er janvier 2018, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif.

Les principaux impacts de l'application de la norme IFRS 15 sont les suivants :

- L'identification de deux obligations de performance sur les offres Entreprises et Grand Public du fait des offres combinant abonnement et acquisition subventionnée d'un terminal qu'il convient de séparer. Avec IFRS 15, la répartition du chiffre d'affaires entre le terminal vendu et la prestation de service, ainsi que le rythme de reconnaissance sont modifiés. La comptabilisation du chiffre d'affaires sur la vente des terminaux se traduit par la reconnaissance d'un actif sur contrat au bilan pour la différence entre le prix payé par le client lors de la souscription et le prix de la transaction retenu. Cet actif sur contrat sera repris sur la durée de vie moyenne du contrat.
- On peut citer également certains coûts d'obtention et d'exécution des contrats actuellement comptabilisés en charges de période ou immobilisés, qui, en application d'IFRS 15, sont activés au bilan à la conclusion des contrats pour passer en charges d'exploitation sur la durée de vie moyenne de ces derniers.
- Ces différents retraitements se traduisent par une augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2016 de 165 millions d'euros, nets d'impôts différés.

Les dispositions de la norme IFRS 9 sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers n'ont pas d'impacts.

Les effets de la norme IFRS 15 sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Les périodes intermédiaires sont non auditées par les commissaires aux comptes.

Postes du bilan au 31 décembre 2016 impactés par la norme IFRS 15**BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)**

| ACTIF | 31/12/2016 Net | IFRS15 | 31/12/2016 Retraité |
|--|---------------------------|---------------|--------------------------------|
| Immobilisations corporelles | 3 119 | (154) | 2 965 |
| ACTIF NON COURANT | 4 877 | (154) | 4 723 |
| Stocks / programmes / droits de diffusion | 109 | | 109 |
| IFRS 15 : Contrats conclus avec des tiers | | 311 | 311 |
| Clients et comptes rattachés | 763 | 229 | 992 |
| ACTIF COURANT | 1 371 | 540 | 1 911 |
| TOTAL ACTIF | 6 369 | 386 | 6 755 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 31/12/2016 Net | IFRS15 | 31/12/2016 Retraité |
| Primes et réserves | 2 046 | 165 | 2 211 |
| CAPITAUX PROPRES | 2 851 | 165 | 3 016 |
| Impôts différés passif et dettes fiscales non courants | 27 | 118 | 145 |
| PASSIF NON COURANT | 1 269 | 118 | 1 387 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 139 | 70 | 1 209 |
| Provisions courantes | 10 | (8) | 2 |
| Autres passifs courants | 1 055 | 41 | 1 096 |
| PASSIF COURANT | 2 249 | 103 | 2 352 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 6 369 | 386 | 6 755 |

Postes des états financiers au 31 mars 2017 impactés par la norme IFRS 15

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| ACTIF | 31/03/2017 Net | IFRS15 | 31/03/2017 Retraité |
|--|---------------------------|---------------|--------------------------------|
| Immobilisations corporelles | 3 234 | (159) | 3 075 |
| ACTIF NON COURANT | 4 978 | (159) | 4 819 |
| IFRS 15 : Contrats conclus avec des tiers | | 318 | 318 |
| Clients et comptes rattachés | 802 | 228 | 1 030 |
| ACTIF COURANT | 1 474 | 546 | 2 020 |
| TOTAL ACTIF | 6 578 | 387 | 6 966 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 31/03/2017 Net | IFRS15 | 31/03/2017 Retraité |
| Primes et réserves | 2 139 | 165 | 2 304 |
| Résultat consolidé | 20 | (5) | 15 |
| CAPITAUX PROPRES | 2 872 | 160 | 3 032 |
| Impôts différés passif et dettes fiscales non courants | 31 | 113 | 144 |
| PASSIF NON COURANT | 1 410 | 113 | 1 523 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 118 | 79 | 1 197 |
| Provisions courantes | 10 | (8) | 2 |
| Autres passifs courants | 1 120 | 43 | 1 163 |
| PASSIF COURANT | 2 291 | 114 | 2 405 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 6 578 | 387 | 6 966 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| | 03/2017 Publié | IFRS15 | 03/2017 Retraité |
|--|-------------------|-------------|---------------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 1 222 | (12) | 1 210 |
| Charges externes | (551) | (12) | (563) |
| Dotations nettes aux amortissements | (188) | 15 | (173) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 41 | (9) | 32 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 34 | (9) | 25 |
| COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | (2) | (2) | (2) |
| Charge d'impôt | (10) | 4 | (6) |
| RÉSULTAT NET | 29 | (5) | 15 |
| EBITDA | 245 | (24) | 219 |

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (en millions d'euros)

| | 03/2017 Publié | IFRS15 | 03/2017 Retraité |
|--|-------------------|-------------|---------------------|
| I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | | | |
| A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | | | |
| Résultat net des activités poursuivies | 20 | (5) | 15 |
| Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes | 206 | (15) | 191 |
| Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt | 209 | (20) | 189 |
| Charge d'impôts de l'exercice | 10 | (4) | 6 |
| Capacité d'autofinancement | 221 | (24) | 197 |
| Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité | (94) | 5 | (89) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | 127 | (19) | 108 |
| B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles | (309) | 19 | (290) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | (256) | 19 | (237) |
| C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | 131 | | 131 |
| D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES | | | |
| VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D) | 2 | | 2 |
| Trésorerie nette à l'ouverture | 23 | | 23 |
| Trésorerie nette de clôture | 25 | | 25 |
| TOTAL CASH FLOW LIBRE | (73) | (1) | (74) |

Postes des états financiers au 30 juin 2017 Impactés par la norme IFRS 15

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| ACTIF | 30/06/2017 Net | IFRS15 | 30/06/2017 Retraité |
|--|---------------------------|---------------|--------------------------------|
| Immobilisations corporelles | 3 316 | (163) | 3 153 |
| ACTIF NON COURANT | 5 047 | (163) | 4 884 |
| IFRS 15 : Contrats conclus avec des tiers | | 320 | 320 |
| Clients et comptes rattachés | 775 | 219 | 994 |
| ACTIF COURANT | 1 384 | 539 | 1 923 |
| TOTAL ACTIF | 6 521 | 376 | 6 897 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 30/06/2017 Net | IFRS15 | 30/06/2017 Retraité |
| Primes et réserves | 2 138 | 165 | 2 303 |
| Résultat consolidé | 134 | (15) | 119 |
| CAPITAUX PROPRES | 2 985 | 150 | 3 135 |
| Impôts différés passif et dettes fiscales non courants | 62 | 106 | 168 |
| PASSIF NON COURANT | 1 289 | 106 | 1 395 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 136 | 85 | 1 221 |
| Provisions courantes | 9 | (8) | 1 |
| Autres passifs courants | 1 048 | 43 | 1 091 |
| PASSIF COURANT | 2 247 | 120 | 2 367 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 6 521 | 376 | 6 897 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| | 06/2017 Publié | IFRS15 | 06/2017 Retraité |
|--|-------------------|-------------|---------------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 2 434 | (28) | 2 406 |
| Charges externes | (1 101) | (29) | (1 130) |
| Dotations nettes aux amortissements | (385) | 30 | (355) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 162 | (27) | 135 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 210 | (27) | 183 |
| COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | (3) | (3) | (3) |
| Charge d'impôt | (69) | 12 | (57) |
| RÉSULTAT NET | 134 | (15) | 119 |
| EBITDA | 547 | (57) | 490 |

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (en millions d'euros)

| | 06/2017 Publié | IFRS15 | 06/2017 Retraité |
|--|-------------------|-------------|---------------------|
| I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | | | |
| A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | | | |
| Résultat net des activités poursuivies | 134 | (15) | 119 |
| Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes | 390 | (30) | 360 |
| Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt | 425 | (45) | 380 |
| Charge d'impôts de l'exercice | 69 | (12) | 57 |
| Capacité d'autofinancement | 497 | (57) | 440 |
| Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité | (81) | 18 | (63) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | 424 | (39) | 385 |
| B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles | (585) | 39 | (546) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | (419) | 39 | (380) |
| C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | 1 | | 1 |
| D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES | | | |
| VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D) | 6 | | 6 |
| Trésorerie nette à l'ouverture | 23 | | 23 |
| Trésorerie nette de clôture | 29 | | 29 |
| TOTAL CASH FLOW LIBRE | (19) | (6) | (25) |

Postes des états financiers au 30 septembre 2017 impactés par la norme IFRS 15

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| ACTIF | 30/09/2017 Net | IFRS15 | 30/09/2017 Retraité |
|--|---------------------------|---------------|--------------------------------|
| Immobilisations corporelles | 3 386 | (179) | 3 207 |
| ACTIF NON COURANT | 5 103 | (179) | 4 924 |
| IFRS 15 : Contrats conclus avec des tiers | | 341 | 341 |
| Clients et comptes rattachés | 914 | 218 | 1 132 |
| ACTIF COURANT | 1 599 | 559 | 2 158 |
| TOTAL ACTIF | 6 769 | 380 | 7 149 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 30/09/2017 Net | IFRS15 | 30/09/2017 Retraité |
| Primes et réserves | 2 137 | 165 | 2 302 |
| Résultat consolidé | 253 | (15) | 238 |
| CAPITAUX PROPRES | 3 103 | 150 | 3 253 |
| Impôts différés passif et dettes fiscales non courants | 70 | 105 | 175 |
| PASSIF NON COURANT | 1 133 | 105 | 1 238 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 272 | 92 | 1 364 |
| Provisions courantes | 9 | (8) | 1 |
| Autres passifs courants | 1 147 | 41 | 1 188 |
| PASSIF COURANT | 2 533 | 125 | 2 658 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 6 769 | 380 | 7 149 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| | 09/2017 Publié | IFRS15 | 09/2017 Retraité |
|--|-------------------|-------------|---------------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 3 727 | (62) | 3 695 |
| Charges externes | (1 669) | (42) | (1 711) |
| Dotations nettes aux amortissements | (589) | 47 | (542) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 290 | (27) | 263 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 395 | (27) | 368 |
| COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | (5) | (5) | (5) |
| Charge d'impôt | (131) | 12 | (119) |
| RÉSULTAT NET | 253 | (15) | 238 |
| EBITDA | 882 | (74) | 808 |

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (en millions d'euros)

| | 09/2017 Publié | IFRS15 | 09/2017 Retraité |
|--|-------------------|-------------|---------------------|
| I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | | | |
| A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | | | |
| Résultat net des activités poursuivies | 253 | (15) | 238 |
| Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes | 600 | (47) | 553 |
| Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt | 672 | (62) | 610 |
| Charge d'impôts de l'exercice | 131 | (12) | 119 |
| Capacité d'autofinancement | 808 | (74) | 734 |
| Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité | (65) | 3 | (62) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | 751 | (71) | 680 |
| B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| Prix d'acquisition des Immobilisations corporelles et incorporelles | (860) | 71 | (789) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | (568) | 71 | (497) |
| C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | (163) | | (163) |
| D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES | | | |
| VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D) | 20 | | 20 |
| Trésorerie nette à l'ouverture | 23 | | 23 |
| Trésorerie nette de clôture | 43 | | 43 |
| TOTAL CASH FLOW LIBRE | 67 | 9 | 76 |

Postes des états financiers au 31 décembre 2017 Impactés par la norme IFRS 15

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| ACTIF | 31/12/2017 Publié | IFRS15 | 31/12/2017 Retraité |
|--|------------------------------|---------------|--------------------------------|
| Immobilisations corporelles | 3 537 | (199) | 3 338 |
| ACTIF NON COURANT | 5 234 | (199) | 5 035 |
| IFRS 15 : Contrats conclus avec des tiers | | 376 | 376 |
| Clients et comptes rattachés | 944 | 233 | 1 177 |
| ACTIF COURANT | 1 590 | 609 | 2 199 |
| TOTAL ACTIF | 6 862 | 410 | 7 272 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 31/12/2017 Publié | IFRS15 | 31/12/2017 Retraité |
| Primes et réserves | 2 137 | 165 | 2 302 |
| Résultat consolidé | 260 | (5) | 255 |
| CAPITAUX PROPRES | 3 110 | 160 | 3 270 |
| Impôts différés passif et dettes fiscales non courants | 31 | 113 | 144 |
| PASSIF NON COURANT | 1 296 | 113 | 1 409 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 301 | 99 | 1 400 |
| Provisions courantes | 5 | (5) | |
| Autres passifs courants | 1 103 | 43 | 1 146 |
| PASSIF COURANT | 2 456 | 137 | 2 593 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 6 862 | 410 | 7 272 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| | 12/2017 Publié | IFRS15 | 12/2017 Retraité |
|--|-------------------|-------------|---------------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 5 086 | (25) | 5 060 |
| Charges externes | (2 283) | (39) | (2 322) |
| Dotations nettes aux amortissements | (841) | 59 | (782) |
| Autres produits d'exploitation | 139 | (3) | 136 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 329 | (9) | 320 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 470 | (9) | 461 |
| GOÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | (8) | | (8) |
| Charge d'impôt | (193) | 4 | (189) |
| RÉSULTAT NET | 260 | (5) | 255 |
| EBITDA | 1 162 | (65) | 1 097 |

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (en millions d'euros)

| | 12/2017 Publié | IFRS15 | 12/2017 Retraité |
|--|-------------------|--------------|---------------------|
| I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | | | |
| A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | | | |
| Résultat net des activités poursuivies | 260 | (5) | 255 |
| Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes | 856 | (59) | 797 |
| Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt | 847 | (64) | 783 |
| Charge d'impôts de l'exercice | 193 | (4) | 189 |
| Capacité d'autofinancement | 1 048 | (68) | 980 |
| Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité | (17) | (36) | (53) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | 883 | (104) | 779 |
| B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles | (1 208) | 104 | (1 104) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | (839) | 104 | (735) |
| C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | (9) | | (9) |
| D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES | | | |
| VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D) | 35 | | 35 |
| Trésorerie nette à l'ouverture | 23 | | 23 |
| Trésorerie nette de clôture | 58 | | 58 |
| TOTAL CASH FLOW LIBRE | 17 | 40 | 57 |

NOTE 24**LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES**

| Sociétés | % d'intérêts | | % Contrôle direct et indirect | |
|------------------------------------|--------------|--------|-------------------------------|--------|
| | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Bouygues Telecom | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| 1913 | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Amplitel | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Bouygues Telecom Initiatives | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Buyster | 24,1% | 24,1% | 24,1% | 24,1% |
| Darty Telecom | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Infracos | 50,0% | 50,0% | 50,0% | 50,0% |
| Objenius | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Réseau Clubs Bouygues Telecom | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Telefonica Global Solutions France | 30,0% | 30,0% | 30,0% | 30,0% |
| Winnovation | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

| | |
|------------------------------------|---|
| Bouygues Telecom | 37-39, rue Boissière 75116 Paris |
| 1913 | 218, avenue Pierre Brossolette Immeuble Le Pélissier 92240 Malakoff |
| Amplitel | 3, route de la révoite 93200 Saint Denis |
| Bouygues Telecom Initiatives | Le Technopole 13-15, rue du Marechal Juin 92360 Meudon |
| Buyster | 13-15 rue de Nancy 75010 Paris |
| Darty Telecom | 37-39, rue Boissière 75116 Paris |
| Infracos | 20, rue Troyon 92310 Sèvres |
| Objenius | 20, rue Troyon 92310 Sèvres |
| Réseau Clubs Bouygues Telecom | Le Technopole 13-15, rue du Marechal Juin 92360 Meudon |
| Telefonica Global Solutions France | Tour Atlantique (11ème étage) 1, place de la Pyramide 92800 Puteaux |
| Winnovation | 20111 Stevens Creek Boulevard, Suite 205 Cupertino, California 95014 - United States |

Annexe 4 – Informations financières au 30 juin 2018

[voir page suivante]

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| ACTIF | 30/06/2018 net | 31/12/2017 ^a net retraité | 30/06/2017 ^b net retraité |
|---|-------------------|--|--|
| Immobilisations corporelles | 3 578 | 3 338 | 3 153 |
| Immobilisations incorporelles | 1 648 | 1 682 | 1 716 |
| Goodwill | 5 | 5 | 5 |
| Coentreprises et entités associées | | | |
| Autres actifs financiers non courants | 10 | 10 | 10 |
| Impôts différés actifs et créances fiscales non courants | | | |
| ACTIF NON COURANT | 5 241 | 5 035 | 4 884 |
| Stocks | 133 | 114 | 131 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 12 | 8 | 16 |
| Clients et comptes rattachés | 1 174 | 1 177 | 994 |
| Actifs sur contrats clients | 420 | 376 | 320 |
| Actif d'impôt (exigible) | | | |
| Autres créances courantes | 417 | 465 | 430 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 26 | 58 | 30 |
| Instruments financiers - Couverture des dettes financières | | | |
| Autres actifs financiers courants | | 1 | 2 |
| ACTIF COURANT | 2 182 | 2 199 | 1 923 |
| Actifs ou activités détenus en vue de la vente | 16 | 38 | 90 |
| TOTAL ACTIF | 7 439 | 7 272 | 6 897 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 30/06/2018 | 31/12/2017^a retraité | 30/06/2017^b retraité |
| Capital social | 713 | 713 | 713 |
| Primes et réserves | 2 506 | 2 302 | 2 303 |
| Réserve de conversion | | | |
| Actions propres détenues | | | |
| Résultat consolidé | 156 | 255 | 119 |
| CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE) | 3 375 | 3 270 | 3 135 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | | |
| CAPITAUX PROPRES | 3 375 | 3 270 | 3 135 |
| Dettes financières non courantes | 1 174 | 993 | 1 000 |
| Provisions non courantes | 274 | 272 | 227 |
| Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants | 141 | 144 | 168 |
| PASSIF NON COURANT | 1 589 | 1 409 | 1 395 |
| Dettes financières courantes | 52 | 40 | 39 |
| Impôts courants | 60 | 1 | 8 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 249 | 1 301 | 1 136 |
| Passifs sur contrats clients | 280 | 266 | 225 |
| Provisions courantes | | | 1 |
| Autres passifs courants | 833 | 983 | 955 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | | | 1 |
| Instruments financiers - Couverture des dettes financières | 1 | 1 | |
| Autres passifs financiers courants | | 1 | 2 |
| PASSIF COURANT | 2 475 | 2 593 | 2 367 |
| Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente | | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | 7 439 | 7 272 | 6 897 |
| ENDETTEMENT FINANCIER NET (-) / EXCÉDENT FINANCIER NET (+) | (1 201) | (976) | (1 010) |

(a) Le bilan au 31 décembre 2017 a été retraité des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

(b) Le bilan au 30 juin 2017 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 15.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

| | 1er semestre | | 2ème trimestre | | Exercice |
|--|--------------|----------------------------|----------------|----------------------------|----------------------------|
| | 2018 | 2017 retraité ^a | 2018 | 2017 retraité ^a | 2017 retraité ^a |
| CHIFFRE D'AFFAIRES^b | 2 563 | 2 406 | 1 282 | 1 196 | 5 060 |
| Autres produits de l'activité | | | | | |
| Achats consommés | (319) | (303) | (155) | (150) | (731) |
| Charges de personnel | (286) | (285) | (147) | (140) | (553) |
| Charges externes | (1 189) | (1 130) | (600) | (567) | (2 322) |
| Impôts et taxes | (100) | (111) | (18) | (25) | (158) |
| Dotations nettes aux amortissements | (394) | (355) | (203) | (182) | (782) |
| Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées | (13) | (14) | (3) | 10 | (13) |
| Variation des stocks de production et de promotion immobilière | | | | | |
| Autres produits d'exploitation ^c | 46 | 80 | 19 | 36 | 136 |
| Autres charges d'exploitation | (160) | (153) | (77) | (75) | (317) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 148 | 135 | 98 | 103 | 320 |
| Autres produits opérationnels | 109 | 81 | 38 | 75 | 233 |
| Autres charges opérationnelles | (18) | (33) | (8) | (20) | (92) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 239 | 183 | 128 | 158 | 461 |
| Produits financiers | | | | | |
| Charges financières | (3) | (3) | (1) | (1) | (8) |
| COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-) / PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+) | (3) | (3) | (1) | (1) | (8) |
| Autres produits financiers | 1 | | | | |
| Autres charges financières | (5) | (4) | (3) | (2) | (9) |
| Impôt | (76) | (57) | (43) | (51) | (189) |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées | | | | | |
| RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 156 | 119 | 81 | 104 | 255 |
| Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente | | | | | |
| RÉSULTAT NET | 156 | 119 | 81 | 104 | 255 |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | 156 | 119 | 81 | 104 | 255 |
| Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle | | | | | |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS) | 3,33 | 2,55 | 1,73 | 2,12 | 5,56 |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS) | 3,33 | 2,55 | 1,73 | 2,12 | 5,56 |

(a) Le compte de résultat du 1^{er} semestre 2017, du 2^{ème} trimestre 2017 et de l'exercice 2017 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 15.

(b) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international

(c) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres

| | | | | |
|---|----|---|---|----|
| 6 | 14 | 2 | 4 | 18 |
|---|----|---|---|----|

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS (en millions d'euros)

| | 1er semestre 2018 | 1er semestre 2017 retraité ^a | Exercice 2017 retraité ^a |
|---|----------------------|--|--|
| RÉSULTAT NET | 156 | 119 | 255 |
| Éléments non recyclables en résultat net | | | |
| Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi | | | (1) |
| Variation nette de juste valeur sur instruments de capitaux propres | | | |
| Impôts sur éléments non recyclables en résultat net | | | |
| Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées | | | |
| Éléments recyclables en résultat net | | | |
| Variation des écarts de conversion | | | |
| Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture | | | (1) |
| Impôts sur éléments recyclables en résultat net | | | 1 |
| Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées | | | |
| PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES | | b | c |
| | | | (1) |
| PRODUITS ET CHARGES NETS COMPTABILISÉS | 156 | 119 | 254 |
| Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe | 156 | 119 | 254 |
| Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle | | | |

(a) Les états des produits et charges comptabilisés du 1^{er} semestre 2017 et de l'exercice 2017 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 15.

(b) dont produits et charges comptabilisés au 2^{ème} trimestre 2018 = 0

(c) dont produits et charges comptabilisés au 2^{ème} trimestre 2017 = (1)

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (en millions d'euros)

| | Capital Prime d'émission | Réserves liées au capital / Report à nouveau | Réserves et Résultat consolidés | Actions propres détenues | Opérations affectées directement en capitaux propres | TOTAL GROUPE | Participations ne donnant pas le contrôle | TOTAL |
|---|--------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------------|--|-----------------|---|--------------|
| SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2016 RETRAITÉE ^a | 1 742 | 625 | 648 | | 1 | 3 016 | | 3 016 |
| Mouvements 1er semestre 2017 retraités | | | | | | | | |
| Résultat net | | | 119 | | | 119 | | 119 |
| Variation de change | | | | | | | | |
| Autres produits et charges comptabilisés | | | | | | | | |
| Résultat net et produits et charges comptabilisés ^d | | | 119 | | | 119 | | 119 |
| Opérations nettes sur capital et réserves | | 162 | (162) | | | | | |
| Acquisitions / Cessions d'actions propres | | | | | | | | |
| Acquisitions / Cessions sans perte de contrôle | | | | | | | | |
| Distribution | | | | | | | | |
| Autres opérations avec les actionnaires | | | | | | | | |
| Autres opérations (changements de périmètre et divers) | | | | | | | | |
| SITUATION AU 30 JUIN 2017 RETRAITÉE ^a | 1 742 | 787 | 605 | | 1 | 3 135 | | 3 135 |
| Mouvements 2ème semestre 2017 retraités | | | | | | | | |
| Résultat net | | | 136 | | | 136 | | 136 |
| Variation de change | | | | | | | | |
| Autres produits et charges comptabilisés | | | | | (1) | (1) | | (1) |
| Résultat net et produits et charges comptabilisés ^d | | | 136 | | (1) | 135 | | 135 |
| Opérations nettes sur capital et réserves | | 1 | (1) | | | | | |
| Acquisitions / Cessions d'actions propres | | | | | | | | |
| Acquisitions / Cessions sans perte de contrôle | | | | | | | | |
| Distribution | | | | | | | | |
| Autres opérations avec les actionnaires | | | | | | | | |
| Autres opérations (changements de périmètre et divers) | | | | | | | | |
| Impact de l'application d'IFRS 9 | | | | | | | | |
| SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉE ^b | 1 742 | 788 | 740 | | | 3 270 | | 3 270 |
| Mouvements 1er semestre 2018 | | | | | | | | |
| Résultat net | | | 156 | | | 156 | | 156 |
| Variation de change | | | | | | | | |
| Autres produits et charges comptabilisés | | | | | | | | |
| Résultat net et produits et charges comptabilisés ^d | | | 156 | | | 156 | | 156 |
| Opérations nettes sur capital et réserves | | 381 | (381) | | | | | |
| Acquisitions / Cessions d'actions propres | | | | | | | | |
| Acquisitions / Cessions sans perte de contrôle | | | | | | | | |
| Distribution | | | (50) | | | (50) | | (50) |
| Autres opérations avec les actionnaires | | | | | | | | |
| Autres opérations (changements de périmètre et divers) | | | (1) | | | (1) | | (1) |
| SITUATION AU 30 JUIN 2018 | 1 742 | 1 169 | 464 | | | 3 375 | | 3 375 |

(a) Les capitaux propres au 31 décembre 2016 et au 30 juin 2017 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 15.

(b) Les capitaux propres au 31 décembre 2017 ont été retraités des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

(c) variation de la réserve de conversion

| | Groupe | Participations ne donnant pas le contrôle | Total |
|------------------------------------|--------|--|-------|
| Sociétés contrôlées | | | |
| Coentreprises et entités associées | | | |

(d) voir état des produits et charges comptabilisés

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES TELECOM

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (en millions d'euros)

| | 1er semestre | | Exercice |
|--|--------------|-------------------------------|-------------------------------|
| | 2018 | 2017 retraité ^a | 2017 retraité ^a |
| I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | | | |
| A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | | | |
| Résultat net des activités poursuivies | 156 | 119 | 255 |
| Retraitements : | | | |
| Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus | | | |
| Dividendes des sociétés non consolidées | | | |
| Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes | 393 | 360 | 797 |
| Plus et moins values de cessions d'actifs | (115) | (99) | (269) |
| Charges calculées diverses | | | |
| CAF après coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et impôt | 434 | 380 | 783 |
| Reclassement du coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net | 3 | 3 | 8 |
| Retraitement de l'impôt | 76 | 57 | 189 |
| Capacité d'autofinancement (CAF) | 513 | 440 | 980 |
| Impôts décaissés | (16) | 8 | (148) |
| Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^b | (82) | (63) | (53) |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ | 415 | 385 | 779 |
| B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles | (621) | (546) | (1 104) |
| Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles | 160 | 141 | 378 |
| Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles | (127) | 25 | (9) |
| Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés | | | |
| Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés | 1 | | |
| Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés | | | |
| Prix d'acquisition des activités consolidées | | | |
| Prix de cession des activités consolidées | | | |
| Dettes nettes sur activités consolidées | | | |
| Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées | | | |
| Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées | | | |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | (587) | (380) | (735) |
| C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires | | | |
| Dividendes versés aux actionnaires de la société mère | (50) | | |
| Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle | | | |
| Variation des dettes financières courantes et non courantes | 193 | 4 | (2) |
| Coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net | (3) | (3) | (8) |
| Autres flux liés aux opérations de financement | | | 1 |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | 140 | 1 | (9) |
| D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES | | | |
| VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A+B+C+D) | (32) | 6 | 35 |
| TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE | 58 | 23 | 23 |
| Flux nets | (32) | 6 | 35 |
| Flux non monétaires | | | |
| TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE | 26 | 29 | 58 |
| II - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ARRÊTÉES OU DÉTENUES EN VUE DE LA VENTE | | | |
| TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE | | | |
| Flux nets | | | |
| TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE | | | |

(a) Les flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2017 et de l'exercice 2017 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 15.

(b) définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts décaissés présentés séparément et hors dettes financières